

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE

DROIT DE VETO

DANS LES CONCLAVES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 11 février 1908, à 1 heure.

PAR

Marius EVRARD

Président : M. PILLET, professeur.

Suffragants :

{	MM. CHÉNON, professeur.
	MEYNIAL, agrégé.



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE

DROIT DE VETO

DANS LES CONCLAVES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 11 février 1908, à 1 heure.

PAR

Marius EVRARD

Président : M. PILLET, professeur.

*Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur.
MEYNIAL, agrégé.*



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- ADOLPHO GIOBBIO (Mgr). — Austria, Francia e Spagna e l'Esclusiva nel Conclave. Roma, 1903.
- Lezioni di diplomazia ecclesiastica. Roma, 1897.
- BERTHELET (Giovani). — Le futur Pape, 1899.
- BIGNON. — Traité de l'élection du Pape. Paris, 1655.
- BLUNTSCHLI. — Théorie générale de l'État : traduit de l'allemand par Riedmatten. Paris, 1881.
- BOMPART. — La Papauté en droit international. Paris, 1888.
- BONFILS. — Manuel de droit international public, 4^e édit., Paris, 1905.
- BONGHI. — Pio IX ed il papa futuro. Milano, 1877.
- BUDER. — Vindiciæ juris imperatorii adversus Urbis Romæ Episcopos. Ienæ, 1719.
- BURCHARD MAII. — De Romani Pontificis electione Cæsarumque circa eam jura. Kiel, 1729.
- BUREAU. — La Papauté en droit international, à propos d'un livre récent. Bulletin de l'Institut catholique de Paris, 5^e année, février 1894.
- CARDINAL DU PERRON. — Ambassades et négociations. Paris, 1633.
- CHATEAUBRIAND. — Mémoires d'outre-tombe.
- CHRÉTIEN. — La Papauté et la Conférence de la Paix. Revue générale de dr. int. pub., 1899, t. IV.
- CIPOLETTA. — Memorie storiche sui Conclavi da Pio VII a Pio IX. Milano, 1863.
- DARDANO. — Diaro dei Conclavi. Firenze, 1872.

DARRAS (abbé). — Histoire générale de l'Église. Paris, 1868.
DUCHESNE. — Histoire des Papes. Paris, 1616.

ESMEIN. — Cours élémentaire d'histoire du droit français.
Paris, 1892.

ESTOR. — Commentatio de jure Exclusivæ. Ienæ, 1740.

FUNK (Dr.). — Histoire de l'Église, traduite de l'allemand
par l'abbé Hemmer, 1895.

GINDELY. — Zur Geschichte der Einwirkung Spaniens auf die
Papst wahlen. Sitzb. d. Wiener Akad. Bd. 38.

GUIZOT. — Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps.
Paris, 1868.

HAMMER. — De jure Principis Catholici circa Sacra. (Ap
Schmidt. Thesaur. jur. eccles.) Heidelberg, 1774.

HANOTAUX. — Recueil des instructions aux ambassadeurs de
France. Rome, 1888. Tome VI.

IMBART-LATOURE. — La Papauté en droit international. Paris
1893.

J. DE MAISTRE. — Du Pape.

KEMMERICH. — De jure Aug. Imperatoris circa constituendum
Ecclesiæ Romanæ Caput. Ienæ, 1740.

Le Correspondant. — Art. de M. de Marcey : « Le Con-
clave, origines, histoire, organisation, législation »,
10 août 1894.

— Art. de M. Lamy : « La politique du dernier pon-
tificat et du dernier conclave », 10 sept., 10 oct.
1903.

Le Journal.

Les Débats.

Le Temps.

LEY. — Quid de Exclusivâ quam Imperator dare solet. (Ap
Barthel : Opuscula juridica.) Bamberg, 1771.

LUCIUS LECTOR. — Le Conclave. Origines, histoire, organi-
sation, législation ancienne et moderne. Paris, Lethiel-
leux, 1894.

LUCIUS LECTOR. — L'élection papale suivie d'un tableau chronologique des papes et des conclaves. Paris, 1896.

Magnum Bullarium Romanum. — Editio Taurinensis.

MARÉGHAL D'ESTRÉES. — Récit du Conclave dans lequel Grégoire XV fut élu pape. (Petitot : collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de France.) Paris, 1819.

MASSON (F). — Le Pape et le Conclave. Paris, 1891.

NARFON (De). — Pie X. Le Conclave de 1903. Pie X intime. Le nouveau pontificat. Paris, Delagrave, 1904.

Osservatore Romano.

PAR UN TÉMOIN. — Les derniers jours de Léon XIII et le Conclave de 1903. « Revue des Deux Mondes », 15 mars 1904.

PETRUCELLI DELLA GATINA. — Histoire diplomatique des Conclaves. Bruxelles, 1884.

PILLET. — Recherches sur les droits fondamentaux des États : dans l'ordre des rapports internationaux et sur la solution des conflits qu'ils font naître. Paris, 1899.

— Article dans Sirey, 1895, 2^e partie, p. 58.

PUFFENDORF. — Le droit de la nature et des gens. Basle, 1771.

RANKE. — Les Papes romains, leur Église et leur État aux xvi^e et xvii^e siècles. (Traduction A. de Saint-Chéron). Paris, 1838.

RIBIER. — Lettres et mémoires d'Etat. Paris, 1666.

SAGMÜLLER. — Die Papstwahlbullen und das staatliche Recht der Exclusive. Tübingen, 1892.

— Die Papstwahlen und die Staaten. Tübingen, 1890

SANTI. — Prælectiones juris canonici, t. V.

SEBASTIANELLI. — Prælectiones juris canonici.

VANEL. — Histoire des conclaves depuis Clément V jusqu'à présent, d'après Barbier. Lyon, 1691, t. II.

VERGNES. — La condition internationale de la Papauté. Toulouse, 1905.

VIDAL. — Le Veto d'exclusive en matière d'élection pontificale. Toulouse, 1906.

WAHRMUND. — Beiträge zur Geschichte des Exklusions Rechtes. Wien, 1890.

— Das Ausschliessungsrecht der Katholischen Staaten. Wien, 1888.

« Cupidiores sunt imperatores sacerdo-
tio quam sacerdotes imperio. »

SAINT AMBROISE. *Épist. ad Sororem.*

INTRODUCTION

De la grande lutte du Sacerdoce et de l'Empire, qui durant deux siècles mit aux prises l'Allemagne et la Papauté, devaient sortir l'institution et la législation du conclave.

La réforme de l'élection des papes commencée en l'an 1059 par Nicolas II et continuée par Alexandre III, fut définitivement sanctionnée par Grégoire X dans sa célèbre constitution *Ubi periculum* du 7 juillet 1274. A l'ancien mode d'élection par le clergé et le peuple de Rome, succédait l'élection par les cardinaux seuls : le Sacré Collège était constitué.

En appelant à concourir à l'élection du Pape les représentants de la catholicité tout entière, et en codifiant cette élection de manière à en assurer l'absolue dignité, l'Église pensait enlever aux gouvernements étrangers tout prétexte d'immixtion. Ceux-ci renoncèrent, en effet, au droit de confirmation, mais non pas à la pratique de l'intervention qui revêtit seulement une forme nouvelle plus discrète, sinon plus respectueuse de l'indépendance religieuse.

Outre les anciens légats ou nonces accrédités auprès d'eux par le Saint-Siège, les princes se trouvaient avoir comme ambassadeurs naturels de leurs désirs auprès du Sacré Collège les cardinaux, leurs sujets. C'étaient, dans les conclaves, les interprètes tout désignés de leur répugnance ou de leur sympathie pour tel ou tel candidat à la tiare. Les électeurs ne voyaient leur liberté nullement entravée ; et cependant, par leur souci même des intérêts religieux, comment auraient-ils pu ne tenir aucun compte de ces indications ?

A partir du ^{xvi}^e siècle, les grands États se constituèrent ; le morcellement féodal disparut peu à peu faisant place à une centralisation de plus en plus forte. Les souverains étaient chefs de nations souvent considérables, et comme tels, leurs préférences et leurs répulsions ne pouvaient demeurer indifférentes au Sacré Collège.

Aussi, accoutumés à ce qu'on eût égard à leur volonté, les États prétendirent transformer ce fait en droit. La soumission de leurs désirs au Sacré Collège ne leur suffisait plus. La simple déclaration de leur volonté devait pouvoir exclure du trône pontifical, le cardinal tenu par eux pour ennemi.

Au ^{xvii}^e siècle, les grandes monarchies purent ainsi beaucoup obtenir, et l'Église affaiblie et démembrée par le Protestantisme, ne voulut pas s'aliéner,

en se montrant intraitable sur ses droits, les puissances qui lui restaient fidèles.

Ainsi, les trois grandes nations : l'Autriche, l'Espagne et la France, conquièrent le droit de *Veto* ou d'*exclusion*, c'est-à-dire le privilège de s'opposer chacune à la nomination d'un candidat.

Ce privilège qui n'a jamais été reconnu par le Saint-Siège et qui s'établit comme un usage par le consentement plusieurs fois renouvelé du Sacré Collège, pourrait surprendre, si l'on oubliait que depuis Constantin jusqu'à la tourmente de 1793, l'Église a été en quelque sorte « la clef de la voûte du système théocratique et absolutiste de la vieille Europe. »

« Suprêmes gardiens des royaumes et des empires, les papes ont aidé au maintien des formules sociales. Affirmant que tout droit régalien est de droit divin, ils transforment le devoir du sujet vis-à-vis du souverain en quelque chose de religieux et de sacré. Pouvant d'un mot créer la soumission ou allumer la révolte, ils apparaissent comme les arbitres de toutes les destinées (1). »

On comprend, dans ces conditions, que l'élection de celui qui devait être le dépositaire d'une telle puissance devait préoccuper les souverains au plus haut point.

1. G. Vidal, *Le Veto d'exclusion en matière d'élection pontificale* p. 14.

De son côté, le Sacré Collège, en admettant le *Veto* d'un prince catholique et ami, considérait, pour rassurer sa conscience que, si éminent, si capable et si digne que pût être un candidat, s'il soulevait l'hostilité, s'il était l'objet des préventions d'un ou de plusieurs souverains catholiques, il serait moins apte à diriger utilement le gouvernail de l'Église.

D'ailleurs, les grands États, n'étaient-ils pas dans le monde les gardiens d'un ordre conforme aux enseignements de l'Église, ordre qu'ils avaient eux-mêmes défendu par leurs armes, sanctionné par leurs lois ? Pourquoi dès lors, au conclave, l'Église aurait-elle craint, de leur part, de malveillants desseins ?

Survint la Révolution française, et tout cet état de choses fut changé.

Ce fut le commencement, non seulement en France, mais dans l'Europe entière, de la jalousie de l'intelligence contre la foi.

Partout, dans les lois, dans les institutions, la scission se fait profonde entre l'État et l'Église : et l'État, jaloux de l'indépendance conquise, ne veut rien sacrifier aux intérêts et aux enseignements de l'Église.

Dès lors, celle-ci n'avait plus à consentir des avantages sans réciprocité, et la pratique du *Veto* d'exclusion autrefois tolérée dans les conclaves ne se justifiait plus.

Le *Veto* d'exclusion survécut cependant ; mais du-

rant tout le xix^e siècle, on voit le Sacré Collège, qui le subit, lui opposer une résistance croissante.

En 1846 encore, l'Autriche veut l'exercer ; mais aux exigences extérieures, le Sacré Collège commence à opposer la rapidité des conclaves, et le cardinal chargé de signifier le *Veto* contre le cardinal Mastai Peretti arrive trop tard au conclave. Pie IX était déjà proclamé.

En 1870, les puissances catholiques assistent à l'effondrement du pouvoir temporel des papes, et aucune d'entre elles ne tente seulement de sauvegarder l'indépendance pontificale. En février 1875, la *Post*, organe de la chancellerie de Berlin, estime que les « puissances doivent établir un accord général ayant « pour but de déterminer les conditions du conclave « et de la validité des actes du Pape vis-à-vis des « gouvernements. »

Déjà en 1871 cependant, Pie IX, dans sa bulle du 23 août *In hac sublime* avait protesté contre toute intervention dans le conclave de la puissance laïque, quelle que fût cette puissance et la forme de son intervention. Aussi le 10 octobre 1877, son état malade lui faisant prévoir un prochain conclave, Pie IX croit devoir à nouveau par sa bulle *Consulturi*, confirmer et renouveler la déchéance de toute ingérence laïque dans l'élection du chef de l'Église.

Le conclave qui suit sa mort, et dans lequel est élu Léon XIII, est le premier où, depuis bien des

siècles, la politique ne joue aucun rôle. Le *Veto* d'exclusion semblait à jamais disparu. Le bon sens général le considérait « comme une de ces armes » que le temps a fait passer des arsenaux dans les « musées » (1).

Aussi l'étonnement fut général, quand le 2 août 1903, le troisième jour du conclave qui s'était réuni après la mort de Léon XIII, le cardinal-évêque de Cracovie prononça le *Veto* contre le cardinal Rampolla, au nom de François-Joseph, empereur d'Autriche, roi de Hongrie.

Au sein même du Sacré Collège, s'éleva aussitôt la protestation énergique du cardinal-doyen.

Au dehors, docteurs, écrivains religieux, journalistes discutèrent à nouveau sur la nature du *Veto* d'exclusion et son opportunité.

Les uns essayèrent d'en faire un droit impérial exclusivement réservé à la couronne des Habsbourg, hérité de Justinien et de Charlemagne. D'autres le présentèrent comme un droit inhérent à toute souveraineté politique, basé sur le devoir qu'a tout chef d'État de parer aux périls qui résulteraient pour lui de l'hostilité d'un pape ennemi.

Pour d'autres enfin, ce prétendu droit des gouvernements n'était qu'un abus de pouvoir, un intolé-

1. M. Lamy, *Le Correspondant*, 10 sept.-10 oct. 1903.

nable empiétement de la puissance civile sur les droits de l'Eglise.

Et ces théories extrêmes laissent place à bien d'autres doctrines plus modérées.

Peu à peu, le silence s'était fait sur cet événement, lorsqu'en janvier 1905, les journaux annoncèrent qu'une nouvelle constitution apostolique rayait à jamais le *Veto* des futurs conclaves ; que des peines canoniques seraient désormais prononcées et contre les souverains catholiques qui oseraient opposer le *Veto*, et contre les cardinaux qui se feraient leurs porte-paroles.....assertions bien téméraires, car si personne au Vatican ne nie l'existence, depuis trois ans, d'une constitution relative au *Veto* des gouvernements, personne non plus n'en connaît les termes exacts ; et l'incertitude planera sur ce sujet, jusqu'à ce que cette constitution soit promulguée.

En attendant ce jour, le *Veto* d'exclusion subsiste vivace encore et tel qu'il a été exercé depuis deux siècles passés.

Sans trop empiéter sur l'avenir, on peut même prévoir que les puissances, au prochain conclave, prenant prétexte de celui de 1903, voudront à nouveau faire usage de ce qu'elles estiment être leur droit ; à moins que d'ici là, la nouvelle constitution, ne se bornant plus, comme la bulle de Pie IX, à déclarer dogmatiquement « illicite » l'intervention laïque, ne supprime pour toujours le *Veto* en le ren-

dant cette fois matériellement impraticable avant et pendant le conclave.

Quoi qu'il en soit, il est permis de rester intrigué par la nature du *Veto* d'exclusion, comme par la complexité de son origine ; et il semble intéressant, de se demander s'il possède véritablement les caractères d'un droit ou ceux, tout au moins, d'un privilège.

L'histoire seule peut nous aider dans cette étude dont la division s'impose : *l'histoire et le droit*.

Le *Veto* d'exclusion, une fois défini, puis présenté sous les deux formes qu'il revêt successivement et les règles auxquelles fut soumis son exercice habituel une fois connues, nous rechercherons son origine et sa formation, en le suivant dans son évolution historique.

Par l'histoire, la tâche nous sera rendue plus facile et nous pourrons alors déterminer, avec quelque certitude, la qualité juridique du *Veto* d'exclusion.

PREMIÈRE PARTIE

L'HISTOIRE

CHAPITRE PREMIER

Formation et évolution du Veto d'exclusion.

Le xvr^e siècle est le moment où l'intervention des princes se manifeste dans les conclaves d'une manière évidente et habituelle. A cette époque, « donner l'exclusion » signifie simplement : ne pas donner son vote à un cardinal candidat à la Papauté. Tout cardinal-électeur qui refuse de voter pour un de ses collègues, lui donne par ce fait l' « exclusion ». Et cela n'est pas sans importance, car s'il arrive à rallier à sa manière de penser et d'agir un certain nombre d'électeurs, le cardinal « exclu » par lui, n'arrivera jamais à obtenir l'indispensable majorité des deux tiers.

C'est ce qui résulte logiquement de la Constitution *Licet de vitandâ discordiâ* du pape Alexandre III, promulguée par lui en 1180, dans le but de réorganiser le système d'élection pontificale. « Si, disait-il, « les cardinaux ne peuvent s'accorder avec une pleine « et unanime concorde, sur l'élection du souverain « pontife, celui-là seulement, qui sera élu par les

« deux tiers des cardinaux sera sans aucune excep-
« tion ni opposition, considère par toute l'Eglise,
« comme le vrai pape; au contraire, celui qui, élu
« par un nombre de voix inférieur à celui des deux
« tiers, usurperait l'autorité ou la dignité pontificale,
« sera excommunié et privé de tous ses ordres. Ceux
« qui le reconnaîtraient comme pape, ou qui le re-
« cevraient comme tel, seront frappés des mêmes
« peines (1). »

En élevant le « quorum » des voix nécessaire au conclave, Alexandre III voulait surtout faire disparaître toute incertitude sur le droit de l'élu et éviter ainsi le retour des schismes d'antipapes.

Mais la minorité, composée d'un tiers des électeurs, se trouve avoir une grande force, puisque, à elle seule, elle peut empêcher l'élection. Et quatre siècles plus tard, les princes le comprennent bien, quand ils envoient leurs instructions aux cardinaux de leur « couronne », la veille d'un nouveau conclave.

Les « cardinaux de couronne » sont ainsi dénommés parce qu'ils représentent au conclave, les uns la couronne de France, les autres les couronnes d'Autriche et d'Espagne. En intermédiaires soumis de leur prince respectif, ils donnent leur vote au candidat qui est pour lui *persona grata*. Leur rôle est, en

1. Lucius Lector, *Le Conclave* p. 75.

même temps, de recruter le plus grand nombre de partisans possible pour faire triompher ce candidat.

Ils donnent, au contraire, « l'exclusion » contre le candidat *persona ingrata*.

Chaque couronne, au conclave, possède, suivant les époques, un nombre variable de ces cardinaux dont la réunion forme une « faction ».

A côté de ces diverses « factions de couronnes » ou « factions de princes », on trouve au Sacré Collège deux autres groupes : le parti du cardinal Neveu (1), comprenant les cardinaux créés par le pape défunt et disposés, le plus souvent, à continuer sa politique ; et le groupe de « Zelanti », parti indépendant, en opposition d'idées avec le parti précédent.

Sous la direction de chefs habiles, les « factions des couronnes » arrivent à jouer au sein des conclaves un rôle très important. Mais elles ne sont généralement pas assez nombreuses pour pouvoir former un « parti d'inclusion », capable de faire triompher son propre candidat. Toutefois, le rôle de l'« inclusive » est soutenu au xvi^e siècle par la puissante faction de la maison d'Autriche : à cette époque, les cardinaux espagnols, allemands, napolitains, lombards sont sous la domination de Philippe II, et l'on

1 Sur l'origine et le rôle du « népotisme ». V. Lucius Lector *op cit.*, p. 270-275.

voit ce dernier, présenter au conclave qui suit la mort du pape Urbain VII, une liste de sept cardinaux, ses candidats préférés, en dehors desquels, il n'admet pas que le nouveau pape soit choisi.

Plus tard, au temps du « pacte de famille » entre les cours de la maison de Bourbon, les « factions » française, espagnole, napolitaine, s'associant dans une action commune, ne constituent pas une force moins imposante.

Mais, il est à remarquer, que le rôle de « l'inclusive » est plus ordinairement réservé aux cardinaux italiens et aux cardinaux faisant partie du groupe du cardinal Neveu; et que les « factions des couronnes », ne formant qu'une minorité dans le Sacré Collège et ne pouvant, par suite, espérer qu'un succès négatif, remplissent, le plus souvent, le rôle de « l'exclusive ».

Si l'on s'en rapporte aux assertions du cardinal de Bernis, l'office de l'exclusion n'avait rien d'agréable à exercer : « Le parti de l'inclusive, écrivait-il à Ver-
« gennes en octobre 1774, n'exclut personne et pro-
« pose le candidat qui lui plaît davantage, celui de
« l'exclusive exclut, se rend odieux et souvent
« échoue (1). »

Malgré cela, l'histoire nous montrera l'influence vraiment extraordinaire exercée par le *Veto* d'exclusion dans les différents conclaves.

1. L. Lector *Le Conclave*, p. 472,

Mais auparavant, afin de bien connaître la nature intime de ce *Veto*, il est absolument nécessaire de distinguer l'exclusion matérielle de l'exclusion formelle.

L'exclusion matérielle ou indirecte a lieu principalement aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles, et se fonde sur les instructions que les princes donnent généralement en secret, aux cardinaux de leur confiance. Ces cardinaux doivent alors déployer tout leur talent à rallier un nombre déterminé de votes, afin d'empêcher l'élection de la personne tenue pour *ingrata* par leur gouvernement. Le nombre de voix nécessaire à cet effet est égal au tiers des votants, sans qu'il en faille une seule de plus (1).

En effet, si l'on suppose un collège de soixante cardinaux et que vingt d'entre eux refusent leur voix au candidat, celui-ci ne pourra jamais réunir que trente-neuf voix ; car il est interdit au conclave de voter pour soi (2), et l'indispensable majorité des deux tiers lui fera défaut.

1. G. Vidal. *op. cit.*, p. 21.

2. La bulle de Grégoire XV, *Aeterni Patris*, fixait les conditions pour la validité des élections.

1°...

2° Nul ne peut se donner à soi-même sa propre voix ; s'il le faisait, son bulletin serait annulé.

La forme des bulletins est d'ailleurs déterminée de façon à concilier le secret du vote avec la possibilité d'en vérifier la sincérité en cas

La crise arrive alors inévitable et le conclave menace de s'éterniser (1).

L'accord ne peut s'établir que par une série de transactions, après lesquelles, les chefs de différentes factions parviennent à s'entendre sur un candidat commun qui n'est généralement pas celui dont, au début, le nom a été mis en avant. Le but du parti « d'exclusion » est alors atteint.

On a dit que les instructions données par les princes étaient généralement secrètes ; l'exclusion n'était alors que *confidentielle*, et le « cardinal de couronne » qui la détenait « la murmurait à l'oreille des amis et « la faisait circuler sans notoriété » (2). L'exclusion devenait *notoire*, quand les cardinaux qui avaient « le mot » communiquaient leurs instructions aux partisans et aux alliés dont ils cherchaient à grossir le nombre. Enfin, elle était ouverte ou *publique*,

de besoin. Ces bulletins, préparés d'avance, portent imprimées les indications générales et sont divisés en trois compartiments. Dans le compartiment inférieur, l'électeur inscrit une devise et un chiffre quelconques. Le compartiment supérieur, qui n'est décacheté que dans les cas extrêmes, contient le nom du votant :

« Ego... Cardinalis... »

Le compartiment du milieu porte le nom du candidat, selon la formule :

« Eligo in summum pontificem R. D. meum D. Card... »

1. Le conclave de 1691 dans lequel fut élu Innocent XII dura cinq mois.

2. *Le Correspondant*, art. de M. de Marcey : note p. 537.

quand ces cardinaux la notifiaient officiellement aux membres du Sacré Collège. Ce dernier cas se présentait, lorsque les cardinaux, en conservant le secret, ne pouvaient obtenir l'effet désiré. Ce n'était là d'ailleurs qu'une manœuvre électorale de la dernière heure, ayant pour but de rallier les électeurs irrésolus, en leur opposant publiquement l'autorité et le prestige d'un chef d'État.

Mais, dans tout cela, il ne faut voir encore que *l'exclusion matérielle indirecte*. Jusqu'ici, en effet, l'exclusion tenue secrète ou dénoncée publiquement, ne vaut que par le nombre des cardinaux disposés à la soutenir et ne tire son autorité que de la faction qui l'appuie.

Au XVIII^e siècle seulement, apparaît *l'exclusion formelle et directe*.

C'est l'exclusion d'un nom prononcée au nom même du souverain, et comme par le souverain lui-même, indépendamment de la force numérique du parti qui l'appuie. Le Sacré Collège laisse l'exclusion, prononcée dans ces conditions, obtenir son effet, uniquement par considération pour la volonté et l'autorité du souverain qui la notifie. C'est, à proprement parler, le *Veto* d'exclusion.

Par ce fait que l'exclusion formelle atteint son but, indépendamment du nombre des électeurs et avec l'acquiescement du Sacré Collège, cette exclusion est considérée par la plupart des écrivains qui se sont

occupés de la matière, comme une prérogative spéciale revêtant la forme juridique d'un droit.

Nous verrons, en passant en revue dans la seconde partie de cette étude, les différentes théories émises sur le *Veto* d'exclusion, s'il y a lieu de repousser ou d'adopter cette manière de voir.

Quoi qu'il en soit, il est aussi difficile de déterminer le moment précis où l'exclusion matérielle indirecte basée sur des intrigues électorales prend les caractères d'un droit direct et formel, que de déterminer le jour exact où une coutume se transforme en droit.

On peut dire néanmoins, que la fin du xvii^e siècle et le début du xviii^e siècle voient s'opérer cette transformation, et, qu'à cette époque, l'Autriche, l'Espagne et la France sont les seules puissances jouissant de la prérogative du *Veto* d'exclusion.

On a voulu quelquefois revendiquer le droit d'exclusion pour les couronnes de Portugal et de Naples.

C'est là une prétention qui ne repose sur aucun fondement.

On a, en effet, prétendu que le roi de Portugal Jean V (1706-1750) avait obtenu ce droit par une bulle pontificale (1), mais, cette bulle n'a été retrou-

1. Le journal *Les Débats* du 11 août 1903 reproduit encore cette erreur.

vée dans aucun bullaire; et les indices abondent d'ailleurs contre l'existence et l'authenticité d'un pareil document (1).

En ce qui concerne les rois de Naples, le roi Ferdinand lui-même, désavoue cette idée. En effet, voici les instructions qu'il donnait le 29 août 1823 au cardinal Ruffo, pour le conclave: « Le droit de donner
« l'exclusive, n'appartenant pas à la Couronne du
« royaume des Deux-Siciles, parce qu'il est réservé
« uniquement aux Cours de France, d'Espagne et
« d'Autriche; nous nous fions à votre dextérité, pour
« employer tous les moyens que vous suggéreront
« vos talents, afin de faire valoir l'exclusion tacite au
« moyen de vos adhérents et amis (2). »

Pour éviter toute confusion sur ce sujet, il faut enfin remarquer que, contrairement à l'exclusion formelle dont l'exercice était réservé aux trois couronnes d'Autriche, d'Espagne et de France, l'exclusion tacite ou matérielle pouvait être mise en œuvre par une puissance quelconque. Il suffisait à cette der-

1. L. Lector. *Le Conclave* note, p. 476.

2. « Non appartenendo alla Carona del Regno delle due Sicilie il
« diritto dell'Esclusiva espressa, giachè è riservato solamente alle
« Corti di Francia, Spagna ed Austria, corfidiamo nella vostra des-
« trezza, che impiegherete tutti i mezziche i vostri talenti vi suggeris-
« cono per far valere l'esclusione tacita per mezzo dei vostri aderenti
« ed amici. »

Cipoletta. *Memorie politiche*, p. 42.

nière, de posséder au Sacré-Collège quelques cardinaux assez influents.

C'est uniquement, d'ailleurs, cette exclusion tacite qu'ont tentée, avec plus ou moins de bonheur, les rois de Naples et de Portugal.

CHAPITRE II

Règles auxquelles fut définitivement soumise la pratique du Veto

Après avoir exposé la manière dont s'est formé le *Veto* d'exclusion et montré la différence essentielle entre l'exclusion matérielle et l'exclusion formelle, nous devons encore, avant d'aborder l'histoire des conclaves, poser les règles auxquelles fut soumis l'exercice du *Veto* d'exclusion considéré dans sa forme définitive, c'est-à-dire, dans sa forme formelle et directe.

Ces règles n'ont pas été établies du même jour ; leur élaboration s'est effectuée lentement à travers les siècles.

Bien que, pour cette raison, leur étude eût été mieux placée à la suite de l'histoire des conclaves, nous croyons, en la faisant dès maintenant, faciliter la lecture des chapitres qui vont suivre.

Dès le début du xviii^e siècle, il est admis couramment et sans aucune contestation, que le *Veto* d'exclusion doit toujours être prononcé avant le scrutin définitif.

Il doit de plus, être officiellement communiqué au Sacré Collège par un cardinal spécialement accrédité.

Enfin, il ne peut être exercé par chacune des trois couronnes qu'une seule fois par conclave et contre un seul candidat.

1° *L'exclusion doit être formulée avant le scrutin définitif.* — Après l'élection, elle n'a plus aucune valeur et ne produit aucun effet.

Ce principe est essentiel et en limitant ainsi le *Veto*, le Sacré Collège a voulu s'opposer au retour de l'ancienne prérogative impériale du droit de confirmation.

Au lieu d'une approbation postérieure à l'élection et tenant en suspens la consécration du pape nouvellement élu, l'exclusion doit s'exercer dans le sein même du collège des électeurs, avant que le scrutin ait donné son résultat.

Le *Veto* ne présente donc que les simples caractères d'un avis solennel et n'a pas la valeur d'une opposition formelle, absolue, des puissances, contre laquelle se heurterait sans succès la volonté du Sacré Collège.

2° *L'exclusion doit être officiellement communiquée au Sacré Collège par un cardinal spécialement accrédité.* — Le *Veto* d'exclusion doit être formulé solennellement. Il se distingue ainsi des simples « mots », des instructions confidentielles données

par un gouvernement à un cardinal et qui ne constituent pas l'exercice du *Veto*.

Ce principe de solennité faillit être mis en échec, l'année 1732, durant la rédaction de la bulle *Apostolatus officium* que Clément XII publia cette même année. L'un des Consultants de la commission émit l'avis que pour limiter et rendre plus convenable « l'exercice de l'exclusion », il conviendrait de décider que le cardinal plénipotentiaire, communiquerait désormais confidentiellement son mandat d'exclusion au Doyen et que la congrégation des cardinaux en délibérerait sans qu'il soit nécessaire d'en venir aux déclarations publiques au moment du scrutin (1). Mais cette proposition ne prévalut point et Clément XII préféra laisser subsister purement et simplement les usages existants.

Le *Veto* d'exclusion peut être officiellement communiqué par écrit ou verbalement.

Par écrit : la lettre qui le contient, signée de l'ambassadeur, est remise au Cardinal-Doyen qui en donne lecture au Sacré Collège réuni dans la salle du scrutin.

Quant à la communication *verbale*, c'est à un cardinal désigné à l'avance, qu'elle incombe. Ce cardi-

1. Wahrmond, *Beträge*..., p. 52.

« Le Esclusive non dovrebbero mai darsi con strepito e publicita...
« i Cardinali commissionari debbano fare la lora rappresentanza al
Cardinale Decano con assegnare le cause.... le congregazione generale se debbano ammettersi o no le cause.... »

nal doit être spécialement accrédité, soit directement par son souverain dans une lettre adressée au Sacré Collège, soit indirectement par son ambassadeur dans le discours qu'il prononce devant le Conclave ou dans une lettre au Cardinal-Doyen. Le cardinal ainsi valablement autorisé se lève à l'une des séances du Conclave et prononce solennellement, au nom de son souverain, l'exclusion contre le candidat qui déplaît.

Un écrivain, cependant très digne de créance en cette matière (1), signale une autre manière d'opposer le *Veto* d'exclusion. Selon lui, le cardinal plénipotentiaire se place au seuil de la chapelle où a lieu le scrutin et, à chaque cardinal qui y pénètre, recommande de bien prendre en considération que tel cardinal, candidat, ne saurait plaire à son souverain comme chef de l'Église (2).

Mais les caractères de solennité et de publicité font défaut dans cette façon d'exercer l'exclusion et le mode ainsi désigné, comme étant celui de l'exclu-

1. Mgr Adolpho Giobbio, professeur d'histoire de diplomatie et de droit public ecclésiastique à Rome.

2. Ad. Giobbio : *Austria, Francia e Spagna e l'Esclusiva nel conclave*, p. 5.

«L'esclusione formale si pratica generalmente nel seguente modo.
« Quel Cardinale, che viene nominato nel Conclave ministro, ambasciatore..... si colloca sulla porta delle cappella dello scrutinio, e
« ad ogni Cardinale che per essa entra nella cappella, raccomanda
« di ben attendere che il Card. N non sarebbe gradito al suo Sovrano qual Sommo Pontefice. »

sion formelle, semble bien plutôt se rapprocher du mode de l'exclusion matérielle indirecte, encore en usage au xvii^e siècle.

D'ailleurs, dans tous les conclaves des deux derniers siècles où l'exclusion formelle et directe a eu l'occasion d'être exercée, c'est toujours à une déclaration solennelle faite devant le Sacré Collège réuni en entier, qu'ont eu recours les cardinaux chargés de prononcer le *Veto*.

Nous avons dit précédemment que les cardinaux appelés à exercer le *Veto* sont accrédités auprès du Conclave soit par une lettre de leur souverain, soit par leur ambassadeur dans les discours adressés par lui au Sacré Collège. Ce dernier cas est de beaucoup le plus fréquent.

Durant la vacance du Siègè, le Sacré Collège représente le pouvoir suprême de l'Église, et à ce titre reçoit en audiences officielles les ambassadeurs des différentes puissances. Ces visites ont, pour but principal, l'expression solennelle des sentiments de condoléance que les souverains et chefs d'État font parvenir au Sacré Collège et l'affirmation de leur intention de continuer les bons rapports avec le souverain intérimaire.

On sait que neuf jours doivent s'écouler entre la mort du pape et l'entrée au conclave ; c'est durant cette période des « novemdiali » que sont faites les réceptions officielles.

« Le 25 juillet 1903, raconte « un témoin » (1),
« tout le corps diplomatique accrédité auprès du
« Saint-Siège vint lui présenter ses devoirs en grand
« uniforme, foule brillante et décorative qui dé-
« fila devant les cardinaux en baisant la main à
« chacun, et qui les laissa tous éblouis de ses beaux
« costumes et charmés de sa courtoisie. Autrefois
« c'était l'usage que chaque ambassadeur se présentât
« et parlât tout seul au nom de son souverain.
« Nous avons encore le beau discours que prononça
« Chateaubriand après la mort de Léon XII, et qui
« du reste n'eut aucun succès : c'était trop fort et
« trop coloré pour les cardinaux de 1828 !

« Les allocutions correctes et bien tournées qu'é-
« changèrent le cardinal Orégia et M. d'Antas, le
« très sympathique doyen du corps diplomatique,
« n'avait pas les défauts de celui de Chateaubriand. »

Au XVIII^e siècle, la lenteur des communications ne permettait pas toujours à l'ambassadeur de recevoir avant la fin des « novendiali », la réponse de son souverain à la notification de la mort du pape qui lui était faite par le Sacré Collège. L'ambassadeur obtenait alors une audience spéciale des cardinaux réunis en conclave et s'y rendait en train de gala. Rome garde encore le souvenir du luxe extraordi-

1. Le cardinal Mathieu.

Revue des Deux Mondes, n° 15 mars 1904.

naire déployé par les ambassadeurs de France et d'Autriche, se rendant avec toute leur suite à l'église Saint-Pierre et au conclave ensuite.

C'était à l'entrée du conclave, dont le plein accès lui restait interdit, qu'était reçu l'ambassadeur. Il remettait alors ses lettres de créance et prononçait les discours d'usage. Avant de se retirer, il désignait un cardinal chargé de représenter au sein de la congrégation les intérêts de son souverain ; et ce cardinal, le cas échéant, pouvait prononcer l'exclusion.

A l'usage établi d'accréditer ainsi spécialement un cardinal pour l'exercice éventuel du *Veto*, le récent conclave de 1903 apporta cependant une dérogation.

Le cardinal Puzyna qui prononça le *Veto* contre le cardinal Rampolla, au nom de l'empereur d'Autriche, n'avait, en effet, reçu de son ambassadeur aucune procuration de quelque nature que ce fût.

Un événement de ce genre s'était déjà présenté au conclave de 1831. Le cardinal Marco y Catalan, bien que n'ayant pas été officiellement, désigné par l'ambassadeur d'Espagne, avait opposé le *Veto* du roi Ferdinand à l'élection du cardinal Giustiniani, et la surprise avait été grande parmi ses collègues.

Ces deux faits ne doivent cependant pas étonner outre mesure si l'on songe qu'on se trouve en présence, non pas de règles immuables dérivant du droit écrit, mais d'usages purement coutumiers et ne

se renouvelant qu'à de très longs intervalles de temps.

3° *Le Veto d'exclusion ne peut être exercé par chacune des trois couronnes qu'une seule fois par conclave et contre un seul candidat.* — Trois candidats, au plus, dans un conclave, peuvent donc être définitivement écartés par le *Veto*.

Ces cas de trois exclusions solennellement prononcées contre trois candidats différents, ne s'est jamais produit; bien que le fait de trois cardinaux autrichiens, espagnols et français gardant chacun en secret le *Veto* contre un candidat différent, se soit fréquemment présenté.

Le principe absolu de l'exclusion unique pour chaque couronne obtint sa consécration définitive lors de l'élection de Clément XII au conclave de l'année 1700. « Des relations de conclavistes » dit à ce sujet Lucius Lector « portent, en effet, qu'on s'en référerait « à cette coutume, comme à un usage traditionnel, « sans en raconter d'ailleurs la genèse (1) ».

Chacun des souverains ne peut donc user de l'arme du *Veto*, qu'une seule fois, et cependant, il peut arriver que plusieurs candidats lui soient plus ou moins désagréables. Aussi, pour n'être pas pris au

1. L. Lector *Le Conclave*, note p. 564.

« I cardinali francesi.... si riputavano tanto forti senza essere « necessita di ricorrere all' Esclusiva Regia... che suole servire una « sol volta. »

dépourvu, chaque souverain peut préparer à l'avance un nombre de formules d'exclusion égal à celui des candidats qu'il repousse ; et le cardinal plénipotentiaire transmet l'exclusion au Sacré Collège seulement lorsque l'élection d'un de ces candidats déplaisants paraît imminente.

Mais le cardinal, dépositaire du *Veto*, n'agit encore qu'avec la plus grande prudence, et ne le prononce qu'à la dernière extrémité.

Il sait, en effet, que la simple menace de cette arme redoutée peut écarter plusieurs candidats, tandis que l'exclusion, une fois prononcée, il ne lui serait plus permis d'en faire usage une deuxième fois. Une autre candidature, plus désagréable encore, pourrait alors surgir sans qu'il puisse cette fois s'y opposer.

Un ambassadeur autrichien, le comte Brunati, en 1758, parlant du *Veto*, décrivait à merveille le maniement délicat de cette arme :

« C'est un glaive, disait-il, dont l'usage bien en-
« tendu peut être fort utile, mais qui une fois tiré
« hors du fourreau, ne peut blesser qu'un seul ad-
« versaire ; tandis que s'il n'est pas dégainé, il peut
« en mettre plusieurs hors de combat (1) ».

1. Warhrmund : *Das Ausschliessungsrecht*... p. 316.

« L'esclusiva è una spada che sfoderata non può ferire che uno ;
« mantenuto nel fodero produce qui buoni effetti che si vogliano. »

CHAPITRE III

XVI^e et XVII^e Siècles.

L'exclusion matérielle indirecte.

Dans les conclaves qui précèdent le xvi^e siècle, il est impossible de relever le moindre vestige d'une ingérence quelconque ressemblant au *Veto* d'exclusion.

La France engagée dans ses grandes luttes avec l'Angleterre se désintéresse des conclaves, les Maures sont encore en Espagne, et l'attention des empereurs se porte tout entière vers la frontière turque.

A Rome, les élections papales se font sous des influences purement italiennes : Venise, Florence, Milan, Sienne, Naples surtout travaillent chacune à faire prévaloir leurs candidats dans chaque nouveau conclave ; mais tout se borne au jeu et aux manœuvres des cardinaux amis.

C'est seulement en définitive, au xvi^e siècle, que

l'intervention des gouvernements se manifeste avec évidence.

A la mort d'*Alexandre VI* (18 août 1503), Rome se trouvait entourée par les armées française et espagnole ; César Borgia occupait le Vatican et le château Saint-Ange. Cette situation obligeait les cardinaux à différer d'un mois leur entrée au conclave ; car ils devaient s'efforcer auparavant d'obtenir l'éloignement des troupes.

Le conclave, une fois réuni, durait six jours. Ferdinand d'Aragon, roi d'Espagne et de Naples, confiant en l'appui d'une importante faction, présentait l'« inclusive » de trois candidats. Louis XII, de son côté, demandait qu'on attendît l'arrivée des cardinaux français auxquels il avait confié l'exclusion des « inclus » d'Espagne, tout en leur indiquant ses préférences pour les cardinaux Vera de Salerne et Piccolomini de Sienne. Ce dernier qui n'était ni français, ni espagnol, fut précisément élu. Il prit le nom de *Pie III* et mourut après vingt-six jours seulement de pontificat.

Les mêmes partis se retrouvèrent donc en présence au conclave suivant (1^{er} novembre 1503).

Dès le premier jour, le cardinal « della Rovere » non inclus par l'Espagne et soutenu par le cardinal d'Amboise, chef de la faction française, rallia la plupart des suffrages et prit le nom de *Jules II*.

Le cardinal d'Amboise avait favorisé son élection,

croyant à ses anciennes sympathies pour la France. Il s'était bien trompé : la politique que suivit Jules II peut, en effet, se résumer dans la devise « *fuori i Barbari* », et les Français seuls étaient des barbares à ses yeux.

En 1509, Louis XII veut le braver, en réunissant au conciliabule de Pise tous les cardinaux français. Jules II saisit aussitôt cette occasion d'évincer les barbares, en privant ces mêmes cardinaux de leur voix active ou passive au futur conclave.

Quand, à sa mort, s'ouvrit le nouveau conclave, les cardinaux français, en effet, ne s'y présentèrent pas.

L'empereur Maximilien, qui, selon Petrucelli (1), semble avoir rêvé d'être un jour Pape et César, trouvait donc le champ libre pour l'exécution de ses ambitieux desseins.

1. Petrucelli della Gatina. *Histoire diplomatique des conclaves*, p. 180, t. I.

L'empereur Maximilien écrivait un jour à sa fille : « Le peuple et
« gentilshommes de Rome ont fait une alliance et nous ont mandé
« que y l'elent estre pour nous faire un pape à ma poste. Le roi
« d'Aragon a mandé à son ambassadeur que y l'elent favoriser le pa-
« pat à nous. »

Il avait, en effet, projeté de demander à Jules II de le prendre « pour
« un coadjuteur, afin qu'après sa mort nous pourrions estre assuré
« d'avoir le papat ut devenir prestre et après estre saint, et que y l'
« vous sera de nécessité que après ma mort, vous serez contraint
« de me adorer, dont je me trouve bien glories. »

Excluant, bien entendu, tout Français ou Vénitien, il présenta comme candidat le cardinal Adrien de Corneto, qui lui était tout dévoué.

Malheureusement, l'élection de *Léon X* (11 mars 1513), faite presque en dehors de toute influence extérieure, vint déjouer tous ses plans.

Léon X était ce cardinal Médicis, qui personnifia vraiment la Renaissance et donna son nom au siècle. Il mourut le 1^{er} décembre 1521.

Son règne avait vu l'avènement de François I^{er} et de Charles-Quint. La différence d'intérêts politiques de ces deux souverains devait se faire violemment sentir au conclave de 1522.

Trois groupes distincts se trouvaient en présence : celui des impériaux allemands et espagnols, soutenus par les agents de Henri VIII, roi d'Angleterre, celui des Français alliés des Vénitiens, celui du cardinal neveu Jules Médicis. Ce dernier, en sa qualité même de neveu de Léon X, fut exclu par la France. Son groupe s'unit alors à la faction impériale, dont le candidat Adrien d'Utrecht fut élu au bout de onze jours, le 9 janvier 1522. Le nouveau pape prit le non d'*Adrien VI* et ne régna que vingt mois.

A sa mort commença la série des longs conclaves. Celui de 1523 dura près de deux mois ; et durant ce temps, les divers groupes s'immobilisèrent par des exclusions mutuelles. Henri VIII d'Angleterre recommandait son ministre, le cardinal Wolsey. Charles-

Quint n'excluait point ce dernier, mais préférait le cardinal Colonna, son parent. Enfin, le parti français avait reçu de François I^{er} l'ordre d'exclure tout partisan de la faction impériale. Trop peu nombreux, il ne put cependant empêcher l'élection de Jules Médicis, dont la candidature ne déplaisait point aux impériaux ; et Jules Médicis devint *Clément VII*.

En 1534, à la mort de Clément VII, Charles-Quint, dans une lettre écrite officiellement au Sacré Collège, recommandait aux cardinaux d'avoir uniquement en vue « la tranquillité publique et la paix de la chrétienté » (1).

L'empereur traduisait bien ainsi la pensée de tous, car à ce moment la Réforme était prête à s'étendre sur l'Europe tout entière.

Il fallait donc un homme capable de reprendre sans faiblir la lourde charge laissée par Clément VII. Cet homme était Alexandre Farnèse, cardinal depuis quarante ans et sympathique à tous. Au premier tour de scrutin *Paul III* se trouvait élu par acclamation (12 octobre 1534).

∴

Le règne de Paul III nous apparaît comme une sorte de trait d'union entre deux époques d'ailleurs bien différentes : l'une, celle de la Renaissance pen-

1. Wärmund. *Das Ausschliessungsrecht*, p. 255.

dant laquelle se sont succédé des papes plus politiques qu'ecclesiastiques, grands hommes d'État, amis des lettres et des arts, et qui « jetèrent sur la tiare « un incontestable éclat mais un éclat plutôt mondain » (1), et ne prêtèrent pas toujours une attention suffisante aux révolutions religieuses qui s'allumaient au sein même de l'Église ; et l'autre, l'ère des papes Paul IV, Pie V et Sixte-Quint, qui vont surtout s'employer à la réorganisation des choses de l'Église.

Paul III, en convoquant le concile de Trente et en approuvant de nouveaux ordres religieux, se rattache à cette ère nouvelle. Il meurt en 1549, après quinze ans de laborieux pontificat.

A sa mort, s'ouvrit un conclave que le jeu des exclusions fit encore traîner durant près de quatre mois. Charles-Quint, se prévalant de sa qualité « d'advocatus Ecclesiæ », avait encore écrit aux électeurs conclavaires pour leur recommander les besoins de la chrétienté. De plus, dans les instructions qu'il donnait à son ambassadeur, il prescrivait de favoriser l'élection des cardinaux Mendoza de Burgos et Reginald Polus de Cantorbery, en s'efforçant, en même temps, d'obtenir l'exclusion des cardinaux Salviati, Ridolfi, Carafa et d'Este, favorisés par le groupe français. Le cardinal Polus était exclus par la France,

1. L. Lector. *Le Conclave*.

parce qu'il était Anglais. Henri II écrivait en effet :
« Je ne voudrais pas trop me fier à l'Anglais...
« pour l'invétérée contrariété qui est entre sa
« nation et la nôtre ; et vous veux bien dire que
« vous et ceux qui se sont meslés de lui rompre
« son coup, ne m'ont pas fait peu de plaisir et ser-
« vice (1). »

Finalement, grâce à l'initiative de Guise et du cardinal-neveu Farnèse, la majorité se forma sur le cardinal Monte, le 8 février 1550. Ce fut *Jules II*.

Au conclave suivant, le cardinal Marcel Cervinus fut élu malgré l'exclusion de Charles-Quint et prit le nom de *Marcel II* (10 avril 1555).

A la mort de Marcel II, les efforts du parti impérial ne furent pas davantage couronnés de succès. L'Empereur, pour la troisième fois, excluait le cardinal napolitain Carafa. Le programme des cardinaux français était de voter pour le cardinal d'Este. Dès l'entrée au conclave, le cardinal Mendoza, chef du groupe impérial, dit ouvertement au cardinal Carafa qu'il devait renoncer à l'espoir de ceindre la tiare, parce que l'Empereur, cette fois encore, l'excluait : « L'Empereur ne pourra empêcher que je sois
« pape si Dieu le veut », répliqua Carafa, « et s'il en
« est ainsi, je n'en serai que plus heureux, car je ne

1. Ribier. *Lettres et mémoires d'État*. Paris, 1666, t. II, p. 258.

« devrai ma nouvelle dignité qu'à Dieu seul (1). »

Les cardinaux français, frappés d'une aussi noble attitude, abandonnèrent la candidature du cardinal d'Este et portèrent leur vote sur le nom du cardinal Carafa. Huit jours après, *Paul IV* se trouvait élu malgré l'exclusion de l'Empereur.

Certains écrivains, comme Bonghi, voudraient retrouver dans l'exclusion de Paul IV, le premier exemple d'exclusion formelle.

Nous ne pouvons partager cette opinion : en effet, le cardinal Mendoza, sans aucun doute, a dénoncé ouvertement l'exclusion, contre le cardinal Carafa ; mais, il faut bien remarquer qu'en agissant ainsi, il s'est uniquement adressé aux cardinaux encore indécis, capables, dans la suite, de venir grossir le parti impérial, et n'a jamais eu la prétention de notifier officiellement la volonté de l'Empereur au Sacré Collège tout entier.

Cen'était donc qu'une exclusion matérielle notoire, par manœuvres et voie d'exclusion de suffrages, comme toutes celles de ce siècle.

Ferdinand d'Autriche, successeur de Charles-Quint dans l'Empire, tenait à réparer l'échec infligé à son

1. Ad. Giobbio : « Austria, Francia e Spagna e l'esclusiva nel Conclave », p. 10.

« L'imperatore non potrà impedire che se Dio mi vuole Pontefice, « io non lo sia, anzi, allora sarò più contento perchè non obbligato « di questa dignità se non che a Dio solo. »

prédécesseur : à cet effet, il prend de bonne heure ses dispositions. Bien avant la mort de Paul IV, en juillet 1555, il écrit au comte Thurm, son ambassadeur à Rome, d'empêcher « par tous les moyens possibles, mais adroitement et sans bruit » (1), l'élection d'un ennemi de l'Empire. Il recommande, au contraire, à ses cardinaux l'élection du cardinal Gonzague de Mantoue. A la mort de Paul IV, en 1559, le comte Thurm lui répond qu'il ne néglige rien pour assurer le choix d'un « pontife entièrement dévoué » et empêcher « adroitement et de toutes ses forces » (2), celui d'un adversaire. Il ajoute qu'il a trouvé, ainsi que son collègue d'Espagne, le moyen de causer clandestinement avec les cardinaux amis, par un trou pratiqué dans le mur du Conclave (3). Ce simple et dernier détail prouve que si toutes les manœuvres propres à l'exclusion matérielle et indirecte étaient mises en jeu, on n'en était pas encore à s'appuyer sur l'unique autorité du *Veto* d'exclusion.

Un fait caractéristique de ce conclave de 1559 fut la résolution prise par certains cardinaux d'écrire aux rois d'Espagne et de France, pour connaître leurs intentions au sujet de la future élection. La cour de France déclarait se rallier à la candidature du cardi-

1. « Id dextere et modeste omnibus modis impedire », Wahrmond, *loc. cit.*, p. 258.

2. « Totis viribus et dextere », Wahrmond, *loc. cit.*, p. 359.

3. Wahrmond, *loc. cit.*, p. 262-264.

nal Gonzague de Mantoue. Quant à Philippe II, successeur de Charles-Quint au trône d'Espagne, sa réponse parvenait dans une lettre officielle l'adressée à tout le Sacré-Collège. Bien qu'il manifestât tout d'abord, dans cet écrit, l'intention de ne pas s'ingérer dans le choix du futur pontife, il ajoutait néanmoins: « Si Carpi déplaît à d'Este, et si Gonzague et « Puteo ne plaisent pas à Farnèse, ce n'est pas une « raison pour les juger indignes; si Tournon est français, et Pacheco espagnol, est-ce un motif pour les « Italiens de les repousser? l'Église catholique n'est-elle pas œcuménique? Si Morone a commis des « méfaits, pourquoi a-t-il été absous? Si Cesi est un « homme recommandable, pourquoi sa parenté lui « nuirait-elle (1)? »

Cette énumération, faite avec une si franche ironie, servait à dissimuler l'exclusion contre le cardinal Gonzague, qu'il avait secrètement confiée à son ambassadeur. Ce dernier finit par la notifier aux cardinaux de la faction espagnole et le cardinal Gonzague ne put jamais obtenir la majorité nécessaire.

Après quatre mois d'hésitation, *Pie IV* Médicis fut enfin proclamé pape (28 décembre 1559).

C'est *Pie IV* qui promulgua la bulle *In Eligendis* sur l'intervention des souverains dans les élections pontificales. Il sera question plus loin de cette bulle.

1. Sœgmueller, P.-W. Bullen, p. 72.

*
* *

Il est curieux de remarquer qu'à partir du jour où elle est ainsi visée, l'ingérence des princes s'accroît davantage et devient de plus en plus impérieuse. Celle de la monarchie espagnole surtout, qui portée au comble de la puissance par Philippe II, ne se contente plus de la simple « exclusion », et en arrive à l'« inclusion » par nomination royale d'un nombre restreint de cardinaux éligibles.

La France absorbée dans ses luttes intérieures, et l'Empire aux prises avec les Turcs, ne peuvent efficacement s'intéresser aux conclaves. Philippe II reste donc maître des lieux et va s'efforcer de tirer le plus grand profit possible de cette situation.

Avant même que Pie IV expire, il songe au futur conclave. Il forme ses listes d'inclusion et donne ses instructions à son ambassadeur. Par l'entremise de ce dernier, il exclut expressément le cardinal Gonzague et secrètement le cardinal-neveu Farnèse. Il recommande, au contraire, quatre candidats; et lors du conclave de 1566, l'un d'entre eux, l'éminent dominicain Ghislieri d'Alexandrie est élu et prend le nom de *Pie V*.

Le conclave qui suit ne dure qu'un jour; mais c'est bien l'un des plus caractéristiques de cette époque. Le cardinal Farnèse, neveu de Paul III, et qui

a déjà assisté à cinq conclaves, est sur le point d'être élu. Mais à la dernière heure, à la simple exhibition d'un pli aux armes d'Espagne, lui mandant d'avoir à se désister de toute prétention au trône pontifical, le puissant « papabile » se résigne à retirer sa candidature. Le cardinal Hugo Buoncompagni est alors élu et prend le nom de *Grégoire XIII* (13 mai 1572).

En 1583, la rivalité des maisons Médicis et Farnèse favorise l'élection du puissant Feretti di Montalto, appuyé d'ailleurs par la cour d'Espagne.

Dès qu'il fut question en 1590 de donner un successeur à *Sixte-Quint*, le cardinal Madruzzo, au nom de Philippe II, excluait en masse tous les cardinaux créés par ce pontife et, avec eux, tous les Vénitiens réputés leurs amis. Philippe II ne pouvait, en effet, pardonner au pape Sixte-Quint de n'avoir voulu ni se faire l'instrument docile de son hostilité contre Henri de Navarre, ni seconder ses projets de monarchie universelle.

Grâce à l'esprit conciliateur du cardinal-neveu Montalto, ce fut encore sur un candidat du parti espagnol que se porta le choix des électeurs et *Urbain VII* fut élu. Il ne régna que vingt jours.

Les mêmes partis se retrouvent donc en présence : Philippe II, cette fois, par l'intermédiaire du cardinal Madruzzo, présente une liste de sept candidats, en dehors desquels il n'admet pas qu'on choisisse un pape. Devant une telle prétention, les discussions

s'élevèrent au sein de l'assemblée conclavaire. Le jeune cardinal Montalto, neveu de Sixte-Quint et chef d'une faction puissante, s'y opposait de toutes ses forces, au nom de la liberté de l'Église. Selon lui, pour éviter le retour d'un pareil fait, les électeurs non seulement ne devaient élire aucun des candidats inclus; mais devaient immédiatement choisir un des exclus de l'Espagne.

De son côté, le cardinal Madruzzo voulait faire bien entendre que Sa Majesté Catholique ne prétendait pas porter atteinte à la liberté du Conclave, et qu'il serait impossible d'ailleurs « qu'un pontife qui « n'aurait pas la confiance de Sa Majesté, le bras « droit de l'Église, pût faire quelque bien (1). »

Longue fut l'opposition du cardinal Montalto ; mais la force numérique de la faction espagnole était trop grande, pour qu'il pût efficacement lutter contre elle. Le conclave dura près de deux mois et finit par l'élection d'un des sept candidats inclus, le cardinal Sondrato ou *Grégoire XIV* (5 décembre 1590).

Le conclave suivant ne durait que deux jours ; mais finissait également par l'élection d'un des six cardinaux de la liste espagnole (29 octobre 1591). C'était *Innocent IX* qui régna seulement deux mois. Son successeur *Clément VIII*, le cardinal Aldobrandini que le roi catholique avait obstinément exclu

1. Wahrmond. *Op. cit.*, p. 269-270.

des listes précédentes, était cependant élu, grâce à l'appui du cardinal Montalto, passé depuis au parti espagnol.

Ce fut le dernier conclave du xvi^e siècle, et avec lui commence le déclin de la prépondérance espagnole dans les conclaves.

On a pu remarquer que l'intervention espagnole, qu'elle se contentât de l'« exclusion » ou qu'elle fût poussée jusqu'à l'« inclusion » et la nomination, n'était efficace que par le grand nombre des cardinaux disposés ou contraints à l'appuyer (1).

Il ne peut donc être question jusqu'ici que de l'exclusion matérielle et indirecte.

1. L. Lector. *Le Conclave*, p. 536-537.

«... la formidable hégémonie de la monarchie espagnole n'a ici de « droit que le droit du plus fort. Et en effet, le nord et le sud de l'Italie, Milan et Naples sont soumis à son sceptre ; les Médicis de Florence se trouvent complètement sous sa dépendance ; presque toutes les familles féodales dont les membres peuplent le Sacré-Collège, ont de vastes possessions dans les territoires soumis à sa Couronne : beaucoup d'entre eux naissent et se considèrent toujours comme ses vassaux. Les moyens matériels de retenir ces nombreux clients dans l'orbite de son influence ne manquent pas d'ailleurs au roi d'Espagne. Les bénéfices, les abbayes, les évêchés dont ce prince a la collation, sont innombrables ; les revenus qu'il tire des biens ecclésiastiques lui constituent un fonds inépuisable de pensions, de dotations, de largesses de tous genres, et nul mieux que Philippe II, ne sait récompenser le zèle de ses fidèles, entretenir les dévouements, se faire et se conserver une clientèle. »

*
* *

Avec le commencement du xvii^e siècle, l'influence française réapparaît en Europe, grâce à l'habile politique de Henri IV.

Ce dernier, depuis sa conversion au catholicisme, s'est en même temps préoccupé de maintenir d'excellentes relations avec la cour de Rome ; et quand en 1605 il s'agit de donner un successeur à Clément VIII, on voit pour la première fois, depuis un demi-siècle, un groupe de cardinaux français contrebalancer au conclave la puissance espagnole.

Les cardinaux Joyeuse et du Perron se trouvaient à la tête de la faction française et favorisaient la candidature d'Aldobrandini. Les Espagnols, sous la direction du cardinal Avila, se ralliaient à celle de Montalto.

Le conclave menaçant de traîner en longueur, Joyeuse proposa un nouveau candidat : le cardinal de Médicis, secrètement exclu par la cour d'Espagne.

Le cardinal Avila dénonça alors bruyamment contre lui l'exclusion qu'il tenait en réserve :

« Je trouvay dans une chambre du conclave », raconte le cardinal du Perron, « tous les cardinaux avec leurs rochets et le cardinal d'Avila, criant, tempes- tant et protestant qu'on trahissait le roi d'Espagne. Farnèse soutenait le contraire et le reprenait de son impudence.... »

« ... Le cardinal d'Avila, protecteur d'Espagne, « s'y opposa en plein conclave criant : « Trahison ! « trahison ! je proteste ! je proteste ! Il est ennemy du « Roy Catholique ; le Roy Catholique l'exclut de sa « propre main et se déclare son ennemy (1). »

Ce zèle par trop exubérant resta d'ailleurs inutile. Le cardinal de Médicis fut élu après un conclave de seize jours, et prit le nom de *Léon X* (1^{er} avril 1605). Son règne ne dura pas un mois.

« Bien décidé à se venger d'un tel échec et à ne plus laisser outrepasser, dans le nouveau conclave, la volonté de son roi, le cardinal Avila s'y prend d'une autre façon. Quand il voit la candidature du cardinal de Camérino, exclu par l'Espagne, sur le point de triompher, il se poste devant l'entrée de la chapelle Pauline, à la tête d'une faction de vingt-sept cardinaux, répétant à ceux qui entrent dans la salle de vote :

« Je verrai bien, cette fois, qui osera résister à la « volonté de mon Roi. »

Cette manœuvre, en effet, obtient un plein succès et les chefs de groupe en arrivent à transiger sur la candidature de Camille Borghèse, qui est élu le 16 mai 1605. Il prit le nom de *Paul V*,

C'est sous son pontificat que fut achevée la basili-

1. *Les Ambassades et Négociations du Card. du Perron*. Paris, 1633, p. 445-395.

que Saint-Pierre dont l'architrave porte l'inscription :

Paulus V, — Burghesius, — Romanus.

*
* *

On ne saurait voir dans l'acte du cardinal Avila l'exercice proprement dit de l'exclusion ouverte et publique.

Mais, il faut bien remarquer que le confident espagnol ne se contente plus des procédés classiques de l'exclusion par manœuvres de faction : il en appelle à la volonté de son roi ; et ce n'est pas seulement aux cardinaux de la faction espagnole qu'il s'adresse ; mais au Sacré Collège tout entier.

Si la forme de la notification avait été plus correcte et si la notification elle-même ne fût pas venue trop tard, c'eût été déjà l'exclusion matérielle sous sa dernière forme, c'est-à-dire ouverte, publique ou officielle.

C'est précisément cette exclusion matérielle publique qui va dominer tous les conclaves du *xvii*^e siècle et préparer le *Veto* d'exclusion proprement dit.

Néanmoins l'élection suivante se fit encore selon l'ancienne forme. Mais la simple étude des faits montre que la conception de l'exclusion publique se dégageait de plus en plus.

En effet, le groupe du cardinal-neveu présentait

la candidature du cardinal Campora. Ce dernier déplaissait à la France, et le cardinal Aldobrandini avait mission de l'exclure. Mais à la veille du conclave, le cardinal Aldobrandini déclara à l'ambassadeur de France, le maréchal d'Estrées « qu'il n'était
« plus en état de se rendre chef de l'exclusion comme
« il s'y était engagé ; que son mal ne lui permettait
« pas d'agir et de sortir du lit, et qu'il était néces-
« saire de la faire au nom du roi (1). »

Cette tentative de l'exclusion au nom du roi, l'ambassadeur n'osa pas la faire. Aurait-il réussi ? Il est permis de le croire, surtout si l'on songe que deux ans seulement plus tard, en 1623, l'Espagne inaugurerait l'ère des exclusions publiques et officielles et ne rencontrera que très peu d'opposition.

Le maréchal d'Estrées ne suivit pas le conseil du cardinal Aldobrandini ; mais avant que la clôture fût définitive, il put pénétrer dans le Conclave ; il y demeura toute la nuit pour rallier des partisans et leur faire signer l'engagement écrit de ne pas voter pour Campora.

Son but était atteint : le lendemain matin, la candidature Campora était abandonnée et le cardinal Ludovisi élu (9 février 1621). Le nouveau pape prenait le nom de *Grégoire XV* et quelques mois plus

1. *Mémoires du maréchal d'Estrées* ; collection Petitot, 2^e série, t. 16, p. 369.

tard, promulguait la bulle *Æterni patris* dont il sera question plus loin.

Au conclave de 1623, le jour même de l'entrée des cardinaux, l'ambassadeur d'Espagne va trouver les principaux chefs de groupe, pour leur signifier que le roi Catholique, d'accord avec l'empereur, donne l'exclusion aux deux cardinaux Borromeo et Galamini ; ce conclave se termine par l'élection du cardinal Barberini ou *Urbain VIII* (6 août 1623).

Ainsi s'introduit définitivement l'usage de l'exclusion publique et officielle, sous la forme d'une notification faite par les ambassadeurs aux chefs du Conclave. Dans l'exercice de cette exclusion, le concours d'une nombreuse faction reste toujours un facteur indispensable que l'Espagne, l'Autriche et la France tiennent à s'assurer ; mais la manifestation de la volonté du souverain s'y ajoute comme un appoint essentiel, en attendant le jour où elle constituera le principal, pour ne pas dire l'unique élément de l'exclusion.

Au conclave de 1644, deux candidats sérieux se trouvaient en présence : le cardinal Sacchetti, soutenu par les Français, et le cardinal Pamfili, soutenu par les Espagnols, tous deux présentés et recommandés par les deux cardinaux-neveux (¹), François et Antoine Barberini.

1. Le « népotisme » était une institution qu'on a souvent depuis uggée avec une excessive sévérité, faute de l'avoir mal comprise. Le

Dès le premier jour, l'exclusion fut officiellement dénoncée, au nom du roi d'Espagne, contre le cardinal Sacchetti. Les Français luttèrent quand même ; mais une longue série de scrutins inutiles les con-

« népotisme » a pu dans la pratique présenter de graves inconvénients ; mais il impliquait aussi une pensée éminemment politique : « Dans son action générale de prince mêlé aux grandes affaires de son temps et de pontife universel de la chrétienté, de cette chrétienté au sein de laquelle, les compétitions étaient ardentes, en face de monarques de la trempe de Charles-Quint, de François I^{er}, de Philippe II ou d'Henri VIII, le pape avait besoin du concours d'un homme à lui et formé par lui. Or, à une époque où les rivalités étaient si âpres, les intrigues si savamment menées, les fidélités souvent si précaires, à qui le pape pouvait-il donner sûrement sa confiance sinon à quelqu'un des siens, à un neveu ou à un frère, auquel le chapeau était en quelque sorte imposé par la force des choses et des usages ? Et alors, le pape, de cet homme qui était sien, faisait son agent, son organe et collaborateur immédiat. Cela semblait si nécessaire que lorsque le pape n'avait pas un neveu réel et fourni par la Providence, il adoptait à ce titre et sous ce nom même quelque étranger. Le cardinal-neveu » était, en même temps, le cardinal-maître », « cardinale padrone », relevant directement du pape, assistant à tous ses conseils, initié à ses vues les plus personnelles et les plus secrètes. Les quémandeurs romains voyaient en lui le dispensateur des multiples faveurs du souverain ; les politiques du dehors et les ambassadeurs le traitaient comme le conseiller qu'il importait de gagner à leurs vues. »

L. Lector. *Le Conclave*, p. 271.

Le « népotisme » comme institution politique fut aboli par Innocent XII (1692). A la place du cardinal-neveu, il y eut un cardinal « secrétaire d'État » officiellement choisi dans les sacrés-collèges, par le pape régnant.

vainquit de la vanité de leurs efforts. L'un des deux cardinaux-neveux, le cardinal François Barberini, produisit alors son second candidat, le cardinal Pamfili. Ce dernier avait été nonce, pendant de longues années, auprès de la cour de Madrid ; aussi, pouvait-on craindre de sa part, un trop grand dévouement à la couronne d'Espagne. L'exclusion de la France était donc imminente, et le cardinal François entra en négociations avec l'ambassadeur de France, le marquis de Saint-Chamond. Il fit tant et si bien qu'il le persuada d'envoyer un courrier à Paris pour obtenir de nouvelles instructions. Le courrier, une fois parti, il redoubla de zèle et grâce à l'aide de l'importante faction espagnole, obtint rapidement l'élection d'*Innocent X* (16 septembre 1644).

Louis XIV, justement irrité d'avoir été ainsi berné, mit en disgrâce le trop confiant Saint-Chamond, et le cardinal Antoine Barberini se vit retirer son titre de « protecteur » (1) du royaume de France.

Innocent X mourut en 1655. Dès les premiers jours du conclave, beaucoup d'électeurs du parti Barberini

1. Les cardinaux « protecteurs » représentaient à Rome les intérêts religieux des puissances catholiques. Ils s'occupaient de leurs affaires ecclésiastiques, aidaient les ambassadeurs dans leurs rapports avec le Saint-Siège, guidaient, en un mot, la politique romaine des « Couronnes » dont ils dépendaient. Ils jouèrent fréquemment un rôle important dans les conclaves ; le cardinal Albani surtout, celui que Chateaubriand appelait l'« exécuteur des hautes œuvres de l'Autriche ».

tombèrent à nouveau d'accord sur la candidature Sacchetti ; mais les Espagnols, faisant prévaloir la maxime, — *semel exclusus, semper exclusus*, — exclurent une seconde fois ce cardinal.

Surgit alors une autre candidature, celle du cardinal Chigi ; mais on redoutait pour lui l'exclusion de la France.

Les instructions confiées par Mazarin au cardinal d'Este portaient en effet « que le roi, à l'imitation de « ses prédécesseurs, ne prétendait pas empêcher la « liberté du Conclave, ni se servir de moyens illicites « pour violenter les suffrages du Sacré Collège (1) » ; quant à l'exclusion contre le cardinal Chigi, « il « fallait qu'il la tienne extrêmement secrète, et qu'il « se contente d'esquiver doucement, par les biais « ordinaires, la nomination de ce cardinal (2). » En dernier recours seulement, et après avoir épuisé les autres moyens pour assurer l'exclusion, il y aurait lieu de « passer à une déclaration publique (3) ».

Comme au conclave précédent, on expédia un courrier à Paris. Il était porteur de lettres priant le Roi de ne pas s'opposer à l'exclusion du cardinal Chigi ; et cette fois on attendit patiemment son retour.

1. Hanotaux. *Recueil des Instructions aux ambassadeurs de France*, t. I, p. 7.

2. *Ibid.*, p. 16.

3. *Ibid.*, p. 16.

Le 30 mars, l'ambassadeur de France, M. de Lionne, faisait parvenir au cardinal d'Este, le billet suivant :
« Le Roi vient de retirer l'exclusion qu'il donnait au
« cardinal Chigi, le 9 novembre dernier dans vos
« instructions. Il désire même que Votre Altesse em-
« ploie tout son pouvoir, influence et activité pour
« élever ledit cardinal au pontificat. » Huit jours
après, le cardinal Chigi était élu avec vingt-cinq voix
de scrutin et trente-neuf « accessio » (1) sur soixante-
cinq suffrages, une seule voix, la sienne, faisant dé-
faut. Il prit le nom d'*Alexandre VII* (7 avril 1655).

Durant ces derniers conclaves, le droit d'exclusion
formelle et direct se constitue de plus en plus; le
fait seul pour le Sacré Collège d'attendre, pendant
quarante-cinq jours, la décision royale, en est l'in-
dice le plus caractéristique. La manifestation d'une

1. L'« accessio » est une sorte de ballottage qui a toujours été pra-
tiqué depuis le xvr^e siècle après chaque scrutin ordinaire (sauf en 1903).
Il consiste à pouvoir voter dans la même séance non point en faveur
du même candidat, mais en faveur d'un des autres cardinaux qui ont
eu des voix, même s'ils n'en ont recueilli qu'une seule. Par exemple,
le cardinal Chigi ayant eu vingt-cinq voix, l'« accessio » permettait à
ceux qui n'avaient pas voté pour lui d'abord, de lui donner leur suf-
frage à la fin de la séance, en écrivant sur leur bulletin : *Accedo....*
Chigi. Ceux qui avaient voté pour lui auraient dû écrire : *Accedo*
nemini. Habituellement, ceux qui gagnaient à l'« accessio » étaient les
cardinaux les plus favorisés au premier tour, parce qu'ils avançaient,
pour ainsi dire, en vertu de la vitesse acquise et de l'influence
qu'exerce toujours sur les indécis l'exemple du grand nombre.

volonté souveraine prend, à chaque conclave, plus d'importance dans l'élection pontificale.

La politique conclavaire du Roi Soleil n'est pas précisément heureuse. Quand on ne lui tend pas un piège, on le met en demeure de retirer ses exclusions. Aussi, n'est-ce pas sans amertume qu'il écrit en 1666 au duc de Chaulnes, son ambassadeur à Rome, qu'il ne compte faire usage de « l'exclusion formelle et ouverte (1) contre aucun cardinal », ce parti étant « bien plus sûr pour sa conscience et sa dignité ». La France dit-il « a toujours été bien éloignée des prétentions d'*esclavitude* où d'autres nations ont voulu tenir les papes, et personne n'ignore les mauvais traitements qui leur ont été faits quand ils n'ont pas voulu contenter leurs prétentions réglées sur l'intérêt particulier et peu souvent par la raison. » Le roi ne veut plus s'exposer aux inconvénients qui lui arrivèrent « pendant sa minorité, au conclave d'Innocent X, où l'on porta au pontificat le seul sujet que Sa Majesté avait déclaré vouloir exclure (2). »

A la mort d'Alexandre VII, Louis XIV, sans faire connaître ses préférences, faisait secrètement des

1. Les *Instructions* de Louis XIV, à partir de 1662, emploient indistinctement les expressions d'exclusion ouverte, publique ou formelle. Cfr. Hanotaux, pp. 125, 217, 234-35, 277, 348.

2. Hanotaux, *op. cit.* p., 129, 220.

vœux pour trois cardinaux : Sacchetti, Albizzi, Rospigliosi, et ce dernier fut élu le 20 juin 1667.

Clément IX, durant son pontificat, ne cessa d'entretenir avec Louis XIV les rapports les plus cordiaux ; mais son règne fut de courte durée. En décembre 1669, s'ouvrait un nouveau conclave qui devait se prolonger pendant plus de quatre mois.

Le parti espagnol, avec le cardinal-neveu Chigi, appuyait la candidature du cardinal d'Elei ; le groupe français allié aux cardinaux-neveux Barberini, Rospigliosi et aux indépendants de « l'escadron volant (1) », repoussait cette candidature. L'ambassadeur français avait reçu de Versailles l'ordre de prononcer officiellement l'exclusion.

Le duc de Chaulnes n'alla pas jusque-là, et obtint néanmoins l'effet désiré, en faisant simplement informer le Sacré-Collège par les cardinaux français que le roi de France était opposé à cette élection.

Ce fut alors le cardinal Brancaccio qui recueillit le nombre le plus important de suffrages ; mais le cardinal Médicis dénonça contre lui l'exclusion au nom du roi d'Espagne, et cette candidature fut immédiatement abandonnée.

1. Le groupe des indépendants ou « zelanti » avait été, en effet, baptisé par l'ambassadeur d'Espagne, au conclave d'Innocent X, du sobriquet de « squadrone volante ».

Le principal point du programme des « zelanti » était la destruction du « népotisme ».

La lassitude devenant générale, on finit par une sorte de transaction : le vieux cardinal Altieri fut proclamé le 29 avril 1670. Le nouvel élu prit le nom de *Clément X* et vécut encore six ans.

Le conclave suivant dura sept semaines. Le cardinal d'Estrées avait reçu de Louis XIV, l'ordre de ne point « en venir à ces exclusions publiques qui sont toujours odieuses, et d'employer seulement les voies secrètes et particulières pour détourner les choix jugés désavantageux (1) : »

Le roi redoutait surtout l'élection du cardinal Odescalchi ; il ajoutait à son sujet « si toutefois la pluralité des voix était tellement pour lui, que son élection ne se pût détourner que par l'exclusion publique, je ne désire point qu'elle se fasse. »

Les « voies secrètes et particulières » ne servirent à rien, et dès les premiers jours, l'élection d'Odescalchi devint imminente. Le cardinal d'Estrées dut écrire au roi pour obtenir de lui la mainlevée de l'exclusion. La réponse fut favorable, et le 21 septembre 1676, *Innocent XI* ceignit la tiare.

Ce fut sous son pontificat que le conflit entre la France et le Saint-Siège atteignit toute son acuité : « L'affaire de la Régale, celle des franchises, la condamnation de l'assemblée de 1687, l'institution canonique refusée à trente-quatre évêques, l'excom-

1. Hanotaux. *Recueil des Instructions*, p. 274.

« munication fulminée contre un ambassadeur, l'em-
« prisonnement du nonce et l'occupation d'Avignon,
« disent assez à quel point l'on en était arrivé. » (1)

« Il est curieux de constater, ajoute Lucius Lector,
« que Louis XIV n'obtenait un pape selon ses désirs
« que lorsqu'il s'abstenait de faire sentir sa pres-
« sion (2). Il faut avouer aussi que ce roi ne faisait
« pas ces concessions d'une manière aimable et qu'en
« cédant sur le fond il employait les formes impé-
« rieuses, presque comminatoires, qui ne se pardon-
« nent guère. Ce fut vraiment là le point faible de la
« politique romaine et conclavaire de Louis XIV. Sa
« préoccupation semble avoir été constamment de

1. L. Lector. *Le Conclave*, p. 558.

2. « Le roi, dans ses démarches auprès de la cour de Rome, s'atta-
« cha presque exclusivement aux questions de forme, s'appliquant à
« faire montre de son autorité et de sa puissance, au lieu de les
« employer à des entreprises vraiment utiles et pratiques.... La témé-
« rité d'une pareille conduite apparaît à tous les yeux. Le monde peut
« un instant, s'incliner devant une volonté hautaine, même si l'exer-
« cice d'une telle puissance s'accompagne d'une insistance irritante
« et d'une sorte d'étalage fastueux.... Mais une telle vanité, s'ac-
« croissant par les concessions mêmes qu'on lui fait, les susceptibi-
« lités et les intérêts qu'elle blesse se multiplient. Et comme ces
« froissements et ces rancunes, loin de se dissimuler sont rendues
« apparentes, elles se rapprochent jusqu'au jour où elles se combinent
« dans une coalition qui venge d'un seul coup, toutes les avanies,
« toutes les rebuffades reçues et endurées. C'est là toute l'histoire du
« règne de Louis XIV. »

Hanotaux. *Récueil des Instructions*, p. 96.

« donner à l'ingérence française un caractère exté-
« rieur aussi accentué et aussi éclatant que possible,
« au risque de sacrifier le fond essentiel des choses.
« On s'imaginait toujours à Versailles qu'il fallait
« frapper les imaginations, faire montre de puissance
« et d'autorité, et que, pour avoir un pape déférent
« et accommodant, le premier point était de persuader
« au monde entier et au pontife lui-même, qu'il cei-
« gnait la tiare de par la grâce et la volonté du Roi
« Très Chrétien. Principe absolument contraire à la
« vérité psychologique, notamment en Italie où —
« les faits contemporains sont là pour le prouver, —
« une piqure d'amour-propre détruit le bénéfice des
« concessions accordées et même le souvenir des
« services rendus.

« Philippe II *ordonnait* qu'on choisit un pape parmi
« les sept candidats qu'il « recommandait » et sans
« démordre de sa ligne, sans rien diminuer de ses
« prétentions, il protestait, avec une cauteleuse hypo-
« crisie, de son absolu respect pour la liberté et la
« dignité du Sacré-Collège. Louis XIV accordait ce
« qu'on lui demandait, cédant et retirant ses exclu-
« sions ; mais il avait l'air de parler de plus haut, il
« imposait au Sacré-Collège l'humiliation de se faire
« adresser une sorte de supplique et de lui faire
« attendre la réponse durant quatre ou cinq semai-
« nes. Moins pratique et plus franc que Philippe II,
« il exigeait des honneurs et des égards, alors que

« celui-ci voulait des sacrifices ; et il mettait une
« sorte de grandeur maladroite, là où Philippe II
« apportait son réalisme et son habileté (1). »

Au conclave de 1689, le Grand Roi s'abstint de toute intervention. Il affecta même de recommander aux cardinaux français la plus stricte neutralité au regard de la candidature Ottoboni soutenue par l'Espagne. Le cardinal Ottoboni ne rencontra, en effet, aucune opposition, de la part de la faction française et devint *Alexandre VIII* (6 octobre 1689).

Le conclave de 1691 fut le plus long de son siècle et dura cinq mois.

L'Autriche reparait en scène. Le groupe des « Ze-lanti » appuyait la candidature de l'austère évêque de Padoue, le cardinal Barbarigo ; les cardinaux-neveux Altieri et Ottoboni y étaient opposés.

Des courriers furent successivement envoyés aux cours de Vienne, de Versailles et de Madrid, et bien que la candidature Barbarigo leur fût à toutes désagréable, aucune ne voulut prendre sur elle la dénonciation publique de l'exclusion. L'empereur Léopold envoyait même simultanément deux lettres : l'une « communicable », en laquelle il déclarait ne pas exclure Barbarigo ; l'autre secrète, où il l'excluait obstinément, tout en recommandant au destinataire, le cardinal Goess, de s'arranger pour que cette ex-

1. L. Lector. *Le Conclave*, p. 558, 559.

clusion paraisse être le fait des autres, et que l'odieux n'en retombe pas sur lui.

Mais le cardinal Goess n'eut point besoin d'agir en ce sens, car, un autre candidat, le cardinal Pignatelli, put réunir la majorité des deux tiers, sans qu'un seul instant l'élection du cardinal Barbarigo ait pu le menacer. Le nouveau pape prit le nom d'*Innocent XII* (12 juillet 1691).

Ce conclave, le dernier du *xvii^e* siècle, marque la dernière étape dans l'évolution du *Veto* d'exclusion. Désormais, le Sacré-Collège admet une exclusion basée sur la simple volonté d'un prince, bien que la faction de ses cardinaux se trouve impuissante à la soutenir dans le jeu des scrutins.

Le cardinal de Médicis, écrivant à l'Empereur l'affirmait sans aucune hésitation : « La simple déclaration de votre auguste volonté, disait-il, assurera aussitôt l'obéissance de tous (1). »

Les cardinaux peuvent considérer l'ingérence des princes comme une simple remontrance amicale, ou même, comme une véritable atteinte à la liberté de l'Église ; en pratique et en fait, se soumettant toujours et sans tergiversations ultérieures, à l'exclusion publiquement portée, ils laissent cette exclusion

1. Lettre du cardinal de Médicis à Léopol 1^{er}, 14 mars 1691. Wahrmond, *op. cit.*, p. 290.

revêtir, aux yeux des tiers, les caractères d'un droit direct et formel.

Telle est bien d'ailleurs l'opinion des princes qui la pratiquent de leur côté « avec l'assurance que donne la conscience d'un droit qu'on ne conteste plus (1) ».

L'histoire des conclaves du XVIII^e et du XIX^e siècle, va maintenant nous montrer le fonctionnement normal et régulier du *Veto* d'exclusion.

1. L. Lector. *Le Conclave*, p. 563.

CHAPITRE IV

XVIII^e et XIX^e Siècles

L'exclusion formelle directe ou Veto d'exclusion proprement dit.

La mort d'Innocent XII survint le 24 septembre 1700, précédant d'un mois celle de Charles II.

La nouvelle de la mort du roi d'Espagne et de l'acceptation par la France d'une succession convoitée par l'Autriche, tombant en plein conclave, ne pouvait qu'attiser davantage la rivalité de ces deux puissances. La France s'opposait à l'élection du cardinal Marescotti, l'Autriche, à celle du cardinal Pantiacci. Toutefois, il avait été bien recommandé aux cardinaux français et autrichiens, de ne faire usage de l'exclusion formelle qu'à la dernière extrémité.

Cette situation se dénoua, comme toujours, par l'élection d'un troisième candidat et le cardinal Albani, après un conclave de deux mois, devint *Clément XI* (23 novembre 1700).

Durant ce conclave, l'empereur Léopold avait adressé à son ambassadeur, le comte Lamberg, une

série de formules ainsi conçues : « Cher comte, si le
« cas se présentait que le cardinal N... fut sur le point
« d'être élu pape, et qu'on ne pût autrement empê-
« cher son élection, vous déclareriez au Conclave,
« à qui de droit, que je prononce l'exclusion contre
« lui... (1) »

Et pour n'être pas pris au dépourvu, le comte Lamberg avait reçu un nombre de cédules égal à celui des candidats dont Sa Majesté Impériale repoussait l'élection. L'ambassadeur était également muni d'un certain nombre de billets d'inclusion : ce moyen permettait au représentant de l'Empereur de produire à l'élu, quel qu'il fût, un de ces billets portant son nom, afin de créer dans l'esprit du nouveau pape la conviction qu'on avait contribué à son élection. Ainsi procédait, un peu naïvement peut-être, la diplomatie autrichienne.

Au conclave suivant le *Veto* de l'Empereur fut solennellement formulé par le cardinal allemand Althann contre Paoluci, secrétaire d'État du pape défunt. Ce *Veto* constitue certainement la première exclusion formelle et directe. Son effet fut radical :

1. Wahrmond : *loc. cit.*, p. 307.

« Caro conte, — venendo il caso che il cardinale N... fosse in pros-
« simo ad essere eletto papa, ne altrimenti si potesse impedire, inti-
« merete in conclave a che convienne, che gli si dia l'Esclusiva, per
« cui ho giuste ragioni e vi assicuro della mia grazia. »

la candidature Paoluci fut abandonnée et le cardinal Conti devint *Innocent XIII* (8 mai 1721).

Au conclave de 1724, l'Autriche et l'Espagne excluaient le cardinal Imperiali ; mais ses partisans, pour lui éviter le désagrément d'une déclaration publique, préférèrent se rallier à la candidature du dominicain Orsini qui devint *Benoît XIII*. (29 mai 1724).

En 1730, le représentant du roi d'Espagne, Bentivoglio, prononça le *Veto* contre le même cardinal Imperiali, toujours *persona ingrata* aux yeux de Sa Majesté Catholique, et *Clément XII* fut proclamé, après un conclave de quatre mois (Corsini, 12 juillet 1730). Ce pontife compléta la législation du Conclave par la bulle *Apostolatus officium* dont il sera question plus loin.

Benoît XIV est élu en vingt-quatre heures, à la fin d'un conclave de six mois, le plus long des temps modernes ; mais, durant lequel, aucune exclusion ne fut officiellement dénoncée (17 août 1740).

L'élection de *Clément XIII* (Rezzonico, 1758), donna lieu à la seule exclusion qui ait été prononcée durant le xviii^e siècle au nom de la France ; encore, fut-elle due peut-être, à un piège tendu au cardinal de Luynes, devant les yeux duquel on fit miroiter une fausse candidature.

Effrayé, il se hâta d'informer le Doyen que la

France excluait le cardinal piémontais Cavalcini, et le Sacré-Collège se rejeta sur Rezzonico.

Les conclaves d'où sortirent *Clément XIV* (1769) et *Pie VI* (1775) durèrent chacun près de quatre mois.

Malgré le rôle important qu'y jouèrent les considérations politiques, on n'en vint pas au prononcé d'une exclusion formelle; la simple manœuvre du *Veto* suffit à écarter toute une série de candidats.

En ce qui concerne l'élection de *Pie VII* (1800), il convient de relever une erreur courante que *Le Temps* a dernièrement reproduite (1). Aucun *Veto* ne fut prononcé durant le conclave; pas même contre le cardinal Gerdil. Il est certain que le nom de ce dernier figurait sur la liste d'exclusion dressée par l'Empereur. Mais le cardinal autrichien Herzan, dépositaire du secret impérial, sut éviter la nécessité de prononcer l'exclusion formelle. Il craignait, en réalité, d'épuiser son droit sur un premier candidat, et d'être ainsi désarmé vis-à-vis de la candidature Bellisomi, non moins désagréable à l'Empereur (2).

A ce sujet, on peut remarquer que du jour où le *Veto* d'exclusion est ainsi régulièrement reconnu et pratiqué, son exercice devient moins fréquent. « Il

1. *Le Temps*, n° 23 juillet 1903, « L'exclusive ».

2. Lettre du cardinal Herzan au Chancelier, baron Thugut, 5 mars 1800 (Wahrmund, *Ausschliessungsrecht*, p. 329).

semble, dit Lucius Lector, que se sentant mieux en possession de leur arme, les puissances éprouvent moins le désir d'en faire usage. »

Il est évident que les souverains sentent le caractère odieux de ces interventions brutales et en même temps les conséquences dangereuses qu'elles peuvent entraîner. En effet, un cardinal frappé par le *Veto*, devient au Conclave un personnage très puissant, qui, souvent dans la suite, décide de l'élection et peut se substituer un *alter ego* plus redoutable que lui-même pour les auteurs de son exclusion.

Aussi, les gouvernements recommandent-ils invariablement à leurs mandataires, d'éviter le plus possible la dénonciation officielle du *Veto*, de n'y recourir qu'à la dernière extrémité et lorsque tout autre moyen fait réellement défaut.

*
* *

En 1823, l'Autriche excluait le cardinal Severoli que Metternich savait peu favorable à ses projets d'intervention en Italie et à qui l'on reprochait d'avoir refusé d'assister au mariage de Marie-Louise avec Napoléon.

Ce fut le cardinal Albani qui dénonça cette exclusion. Quand il se décida à le faire, Severoli avait, au premier tour de scrutin, réuni vingt-six voix. Il ne lui en manquait que sept, et son élection paraîs-

sait assurée. Les cardinaux préparaient déjà leur bulletin pour le second tour, lorsque Albani remit au doyen du Sacré-Collège la note suivante :

« En ma qualité d'ambassadeur extraordinaire
« d'Autriche près le Sacré-Collège réuni en Conclave,
« qualité notifiée à Vos Éminences, tant par la lettre
« de Sa Majesté Impériale et Royale à Elles adressée,
« que par la déclaration faite à Vos Éminences par
« l'ambassadeur d'Autriche (comte Apponyi) et en
« vertu des instructions qui m'ont été données, je
« remplis le devoir pénible pour moi, de déclarer
« que la cour impériale de Vienne ne peut accep-
« ter comme souverain pontife Son Ém. le cardi-
« nal Severoli auquel elle donne une exclusion for-
« melle.

« Le 21 septembre 1823.

ALBANI. »

La lecture de cette note causa une vive émotion parmi les cardinaux, car plusieurs doutaient que le cardinal Albani eût réellement agi conformément aux instructions impériales.

Le surlendemain, l'ambassadeur d'Autriche, mis au courant de cet état d'esprit, crut devoir adresser au Sacré-Collège une note officielle confirmant celle qu'on vient de lire. Le cardinal Severoli n'obtint que deux ou trois voix dans les scrutins qui suivirent.

Les crises politiques que traversait l'Espagne ne

lui permettaient pas de songer à faire usage du *Veto*.

Quant à la France, elle n'eut jamais, sans doute, l'intention de prononcer l'exclusion contre qui que ce fût. Voici les instructions que Chateaubriand, alors ministre des Affaires étrangères, donnait à son ambassadeur le duc de Laval : « Il semble qu'on
« veuille faire élire un pape dont la politique res-
« semblerait à celle que le cardinal Consalvi a suggé-
« rée au pape défunt. Les « zelanti » qui compo-
« sent le parti italien, sont pour l'Autriche trop
« italiens. C'est là ce que cette puissance redoute
« beaucoup plus que la sévérité des principes du
« Saint-Siège.

« Nous, au contraire, nous voulons un membre
« du parti italien du groupe modéré, capable d'être
« agréé par tout le monde. Tout ce que nous lui de-
« mandons se réduit à ce seul point : ne pas troubler
« nos affaires ecclésiastiques. Politiquement, nous ne
« désirons rien de lui ; peu nous importe qu'on con-
« serve ou modifie l'administration du cardinal Con-
« salvi, pourvu toutefois que par un excès de zèle
« rigide, on ne provoque pas une explosion qui don-
« nerait à l'Autriche un prétexte pour s'avancer et
« intervenir à main armée (1). »

La France, on le voit, n'était guère exigeante et ne manifestait, en somme, aucun désir précis. Le

1. Chateaubriand : *Mémoires d'outre-tombe*,

cabinet de Paris, durant toute la durée du conclave, chercha à s'orienter ; les cardinaux français restèrent dans l'incertitude jusqu'à la fin (1).

D'autre part, la mauvaise humeur provoquée par l'exclusion du cardinal Severoli, produisit un résultat dont la fréquence a déjà été signalée. Les partisans de l'« exclu », blessés par l'exclusion, prièrent Severoli de désigner lui-même le candidat sur lequel il désirait que se portassent leurs suffrages.

Il désigna le cardinal della Genga. Et celui-ci fut élu par trente-quatre voix le 28 septembre. Il prit le nom de *Léon XII*.

Six ans plus tard, s'ouvrait un nouveau conclave. Chateaubriand se trouvait alors ambassadeur à Rome.

Son candidat de prédilection de 1823, Castiglioni, n'avait plus toutes ses sympathies, et dans l'énumération qu'il donne des candidatures probables, le nom de Castiglioni n'est même pas porté au rang des « papabili ».

« Le cardinal Capellari, dit-il, est un homme docte et capable ; mais il sera repoussé comme trop jeune... Le cardinal Pacca est très affaibli par l'âge

1. Le ministre français avait cependant un favori : le cardinal Castiglioni ; mais son ambassadeur, le duc de Laval, déconseilla toujours aux cardinaux français l'entente avec Consalvi, chef d'un groupe important et principal soutien de Castiglioni.

« et la mémoire commence à lui manquer totale-
« ment... Le cardinal di Gregorio serait un pape con-
« venable... Enfin, le cardinal Giustiniani est pauvre
« et il a des parents pauvres; Rome craindrait les
« besoins de cette indigence... La France veut-elle
« exercer le droit d'exclusion qu'elle partage avec
« l'Autriche et l'Espagne? L'Autriche l'a exercé dans
« le précédent conclave contre Severoli, par l'inter-
« médiaire du cardinal Albani. Contre qui la France
« voudrait-elle exercer ce droit? Serait-ce contre le
« cardinal Fesch, si par aventure on songeait à lui ?
« ou contre le cardinal Giustiniani? Celui-ci vau-
« drait-il la peine d'être frappé de ce *veto* toujours
« un peu odieux, en ce qu'il entrave l'indépendance
« de l'élection (1)? »

Dans le discours que Chateaubriand avait adressé au Conclave, il n'avait été fait aucune allusion à la désignation d'un dépositaire du secret du roi Charles X. Le Sacré-Collège en avait conclu qu'il n'existait de sa part aucun projet d'exclusion.

Chateaubriand s'était fait cependant autoriser à déclarer éventuellement l'exclusion contre le vieil oncle de Napoléon, le cardinal Fesch. De plus, au dernier moment, le 28 mars, profitant de l'entrée tardive du cardinal Clermont-Tonnerre au conclave, il lui écrivit la lettre suivante :

1. Chateaubriand. *Mémoires d'outre-tombe*.

« Monseigneur,

« Ne pouvant plus aller communiquer avec vos col-
« lègues MM. les cardinaux français renfermés au
« palais de Monte Cavallo, étant obligé cependant
« de tout prévoir pour l'avantage du service du
« Roi, et dans l'intérêt de notre pays, sachant com-
« bien de nominations inattendues ont lieu dans ces
« conclaves, je me vois, à regret, dans la fâcheuse
« nécessité de confier à Votre Éminence une exclu-
« sion éventuelle.

« Bien que M. le cardinal Albani ne paraisse avoir
« aucune chance, il n'en est pas moins un homme de
« capacité sur lequel dans une lutte prolongée on
« pourrait jeter les yeux ; mais il est le cardinal
« chargé au conclave des instructions de l'Autriche.
« M. le comte de Lutzow, dans son discours, l'a dé-
« signé officiellement en cette qualité ; or, il est im-
« possible de laisser porter au souverain pontificat
« un cardinal appartenant ouvertement à une cou-
« ronne, pas plus à la couronne de France qu'à
« toute autre.

« En conséquence, Monseigneur, je vous charge
« en vertu de mes pleins pouvoirs, comme ambas-
« sadeur de Sa Majesté Très Chrétienne et en prenant
« sur moi seul toute la responsabilité, de donner
« l'exclusion à M. le cardinal Albani, si d'un côté,
« par une rencontre fortuite, de l'autre par une combi-

« maison secrète, il venait à obtenir la majorité des
« suffrages.

Je suis, etc...

CHATEAUBRIAND (1) »

Cette lettre d'exclusion confiée à un cardinal par un ambassadeur qui n'y était pas formellement autorisé, était une témérité en diplomatie. « Il y a de
« quoi faire frémir, avoue lui-même Chateaubriand,
« tous les hommes d'État à domicile, tous les chefs de
« division, les premiers commis, tous les copistes
« aux Affaires étrangères. Mais, puisque le ministre
« ignorait sa chose, au point de ne même pas songer
« au cas éventuel d'exclusion, force m'était d'y son-
« ger pour lui. Supposez qu'Albani eût été nommé
« pape par aventure, que serais-je devenu ? j'aurais
« été perdu comme homme politique ».

Le cardinal Albani ne devait cependant recueillir aucune voix dans aucun scrutin. Cette fois encore, il avait été chargé du *Veto* de l'Autriche contre le cardinal di Gregorio ; mais instruit par l'expérience, il se contenta d'avertir ses collègues qu'il disposait de cette arme, et réussit à empêcher les votes donnés à di Gregorio d'atteindre la proportion des deux tiers.

L'Espagne qui, de son côté, tenait l'exclusion en

1. Chateaubriand. *Mémoires d'outre-tombe*.

réserve contre son ancien nonce Giustiniani, n'eut pas à en user, et le conclave s'acheva le 31 mars par l'élection de *Pie VIII* (Castiglioni), sans qu'aucune des trois puissances n'ait fait un usage formel du *Veto*.

*
* *

L'Autriche renouvelle quelques mois plus tard, au conclave de 1830-1831, son *Veto* contre le cardinal di Gregorio. Toutefois, cette exclusion ne fut pas dénoncée officiellement, l'intéressé ayant de lui-même retiré sa candidature pour contribuer à l'élection de Capellari.

De son côté, le chevalier de Labrador, ambassadeur d'Espagne, dans les discours qu'il fit, lors de sa réception au Conclave, le 1^{er} janvier, ne fit aucune allusion à l'existence d'un projet éventuel de *Veto*.

Le même jour, le marquis de Latour-Maubourg, se référant au principe de non-intervention en matière de politique étrangère, affirmait que le roi des Français ne saurait avoir la prétention d'influer sur les travaux du Conclave. Toutefois, il ajoutait que « le roi des Français était jaloux de conserver toutes les prérogatives de la couronne que le vœu public avait placée sur sa tête » (1).

1. L. Lector *Le Conclave*, p. 244. D'après le *Diario* de Dardano.

Cette dernière restriction laissa penser aux membres du Sacré-Collège que malgré le principe de non-intervention, le gouvernement français prononcerait l'exclusion contre le cardinal Macchi, ancien nonce à Paris. Ce cardinal se trouvait, en effet, lié d'amitié avec Charles X, et entretenait une correspondance cordiale avec les princes et les princesses de la branche aînée.

Dans la soirée du 3 janvier, des mains indiscreètes interceptèrent un billet qui fut reconnu pour être écrit de la main du cardinal autrichien Albani. Il était ainsi conçu :

« Mon cher ami, on ne veut ici ni de Capellari, ni
« de Pacca, encore moins de Pedicini ; je m'efforce-
« rai de seconder vos désirs, et je crois être assuré
« de réussir. Demain matin je ferai proposer *notre*
« Macchi ; je suis persuadé que le parti contraire
« accueillera ce choix, ne soupçonnant pas qu'il
« puisse être agréable à l'Autriche ; ainsi préparez-
« vous, car il sera Pape » (1).

Le bruit que fit la découverte de ce billet se répandit jusque dans la ville et parvint ainsi aux oreilles du marquis de Latour-Maubourg. L'ambassadeur, sans perdre un instant, fit parvenir une lettre au cardinal Isoard pour l'inviter, au cas où les suffrages se porteraient en trop grand nombre sur le car-

· 1. L. Lector. D'après un *Diario* inédit.

dinal Macchi, à « donner une exclusion formelle, « en faisant usage du droit qui appartient à la couronne de France ».

De plus, il adressa au Doyen, la lettre suivante :

« Monsieur le cardinal, j'ai lieu de penser que Votre Éminence a été informée que S.Ém. M. le cardinal Isoard a reçu les instructions du gouvernement français et qu'il est chargé de maintenir et d'exercer près du Conclave les droits appartenant à la couronne de France. Cependant, je crois convenable d'en informer d'une manière plus précise Votre Éminence, de l'engager à accorder une entière créance aux paroles de S. Ém. M. le cardinal Isoard, et de faire savoir au Sacré-Collège qu'il a une connaissance exacte des sages instructions du roi.

« Veuillez agréer, etc...

LATOUR-MAUBOURG. »

Grâce à l'influence discrète du cardinal Isoard, il n'y eut pas lieu cependant de prononcer l'exclusion officielle, et la candidature Macchi fut abandonnée.

Mais à défaut de l'Autriche et de la France, ce fut l'Espagne qui, cette fois, exerça le *Veto*. Les suffrages s'étaient, en effet, reportés sur le cardinal Gius-tiniani. Ce cardinal, durant sa nonciature à Madrid, s'étant montré favorable aux revendications de don Carlos, déplaisait souverainement au roi Ferdinand ;

toutefois, ni les cardinaux d'Espagne, ni l'ambassadeur Labrador n'avaient fait la moindre allusion à une opposition catégorique de l'Espagne.

Or, le 7 janvier, Giustiniani avait déjà recueilli vingt et un suffrages, quand, à la surprise générale, le cardinal Marco y Catalan, dépositaire très discret du *mot* de Sa Majesté Catholique, communiqua au doyen du Sacré-Collège le billet que voici :

« Le soussigné ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Catholique auprès le Saint-Siège, fait ses compliments distingués à S. Em. le cardinal « doyen », et le prie de faire savoir au Sacré-Collège réuni en Conclave, qu'au nom de son auguste souverain et par ordre de Sa Majesté Catholique, il donne l'exclusion du trône pontifical à l'Éminentissime cardinal Guistiniani.

« Rome, 14 décembre.

Pedro Gomez Labrador. »

La lecture de cette note fit perdre, incontinent, onze voix à Guistiniani, et le lendemain, huit. Il ne lui en restait donc plus que deux. Mais il désigna le candidat sur lequel ses partisans devaient reporter leur voix. Et Mauro Capellari rallia graduellement les suffrages de la majorité. Grégoire XVI dut ainsi son élection au *Veto* de l'Espagne (janvier 1831).

En 1846. le cardinal Mastaï est élu au bout de deux jours.

L'Autriche avait cependant chargé l'archevêque de Milan, Gaisruck, de prononcer l'exclusion contre lui; mais lorsque le 21 juin 1846, le prélat autrichien, porteur des instructions impériales, arriva à Rome, il n'y avait plus de cardinal Mastaï; Pie IX régnait depuis cinq jours.

Il semble que les électeurs aient enfin voulu secouer le joug du *Veto*, en opposant aux interventions extérieures la rapidité des opérations électorales. La préoccupation de déjouer toutes les combinaisons diplomatiques, peut seule expliquer un tel empressement de leur part.

En 1872, Pie IX, étant tombé gravement malade, les gouvernements commencèrent à se préoccuper d'une éventualité qui ne devait se réaliser que six années plus tard. M. Thiers, président de la République française, adresse donc à notre ambassadeur près du Saint-Siège, M. de Courcelles, des instructions confidentielles.

« M. Thiers, dit à ce sujet M. de Narfon (1), suggestionné peut-être par ses vieilles rancunes personnelles contre Grégoire XVI, ancien moine, qu'il n'avait pas, étant ministre de Louis-Philippe, toujours trouvé d'une docilité absolue aux exigences de son gouvernement, n'excluait nominativement aucun cardinal; mais il prétendait s'opposer à

1. M. de Narfon. Pie X. *Le Conclave de 1903*. Paris, 1904.

« l'élection d'un moine quel qu'il fût, au souverain
« pontificat.

« Un moine, écrivait-il à M. de Courcelles, ne con-
« nait pas le monde et ses nécessités diverses. Il est
« habitué à vivre dans l'isolement où parfois les
« idées fermentent, et son esprit circonvenu par de
« petites intrigues, n'est pas préparé à embrasser avec
« ampleur les grands intérêts dont un Pape a la
« charge. Au contraire, un évêque qui a gouverné
« un diocèse pendant un certain nombre d'années, a
« été initié aux choses de l'administration, mêlé aux
« difficultés de la politique et aux obligations de la
« vie civile ; il a été en contact avec les hommes ; il
« a senti l'impérieuse nécessité de certaines concilia-
« tions, certaines transactions. Bref, le second est un
« homme de la vie pratique, tandis que le premier
« n'appartient qu'au domaine contemplatif. Par con-
« séquent, pas de moine ! »

S'il est vrai, comme le raconte Mgr Besson, dans sa *Vie du cardinal de Bonnechose* que ce prince de l'Église ait été chargé au conclave de 1878 de prononcer, au nom de la France, l'exclusion contre le cardinal Bilio qui appartenait à l'ordre des Barnabites, ce furent sans doute les mêmes raisons qui inspirèrent à cette époque le gouvernement français.

Mais le fait rapporté par Mgr Besson n'est pas prouvé : d'ailleurs le cardinal Bilio n'était pas le seul des membres du Sacré Collège qui fit partie d'un or-

dre religieux ; le franciscain Panebianco, l'augustin Martinelli ou le jésuite Franzelin auraient pu être également visés par cette légendaire exclusion (1).

De plus, il ne faut pas oublier que l'indication confidentielle de certaines préférences n'est, en aucune façon, l'exercice du *Veto* qui implique nécessairement une communication officielle et publique.

Il est plus probable que le gouvernement français de 1878, sans exclure personne, se borna à revendiquer, par voie diplomatique, des prérogatives qui constituaient, au dire de M. Dufaure, « un dépôt dont il n'appartient à aucun pouvoir de se dessaisir ».

Toujours est-il que l'exclusion ne fut point dénoncée contre Bilio ; ce dernier ne fut même pas, à proprement parler, candidat.

La rapidité avec laquelle se fit l'élection de *Léon XIII* rendit inutiles, comme en 1846, les instructions qui auraient pu être adressées aux divers représentants des grandes puissances catholiques. Entrés au conclave le 19 février, les électeurs s'accordent le lendemain sur la candidature du cardinal Pecci, archevêque de Pérouse ; et pour la seconde fois, on voit au *xix^e* siècle, une élection pontificale faite en dehors de toute ingérence étrangère.

Les gouvernements ont-ils donc reconnu, que dans l'état de séparation plus ou moins complète où se

1. L. Lector. *Le Conclave*, note, p. 509.

trouvent les États modernes vis-à-vis de l'Église, le privilège du *Veto* n'a plus sa raison d'exister, et que la prétention de l'exercer, serait, aujourd'hui, une absurdité ?

Au lendemain de l'élection de Léon XIII, la plupart des organes religieux envisagent avec candeur cette nouvelle et sage attitude des puissances : le conclave de 1903 leur opposera un formel démenti.

CHAPITRE V

Le dernier Conclave.

Au commencement de février 1892, la *Gazette de Francfort* publiait cette information visiblement puisée à une source officieuse :

« La Triple Alliance se prépare dès maintenant au
« futur conclave... L'Angleterre, l'Italie et l'Allema-
« gne auraient décidé l'empereur d'Autriche à faire
« valoir son droit de *Veto*... Le Pape est toujours une
« grande puissance politique, un facteur avec lequel
« il faut compter. Les États de la Triple Alliance le
« savent très bien... si l'Autriche se sert, cette fois,
« de son droit de *Veto*, il sera fait en sorte que le
« cardinal, chargé de cette mission, n'arrive pas trop
« tard au conclave (1). »

Les gouvernements étaient donc loin de renoncer à leur prérogative. Le pape Léon XIII vivait encore,

1. Allusion au cardinal Gaisruck arrivé, au conclave de 1846, après l'élection de Pie IX.

et déjà l'Allemagne et l'Italie, restées étrangères, jusqu'ici, aux élections papales, menaçaient de satisfaire au prochain conclave, leurs communes rancunes, grâce à l'intermédiaire de l'Autriche, leur fidèle alliée.

Quelle serait la nouvelle victime du *Veto* ? Aucun nom n'était encore prononcé ; mais, dès ce moment, sans aucun doute, l'opposition de l'Autriche à la candidature éventuelle du secrétaire d'État de Léon XIII était chose bien arrêtée.

Le futur conclave, auquel la Triple Alliance portait tant d'intérêt, ne devait cependant pas s'ouvrir de si tôt. Dix ans seulement plus tard, mourut Léon XIII. Jusqu'à sa dernière heure, le glorieux pape garda la lucidité de son intelligence et gouverna l'Église personnellement, avec la même autorité et la même compétence.

Il ne nous appartient pas de décrire l'œuvre accomplie durant les vingt-cinq années de ce puissant pontificat ; disons seulement, que le cardinal Rampolla, « aida seul, dans leur tâche, les mains débiles et « tremblantes de l'ancien archevêque de Pérouse ; « que seul, il connut tous les orages de pensées que « renfermait cette tête au tremblement sénile (1) », que seul enfin, il partagea, avec le pape défunt, le gouvernement de l'Église universelle.

Sa haute personnalité dominait donc toutes les

1. Vidal, *op. cit.*

autres, au conclave qui s'ouvrit le 31 juillet 1903.

Dès le lendemain, on vit se former deux camps, entre lesquels le Sacré-Collège se partagea presque également. On fut pour ou contre Rampolla.

« Nous venons de perdre, disaient les partisans de
« l'ancien secrétaire d'État, un pape qui a relevé le
« prestige de la Papauté à une hauteur extraordi-
« naire. Il a vraiment instruit, édifié, remué le monde
« tout entier, qui vient de lui rendre, à sa mort, le
« plus magnifique hommage. Que pouvons-nous
« faire de mieux que de lui donner pour successeur
« le confident intime de ses pensées, seulement le
« collaborateur dévoué de ses grands desseins, le
« ministre qui l'a servi avec une intelligence, une
« abnégation auxquelles tous rendent hommage ! Chez
« qui trouverons-nous une pareille expérience des
« affaires et une plus grande sainteté de vie (1) ? »

Ainsi pensaient les Français, les Espagnols et même beaucoup de cardinaux italiens. Mais, ils n'étaient pas organisés et ne se concertèrent jamais. Ils ne formaient point ce qu'on appelait autrefois une « faction ».

Le secrétaire d'État avait, comme tout premier ministre, des ennemis (2) que la mort du pape ne fit

1. Le cardinal Mathieu : « Les derniers jours de Léon XIII et le Conclave. » Article qu'il signe « Un témoin ».

Revue des Deux Mondes, n° 15 mars 1904, p. 277.

2. « Cet homme que des insulteurs à gages ont représenté comme

qu'enhardir : « Nous ne voulons pas, disaient-ils, du
« cardinal inféodé aux Français et protégé par Com-
« bes. Il faut un pape qui ne ressemble pas à Léon XIII,
« un pape religieux et qui ne fasse pas de politi-
« que ». Voilà les propos, qu'en se promenant, on
« recueillait de la bouche de profonds politiques,
« ecclésiastiques et laïques, qui tenaient le conclave
« sur la place Colonna ou au Pincio. Aucune parole
« ne ressemble plus à une sottise que celle-là, car
« c'en est une de reprocher une insuffisance de reli-
« gion au pape qui a consacré le plus grand nombre
« de ses encycliques aux dévotions catholiques.....
« C'en est une autre d'interdire la politique au Pape,
« quand la politique ne cesse de s'occuper de lui, le
« poursuit constamment et s'impose à ses préoccupa-
« tions quotidiennes (1). »

Ces exagérations n'avaient point cours au Con-
clave ; néanmoins, les membres du Sacré-Collège
n'étaient pas tous unanimement disposés à voter pour

« dévoré d'ambition et travaillant de longue main à se préparer des
« créatures et des électeurs en vue du conclave, s'est montré d'une
« indifférence profonde à son propre succès. Il était dans sa destinée
« d'être méconnu. Parce qu'il a servi fidèlement le pape qui a con-
« seillé aux Français d'accepter la République pour en réparer les
« fautes et en améliorer la législation, il a été accusé de comploter
« contre la France avec les ennemis de la religion, tandis que ses
« adversaires lui reprochaient de tout sacrifier à la France. »

« Les derniers jours de Léon XIII » par « Un témoin ».

1. « Les derniers jours de Léon XIII » par « Un témoin ».

le cardinal Rampolla. Ses adversaires étaient naturellement les cardinaux « de langue allemande » auxquels se joignaient plusieurs Italiens. Ils lui reprochaient d'avoir, durant son ministère, trop exclusivement « maintenu la barque de Saint-Pierre dans les eaux françaises », d'avoir en maintes occasions, manifesté de trop grandes sympathies pour la Fille aînée de l'Église.

Le candidat prôné par ces cardinaux était le cardinal Gotti.

Enfin, d'autres électeurs, sans aller jusqu'à blâmer la politique de Léon XIII, croyaient qu'il valait mieux qu'elle ne continuât pas à être appliquée par la même personne, et que les changements à apporter, après cette période de vingt-cinq ans, ne pouvaient être résolus que par un « homme nouveau ».

Ainsi pensaient la plupart des cardinaux du Nord de l'Italie ; et ils étaient décidés à voter pour le patriarche de Venise. Ce prélat unissait un jugement très droit à une grande austérité de mœurs, et avait, disait-on, réussi à merveille dans son important diocèse.

Le nombre des cardinaux présents au conclave, était de soixante-deux.

La majorité des deux tiers étant nécessaire pour la validité de l'élection, il fallait donc quarante-deux suffrages.

Le premier jour, le cardinal Rampolla recueillit vingt-quatre voix et le cardinal Gotti dix-sept.

Au scrutin du soir, le secrétaire d'État obtint cinq voix de plus.

La candidature Sarto, incertaine au début, se précisait cependant peu à peu à chaque séance. Le dimanche matin, 2 août, elle devint très sérieuse et le patriarche de Venise obtenait vingt et une voix.

Le nom du cardinal Gotti était définitivement abandonné. Le cardinal Rampolla restait en tête avec vingt-neuf voix.

Les choses en étaient là (1), lorsque le dimanche

1. Nous croyons devoir reproduire ici quelques lignes de l'article dans lequel le cardinal Mathieu a si finement conté et analysé le conclave de 1903 :

« Quelques jours avant le Conclave, arrivait à Rome un cardinal autrichien dont on remarqua bientôt la mine austère, les propos édifiants et l'air préoccupé. Il faisait beaucoup de visites et allait d'un cardinal à l'autre en répétant : « Quelle grave affaire ! Prions bien ! Invoquons l'Esprit saint ! Unissons-nous ! » Parlant parfaitement notre langue il se montrait empressé auprès des cardinaux français auxquels il aimait à rappeler que son grand-père avait servi sous Napoléon en qualité de colonel de la Grande-Armée. « Vous plairait-il, lui dit l'un d'eux, de déjeuner avec vos collègues de cette nation que vous aimez ? — Je ne puis pas, Éminence, je ne mange plus ! Je ne songe plus qu'à la grande affaire et je prie tout le temps. — Vous semblez, en effet, préoccupé, Éminence, et l'on dirait que vous êtes chargé du secret de l'Empereur. Vous travaillez pour ou contre un candidat ? — Je n'ai pas de *candidat pro* ; mais j'ai un *candidat contra*. Il faut un pape qui fasse de la politique

soir, au commencement du scrutin, le cardinal de Cracovie, prince de Kozielska Puzyna, demanda la parole et s'exprima en ces termes :

« un moyen et non pas un but. Ah ! prions bien ! Unissons-nous ! Invoquons l'Esprit saint ! »

« Ce que le cardinal n'ajoutait pas, c'est qu'il avait dans sa poche une injonction formelle à l'égard de l'Esprit saint, sous la forme d'un message qui le gênait beaucoup, et qu'il aurait bien voulu faire acquiescer par un autre. Il offrit son petit papier à plusieurs en les suppliant d'en donner lecture à sa place. Un cardinal prussien l'en conduisit sans phrases. Le secrétaire du Conclave déclara qu'il ne pouvait pas ; le cardinal-doyen, qu'il ne voulait pas. Le dimanche matin, il alla confier son embarras au cardinal Rampolla lui-même, qui le renvoya au tribunal de sa conscience, et au commencement du scrutin, pendant que chacun écrivait son vote, le cardinal-évêque de Cracovie demanda la parole et s'exprima littéralement comme il suit : *Honori mihi duco, ad hoc officium jussu altissimo vocatus, humillime rogare Vestram Eminentiam, prout Decanum Sacri Collegii Eminentissimorum Sacrae Romanae Ecclesiae Cardinalium et Camerarium S. R. E, ut ad notitiam suam percipiat idque notificare et declarare modo officioso velit, nomine et auctoritate Suae Majestatis Apostolicæ Francisci Josephi, Imperatoris Austriae et Regis Hungariae, jure et privilegio antiquo uti volentis, veto exclusionis contra Eminentissimum Dominum meum cardinalem Marianum Rampolla del Tindaro.*

Romæ, 2 Augusti 1903.

Card. Puzyna. »

« La phrase n'est pas coulante et elle commence mal. *Honori duco* ! je me fais un honneur ! Le cardinal n'y mettait point de formes, et ses prédécesseurs en *Veto* disaient habituellement : *Doleo*, je regrette. Cette intervention impériale, inconnue et inattendue du plus grand nombre, ne resta point sans réponse. Immédiatement le car-

« Je me fais un honneur, ayant été appelé à cet

« dinal-doyen se leva. « Cette communication, dit-il, ne peut être
« accueillie par le Conclave ni à titre officiel ni à titre officieux et il n'en
« sera tenu aucun compte. » Puis, le cardinal Rampolla, demandant à
« son tour la parole, protesta en ces termes : « Je regrette qu'une grave
« atteinte soit portée en matière d'élection pontificale à la liberté de
« l'Église et à la dignité du Sacré-Collège par une puissance laïque et je
« proteste donc énergiquement. Quant à mon humble personne, je dé-
« clare que rien de plus honorable et rien de plus agréable ne pouvait
« m'arriver. » (*Nihil honorabilius, nihil jucundius mihi contingere po-*
« *terat.*)

« Il dit cela debout grave et pâle avec un accent de dignité qui
« émut l'assemblée et où se révélait toute l'élévation de son âme.
« Pendant cette minute-là, le cardinal Rampolla ne compta point un
« seul adversaire dans le Conclave !

« Nous ne voulons pas ajouter une dissertation à toutes celles qu'
« ont déjà été écrites sur le *Veto*. Nous constaterons seulement qu'il
« produisit sur les cardinaux d'abord et ensuite sur tous les juges
« compétents l'effet d'un anachronisme choquant, comparable aux
« propos et aux procédés les plus arriérés qui aient jamais été repro-
« chés aux revenants de l'émigration. Une fois de plus, l'Autriche
« méritait l'épigramme de Mallet du Pan : « Les coalisés ont toujours
« été en retard d'une année, d'une armée et d'une idée. » Il n'y
« avait qu'à modifier un peu la phrase. Les coalisés retardaient d'un
« siècle, d'une arme et d'une idée. — Il semble bien, en effet, qu'ils
« étaient trois, quoique M. le comte Goluchowski ait affirmé que
« l'Autriche avait agi toute seule ; mais les affirmations des diplo-
« mates ont souvent besoin d'être interprétées par une exégèse spé-
« ciale. L'arme qu'ils ont employée était rouillée et ne servira plus ;
« l'idée qu'ils ont méconnue, celle de la liberté parfaite de l'élection
« pontificale s'imposera désormais à la conscience publique et les
« coalisés, sans le vouloir et sans le prévoir, auront donné le coup
« de grâce à une institution surannée, car ils ne trouveront plus de
« cardinal pour parler latin en leur nom. »

« office par un ordre très haut, de prier Votre Éminence, en sa qualité de doyen du Sacré-Collège et de Camerlingue de la Sainte Église romaine, de vouloir bien apprendre pour sa propre information et pour le déclarer d'une manière officielle au nom et par l'autorité de François-Joseph, empereur d'Autriche et roi de Hongrie, que Sa Majesté entendant user d'un droit et d'un privilège anciens, prononce le *Veto* d'exclusion contre mon Éminentissime Seigneur, le cardinal Mariano Rampolla del Tindaro. »

Le Sacré-Collège délibéra sur-le-champ qu'il ne tiendrait aucun compte de cette communication.

A son tour, le cardinal Rampolla se leva et sans se départir un seul instant de sa froide impassibilité déclara :

« Je crois de mon devoir de protester au nom des droits imprescriptibles de l'Église, contre l'ingérence des pouvoirs laïques dans les affaires du Sacré-Collège. En ce qui concerne ma propre personne, j'atteste que je n'ai jamais ambitionné la tiare; c'est avec une joie profonde que je vois s'éloigner de moi l'amer et redoutable calice (1). »

Et il s'assit. Jusqu'à la fin du conclave, il ne prononça plus une seule parole. On eût dit qu'il n'y avait jamais été mêlé. Le même soir, en quelques

1. Le journal *Les Débats*, n° 10 août 1903.

paroles très dignes, le cardinal Perraud, exprimant l'opinion des Français, protesta en invoquant une constitution de Pie IX, contre l'intrusion d'une puissance politique dans l'élection.

Chose étrange, le *Veto* valut un suffrage de plus au cardinal Rampolla, qui, le dimanche soir, recueillit trente voix au lieu de vingt-neuf. Jamais, au cours des siècles précédents, pareil fait ne s'était produit. « Il y a des pays, dit le cardinal Mathieu, il y a des « assemblées qui se seraient montrés plus susceptibles, et où l'ingérence de l'Autriche eût amené « l'élection immédiate du candidat qu'elle repoussait, « Une telle hardiesse eût tué le *Veto*; mais elle n'était « ni dans le tempérament italien, ni dans les habitudes des des conclaves, et, sans doute, la prudence ne la « conseillait pas. Comment blesser à ce point l'Autriche et mécontenter les puissances qui partageaient ses rancunes? »

Le lendemain, après une nuit de réflexion, les suffrages commencèrent à abandonner le nom de Rampolla : dix voix seulement lui restèrent fidèles jusqu'à la fin.

Le cardinal Sarto avait déjà, le dimanche matin, recueilli vingt et une voix en dehors de l'ingérence autrichienne, car les bulletins étaient déjà écrits avant qu'elle se manifestât (1). Le dimanche soir, il en

1. On ne fut donc pas obligé de chercher, après le *Veto*, comme l'a

obtenait vingt-quatre. Aux scrutins suivants, les voix se portèrent encore plus nombreuses sur son nom.

Voyant sa candidature gagner du terrain, l'humble cardinal supplia par deux fois les cardinaux de ne point penser à lui. Ce ne fut que sur les instances réitérées de ses amis, que son consentement lui fut arraché et qu'il se résigna.

Le mardi, cinquième jour du conclave, le patriarche de Venise était nommé pape par cinquante voix.
(4 août 1903.)

cependant écrit M. de Bonnefon dans *Le Journal*, n° 9 janvier 1905,
« un candidat assez neutre pour ne déplaire à personne ».

DEUXIÈME PARTIE

LE DROIT

CHAPITRE PREMIER

Doctrines antérieures au XVIII^e siècle

Pie IV, en 1559, dans sa bulle *In eligendis*, s'élevait contre les *intercessionibus principum* et défendait aux cardinaux, en termes précis, tous pactes ou conventions par lesquels ils se lieraient d'avance aux instructions venant des cours étrangères.

L'ingérence espagnole dont s'alarmait, à juste titre, le pape Pie IV, ne devait cependant atteindre son apogée qu'un demi-siècle plus tard. A la fin du xvr^e siècle, le triomphe de l'intervention espagnole est, en effet, aussi complet que possible : ce n'est plus l'exclusion ; mais la désignation positive, à chaque conclave, de cinq ou six papes par le roi ; c'est à proprement parler l'inclusion, dont la seule base est le droit du plus fort.

Les premiers essais de résistance, comme les premiers débats sur la valeur juridique des interventions séculières, datent précisément de cette époque.

S'armant de courage, des théologiens romains osè-

rent présenter les agissements de Philippe II, comme une atteinte à la liberté et à la dignité du Conclave. Plusieurs d'entre eux conclurent qu'il y avait là une violation des lois canoniques et même une pratique simoniaque dont le Sacré-Collège devait à tout prix empêcher le renouvellement (1).

Cette opinion, bien entendu, ne pouvait que déplaire à Philippe II. Pour rassurer sa conscience, il résolut de soumettre la question à d'autres théologiens choisis par lui, et d'en obtenir une solution définitive.

Sur son désir, le dominicain Valencio, le jésuite d'Acosta et l'auditeur de Rote Pena se réunirent. La sentence que rendit ces docteurs ne satisfit sans doute point pleinement Sa Majesté Catholique qui réunit une seconde commission composée de deux confesseurs de la cour et du même jésuite d'Acosta. Sur ces entrefaites, Philippe II mourut.

Philippe III, dont la conscience n'était pas plus tranquille que celle de son père, constitua une troisième commission qu'il composa, pour plus de sûreté, de deux éléments, l'un laïque et l'autre ecclésiastique. C'était, d'une part, don Juan Idiaquez et le comte de Miranda ; de l'autre, le cardinal de Séville et le dominicain de Cordova.

1. « Tale l'arroganza ed insolenza dei Spagnuoli che ordinavo di dare legge al Collegio dei Cardinali che questa era tirrannide che da chi era amico della libertà ecclesiastica..... non era inalcuno « maniere da tollerarsi. » Manuscrit du conclave de 1590.

Les conclusions données par ces personnages furent les suivantes :

1° Le Roi Catholique pour sauvegarder ses intérêts, peut licitement exercer son influence sur l'élection du Pape ;

2° Il peut recourir tant à l'inclusion qu'à l'exclusion, pour empêcher qu'un cardinal indigne ne monte sur le trône pontifical ;

3° Il lui est permis, à cette fin, d'accorder des pensions et autres avantages, pourvu qu'il n'y ait aucun contrat enchaînant la liberté électorale des bénéficiaires (1).

Disons de suite que ces conclusions n'impressionnèrent guère le Sacré-Collège, car le 1^{er} avril 1605, Léon XI (Médicis) fut élu pape malgré les tumultueuses protestations du cardinal Avila, dépositaire du « secret » d'Espagne.

A qui d'ailleurs n'apparaîtrait pas évidente la non-valeur d'un jugement ainsi provoqué ?

Certes, les quatre commissaires qui le rendirent agirent en bons courtisans qu'ils étaient ; et sans doute, en tranquillisant sans plus tarder la royale conscience de leur souverain, ils lui évitèrent la peine de constituer une quatrième commission. Mais, il ne reste pas moins certain que prises dans leur sens

1. Gindely. « Zur Geschichte der Einwirkung Spaniens auf die Papst wahlen, » (Sitzb. d. Wiener Akad. Bd. 38.)

absolu, les conclusions susdites doivent être impitoyablement rejetées. L'idée primordiale de ceux qui les ont formulées est de reconnaître aux souverains d'Espagne un véritable droit dans l'élection pontificale. Or, il semble bien qu'avant de protéger les intérêts temporels et particuliers d'une nation, il faille sauvegarder les intérêts généraux de l'Église. Et peut-on soutenir que l'élection de son chef, ne soit point pour l'Église d'un intérêt essentiel ?

Personne, au xvi^e siècle, ne contestait la souveraineté du Saint-Siège ; le Pape était à la fois pontife et roi. Les intérêts de l'Église ne pouvaient donc se subordonner aux volontés d'une autre souveraineté. Sans doute, Philippe III était un prince catholique qui faisait sienne la cause de l'Église ; mais, il faut bien convenir qu'il y mettait de l'exagération et que l'indépendance du Saint-Siège était le dernier de ses soucis.

Quant aux membres du Sacré-Collège, il faut bien admettre, malgré tout, qu'ils réunissent, mieux que n'importe quel souverain, les qualités nécessaires pour élire celui que « devant Dieu, ils auront jugé « le plus apte à gouverner, avec fruit et utilité, « l'Église universelle » (1).

Les princes peuvent être tentés de favoriser l'élec-

1. « ... eum,quem Universali Ecclesiae fructuose utiliterque gubernandae idoneum secundum Deum indicaverint. »

Clément XII. Bulle : *Apostolatus officium*.

tion d'un cardinal ami, capable de servir dans la suite leurs ambitions politiques.

La responsabilité morale des cardinaux-électeurs est au contraire gravement engagée. Les membres du Sacré-Collège, en effet, avant chaque scrutin, doivent prêter le serment suivant : « Je prends à « témoin Notre Seigneur Jésus-Christ qui doit me « juger, que j'élis celui que, selon Dieu, je juge devoir « être élu..... »

Il est donc véritablement injuste qu'ils ne puissent choisir, sans les conseils de personne, celui qu'ils jugent le plus sage et le plus digne d'entre eux.

Néanmoins, ainsi que le fait justement remarquer Mgr Giobbio (1), si la commission réunie par Philippe III entendait simplement reconnaître au Roi Catholique un droit d'intervention officieuse ou d'amicale remontrance, l'époque où ces conclusions furent formulées obligeait le Saint-Siège à les tolérer. La prépondérance de l'Espagne en Europe était alors incontestée. Le Roi Catholique restait toujours le paladin dévoué de l'Église et le principal protecteur de ses droits contre les schismes, les hérésies et l'islamisme envahisseur. Ses vaisseaux portaient

1. « Al contrario, se dalla detta Commissione si è unicamente inteso « d'accordare ai Sovrani Cattolici una partecipazione officiosa, dotata « d'una perfetta legalità, le dati conclusioni possono tollerarsi, almeno « riguardo al tempo nel quale vennero formulati ».

Ad. Giobbio : *Austria, Francia...*, p. 40.

la croix dans des mondes nouveaux où les intérêts espagnols étaient ceux de la religion catholique. Les institutions politiques du royaume d'Espagne lui-même étaient étroitement liées à l'organisation ecclésiastique.

Dès lors, il était naturel que la plus grande cordialité régnât entre le Saint-Siège et la cour d'Espagne ; et, jusqu'à un certain point, l'influence espagnole pouvait être tolérée dans les conclaves.

Mais entre les limites de cette tolérance et celles du droit absolu que semblent devoir admettre les conclusions catégoriques de la commission, il y a un grand pas ; et il était nécessaire de le faire remarquer.

∴

L'une des premières discussions théoriques sur la valeur de l'intervention des princes, fut sans doute celle qui s'éleva en 1644, durant le Conclave qui amena l'élection d'Innocent XI.

D'après un rapport en date du 27 août du duc de Sayelli, ambassadeur de l'Empereur, le religieux jésuite Valentini, confesseur du Conclave, avait rédigé une note confirmant, en cette matière, les conclusions du cardinal Albornoz, plénipotentiaire espagnol. Le sens de cette note était celui-ci : « La confiance et la bonne harmonie doivent régner entre le Saint-Siège et les princes chrétiens pour amener la paix

« universelle et faire cesser les maux de la guerre.
« Le pape doit donc être choisi en vue de cette
« nécessité. Or les cardinaux seraient coupables
« devant Dieu, si, par l'élection inconsiderée d'un can-
« didat exclu par les couronnes, ils provoquaient une
« rupture entre la Papauté (1) et les souverains des
« grands états catholiques. »

Et l'auteur concluait à la soumission envers le roi d'Espagne et ses exclusions (2).

Le cardinal Rapaccioli répondait à cette consultation en s'élevant vivement contre la prétention de ne motiver l'exclusion que sur la seule volonté du roi d'Espagne. Ce souverain, disait-il, n'avait qu'à donner des motifs et à persuader les cardinaux par de bonnes raisons.... Agir autrement, de la part du Conclave, et accepter la doctrine du jésuite, ce ne serait pas seulement se mettre sous le joug de l'Espagne, mais ce serait conférer le même droit au roi de France, bien que celui-ci ne soit représenté que par cinq cardinaux en regard des vingt-cinq dont dispose l'Espagne (3). Il ne prétendait pas, d'ailleurs, s'opposer à toute exclusion ; mais, il soutenait que

1. Wahrmond. *Ausschliessungrecht*..., p. 135.

2. Cette note avait été rédigée pour soutenir l'exclusion que l'Espagne avait fait prononcer contre le cardinal Sacchetti.

3. Il faut se rappeler que le cardinal Rapaccioli écrit au milieu du xvi^e siècle, c'est-à-dire, à une époque où l'exclusion ne valait que par le nombre des cardinaux disposés à la soutenir.

recevable en certains cas déterminés, l'exclusion ne l'était pas toujours, et que même il fallait pour qu'il y ait obligation morale à en tenir compte, que le mal résultant de son rejet fût certain et évident (1).

La distinction que faisait ainsi le cardinal Rapaccioli est très exacte.

Quel est le fondement de la responsabilité des cardinaux ?

Est-ce le fait lui-même de l'exclusion, comme semblait le dire le jésuite Valentini ?

Non : le fondement de cette responsabilité, c'est le danger que pourrait faire courir à l'Église une élection jugée téméraire. Et le cas se présenterait si, par exemple, l'élection d'un candidat déterminé était, dans la suite, la cause d'un schisme pour un royaume. En cette conjecture, sans aucun doute, les cardinaux seraient tenus en conscience d'éviter pareille élection.

En 1655, lors de la seconde exclusion de Sacchetti, le cardinal Albizzi, théologien savant et indépendant rédige un traité dans lequel il combat l'exclusion, en développant les raisons que les canonistes font valoir en tout temps contre l'ingérence séculière dans les élections ecclésiastiques : « Les souverains, dit-il, ne
« peuvent, sans commettre une faute grave, s'op-
« ser à l'élection d'un cardinal quelconque au Pon-
« tificat suprême. Quant aux cardinaux qui, pour être

1. L. Lector. *Le Conclave*, p. 552.

« agréables aux Couronnes, donnent leurs suffrages
« à d'autres que ceux qu'ils jugent les plus dignes, ils
« pèchent mortellement (1). »

Et l'auteur, à l'appui de sa thèse, cite l'avis de nombreux docteurs.

Au cardinal Albizzi, répondit un autre théologien jésuite, le cardinal de Lugo. Partant du principe juridique communément admis, que le plus digne doit être jugé, non d'après ses qualités personnelles, mais par rapport au service de l'Église, le cardinal soutenait qu'élire un cardinal tenu en défiance par le plus grand monarque de la chrétienté, était un danger pour l'Église : « Si, ajoutait-il, les princes temporels
« ne peuvent prendre part à l'élection du pontife su-
« prême, rien, dans les canons et constitutions apos-
« toliques (2), ne leur défend de demander, dans des
« formes convenables, aux cardinaux amis ou sujets,
« de ne pas concourir à l'élection d'un candidat qu
« n'a pas leur confiance (3). »

Il concluait qu'il n'est pas juste de critiquer les cardinaux qui sont disposés à déférer au désir de Sa Majesté Catholique.

L'idée que développait ainsi le cardinal de Lugo

1. Ad. Giobbio: *Austria, Francia*....., p. 33.

2. Le cardinal de Lugo semble avoir oublié les dispositions contenues dans les bulles *In Eligendis* et *Aeterni patris* cependant déjà publiées.

3. Wahrmund. *Beiträge*, p. 18.

se retrouve dans les instructions que donnait, plus tard, Louis XIV à ses représentants, le duc de Créquy et le duc de Chaulnes. « Il est certain, écrivait le « Roi, que si les choses passaient par la raison, les « cardinaux devraient bien se garder de jamais élire « pour Pape un sujet qui serait formellement exclu « par le roi de France, ni même par celui d'Espa- « gne, pour les grãnds maux qui pourraient arriver « à la religion, si l'un ou l'autre n'aquiesçait pas à « l'élection (1). »

Il est à remarquer que ces notes, mémoires ou traités du xvii^e siècle, n'ont encore en vue que l'exclusion matérielle des voix sous la forme publique et ouverte. La conception juridique du « *Veto* péremptoire » n'apparaît qu'au xviii^e siècle ; et c'est seulement à partir de cette époque que vont s'élaborer des théories plus scientifiques.

1. Hanotaux. *Recueil des instructions aux ambassadeurs de France*, p. 129.

CHAPITRE II

Théorie historiste.

Au XVIII^e siècle seulement, fut tenté l'examen scientifique de l'origine et de la nature du *Veto* d'exclusion.

A cette époque, on prétendit en faire au profit des couronnes d'Autriche, d'Espagne et de France, la continuation de l'ancienne prérogative impériale d'intervention.

D'autres auteurs, comme Adarzo, évêque de Vigevano, essayèrent de présenter le *Veto* comme un droit impérial exclusivement réservé à la couronne des Habsbourg. L'exclusion de l'Empereur, disaient-ils, a seule le caractère d'un droit juridique et réel, parce qu'il l'exerce en vertu de son « droit d'advocatie », — *Advocatus Ecclesie Romanæ* (1), — hérité

1. Estor. *Commentatio de jure Exclusivæ*. Ienæ, 1740.

Kemmerich. *De jure Aug. Imperatoris circa constituendum Ecclesiæ Romanæ Caput*. Ienæ, 1740.

de Justinien et de Charlemagne : celle de la France et de l'Espagne n'est qu'un acte d'usurpation, toléré pour des motifs d'opportunité politique. Le droit qu'a le Chef du Saint-Empire d'intervenir dans l'élection du Chef de l'Église n'est soumis à aucune restriction : toute élection faite au mépris du *Veto* de l'Empereur est invalide, et le nombre des exclusions impériales n'est pas limité ; c'est donc un droit absolu et général.

Cette thèse très exagérée, ne fut, fort heureusement pour l'Église, jamais mise en pratique. D'ailleurs, il faut bien remarquer que si le « droit d'advocatie » est vraiment l'origine juridique du *Veto* d'exclusion, le chef du Saint-Empire n'en est pas l'unique héritier. Sans doute, l'empereur d'Autriche est, depuis Rodolphe de Habsbourg, le successeur de Charlemagne et des princes francs, comme chef du Saint-Empire romain. Mais les rois de France, par les Carlovingiens, ne sont pas moins les successeurs de Charlemagne ; et c'est encore par Charles-Quint et la maison d'Autriche, que les rois d'Espagne prétendent succéder à une part d'héritage du grand Empereur.

Cependant, cette dernière thèse, est, au point de vue qui nous occupe, tout autant dépourvue de va-

Buder. *Vindiciæ juris imperatorii adversus Urbis Romæ Episcopos*. Ienæ, 1719.

Burchard Maii. *De R. P. Electione Cæsarumque circa eam jura*. Kiel, 1729.

leur que la précédente. Le simple exposé des faits prouvera même aisément, que le *Veto*, tel qu'il s'est développé et exercé durant quatre siècles, n'a juridiquement et historiquement parlant, aucun rapport avec les droits d'ingérence que les empereurs d'autrefois revendiquèrent dans l'élection papale.

Bien que la primauté du Pontife romain sur toute l'Église, fût reconnue dès l'origine, l'évêque de Rome fut longtemps élu par les moyens en usage pour les autres évêques. Le « clergé et le peuple de Rome » formèrent donc le premier collège électoral chargé du choix d'un nouveau pape. Les limites de leurs attributions respectives dans l'élection, durant les trois premiers siècles de l'ère chrétienne, restent encore biens confuses.

Au ^v^e siècle, le rôle décisif appartient certainement aux évêques. C'est alors un système d'élection à deux ou trois degrés où le peuple pose les candidatures et les notables laïques, les listes de candidats : les évêques déterminent ensuite le choix définitif de l'élu.

Ce système demeure sensiblement le même jusqu'au milieu du ^x^e siècle. Mais le droit de chacun était loin d'être fixé avec une parfaite clarté et une

entière certitude. De plus, le collège électoral était trop vaste. Il comprenait, en effet, une masse confuse de clercs et de laïques sans compétence ni vertus éprouvées, au sein de laquelle on vit bientôt des ambitieux chercher par tous les moyens à recruter des partisans, et se faire illégitimement proclamer évêques de Rome. Les schismes « d'antipapes » et les interventions séculières qui s'ensuivirent, furent ainsi les résultats logiques du mode défectueux des élections papales.

Boniface I, en 418, eut les plus grandes peines à triompher de son antipape, le diacre Eulalius, qu'une faction soutenue par le préfet de Rome, avait élu en concurrence avec lui et installé de force au Latran.

« Il fallut, dit l'auteur du *Conclave* (1), pour assurer l'autorité régulière de Boniface, que l'empereur « Honorius, alors résidant à Ravenne, évoquât l'affaire à son tribunal et sévit contre les résistances « obstinées d'Eulalius et de ses partisans. Afin d'empêcher, après lui, le retour de semblables désordres, le vieux pontife crut devoir écrire à l'Empereur pour le prier de veiller à ce que, sous son règne, l'Église eût, comme sous les Césars païens, la liberté de maintenir ses anciennes règles. Par un rescrit, Honorius décida qu'en cas d'élection contestée entre deux prétendants, aucun d'eux ne

1. L. Lector, *Le Conclave*, p. 18.

« serait évêque ; mais seulement celui qu'une nouvelle élection désignerait d'un consentement universel. »

Cette décision ne visait, on le voit, que le cas exceptionnel d'une élection contestée et indécise, et l'on ne trouve guère, dans l'histoire, qu'elle ait eu une grande portée pratique.

Quoi qu'il en soit, c'est le premier exemple que l'on rencontre d'un prince s'intéressant à l'élection des papes.

En 533, le pape Jean II commet la faute d'invoquer l'appui de la cour ostrogothe de Ravenne, en lui reconnaissant le droit d'approuver les élections pontificales moyennant le paiement d'un tribut (1).

En 553, Justinien, redevenu maître de l'Italie à la suite des victoires de Bélisaire et de Narsès, impose définitivement à la papauté, par l'approbation impériale de l'élection (2), une entrave que cinq siècles plus tard, le génie et l'inébranlable fermeté d'un Hildebrand réussiront seuls à briser.

1. Ce tribut fut maintenu dans la suite et fixé au chiffre considérable de 3.000 sous d'or.

2. Pour l'élection du pape Pelage I, Justinien imposa un cérémonial qui impliquait la nécessité d'attendre la confirmation impériale avant que l'Elu pût recevoir la consécration épiscopale. Dans l'interval, celui-ci ne pouvait pas prendre possession du siège pontifical, qui en attendant, devait être gouverné par un triumvirat ecclésiastique.

Après la mort de Justinien, les papes ne cessent de lutter contre l'intervention des princes dans leur nomination. D'ailleurs, l'autorité des empereurs byzantins s'affaiblit singulièrement en Italie, devant l'invasion grandissante des barbares.

En 685, le pape Jean V se fait ordonner sans attendre le « placet » de l'Empereur. Pendant plus d'un siècle, les chefs de l'Église sont ensuite élus librement par le peuple et le clergé de Rome.

Charlemagne, sur la tête duquel, Léon III, le jour de Noël l'an 800, a posé la couronne de l'Empire d'Occident, trouve plus digne de ne point revendiquer le privilège d'intervention.

Son fils, Louis le Débonnaire, proclame à son tour le droit des pontifes romains à la liberté de leur élection et de leur consécration.

Mais en 824, le droit impérial d'intervention renaît sous la forme d'un contrôle diplomatique. L'élection quelque peu agitée d'Eugène II, engage Louis le Débonnaire à envoyer à Rome son fils Lothaire qu'il s'est associé pour le gouvernement de l'empire. Entre le jeune prince et le pape, se conclut une sorte de concordat dont le sens nous est connu par le texte du serment que se prêtèrent réciproquement les deux souverains. Lothaire jure que « nul ne fera obstacle à l'élection du pontife, celle-ci appartenant aux seuls Romains, conformément aux constitutions anciennes. » Le pape, de son côté, fait prê-

ter au clergé le serment suivant : « Je promets fidé-
« lité aux empereurs Louis et Lothaire.....je promets
« de ne consentir jamais, pour autant qu'il sera en
« moi, à ce que l'élection du pape, sur ce siège ro-
« main, se fasse autrement que selon les canons et la
« justice, ni que l'élu soit consacré avant que, en
« présence du peuple et *de l'envoyé de l'Empereur*,
« il ait fait un serment semblable à celui que le pape
« Eugène, pour l'avantage de tous, a fait et prescrit. »

Soixante ans plus tard, Adrien III révoque la constitution d'Eugène II et déclare que désormais « le pontife élu sera consacré librement » sans l'intervention d'ambassadeurs impériaux.

En 898, le pape Jean IX rétablit la tutelle impériale sur l'élection des pontifes : « Nous statuons, « dit-il, qu'à l'avenir, l'élection du pape se fera par « les évêques et par le clergé en présence du sénat « et du peuple ; mais sa consécration ne pourra être « faite qu'en présence des députés de l'Empereur qui « veilleront à en maintenir la liberté. »

Jean XII, en 961, par un décret, confirme et accentue davantage encore le droit de confirmation.

Le pape allemand Clément II, en 1046, pousse même la faiblesse jusqu'à consentir à ce que dorénavant, non seulement, la consécration, mais encore l'élection des pontifes romains ne puisse se faire qu'en présence de l'Empereur lui-même.

Le système électoral, tel qu'il s'était développé

depuis six siècles, produisait ainsi son dernier fruit, et l'immixtion impériale en arrivait à cet empiétement inouï : la nomination du pape par l'empereur d'Allemagne.

En 1059 enfin, le pape Nicolas II, inspiré par le moine Hildebrand, réalisa dans sa célèbre bulle *In nomine Domini*, la grande réforme des élections papales. Le but qu'il se proposait était avant tout de rendre l'élection absolument indépendante. Hildebrand conseillait de restreindre la composition du corps électoral en n'admettant à voter que l'élite des plus éminents, des plus purs des clercs, et de l'élargir en même temps, en choisissant cette élite, non seulement dans le peuple romain, mais dans tout l'univers catholique.

A cet effet, la nouvelle bulle décida que seuls, dorénavant, les cardinaux-évêques devaient décider de l'élection pontificale.

L'indépendance absolue de l'élection, l'irréprochable qualité des électeurs, la papauté reflétant l'universalité de l'Église » : tels étaient les points principaux de cette nouvelle et importante réforme.

Quant à l'ancien droit de confirmation reconnu à l'Empereur, une phrase de la bulle, habilement préparée, tout en ne le supprimant pas, en mesurait exactement la portée : « L'élection même d'un étranger, « se fera avec le respect dû à notre cher fils Henri « qui, pour le moment, est déjà roi de Germanie, et

« qui, nous l'espérons, sera empereur, comme nous
« le lui avons déjà concédé, ainsi qu'à ses succes-
« seurs qui auront obtenu personnellement ce droit
« du Siège apostolique (1). »

Le droit de confirmation, ainsi présenté, diffère totalement du droit antérieurement imposé à la papauté par l'empereur Justinien. Ce n'est plus même, un droit régalien inhérent au trône de Germanie, mais un privilège exclusivement attaché à la couronne de Charlemagne. Or, celle-ci n'est pas nécessairement héréditaire, car la dignité impériale n'est qu'une concession pontificale et concordataire, faite non à une dynastie, mais personnellement à un prince que le Pape choisi pour défenseur, protecteur ou « avoué » de l'Église.

Le Pape espère que son choix se portera sur le jeune roi de Germanie Henri ; il lui en a même déjà fait la promesse, mais encore, faudra-t-il que le prince mérite personnellement l'exécution de cette promesse. Chacun de ses successeurs se trouvera dans le même cas, et devra préalablement venir en

1. Les termes mêmes de la bulle étaient les suivants :

« Eligatur autem de ipsius Ecclesiæ gremio si reperitur idoneus,
« vel si de ipsâ non invenitur ex aliâ assumatur ; salvo debito honore
« et reverentiâ dilecti filii nostri Henrici qui impræsentarium Rex
« habetur et futurus Imperator, Deo concedente, speratur sicut jam
« sibi concessimus et successoribus illius, qui ab hâc Apostolicâ Sede
« personaliter hoc jus impetraverint. »

personne à Rome recevoir de la main du Pape, la couronne impériale.

Les papes qui succèdent à Nicolas II et à Hildebrand, qui est lui-même proclamé pape en 1073 sous le nom de Grégoire VII, notifient correctement à l'Empereur leur élection.

Brusquement, à cette époque, l'empereur Henri IV se ravise, et refuse d'observer plus longtemps les conditions du décret de Nicolas II. La confirmation pure et simple d'une élection faite sans son concours ne lui suffit plus : il entend désormais, nommer lui-même le Pape.

Sans hésiter, il prononce la déchéance de Grégoire VII, et l'archevêque de Ravenne, sous le nom de Clément III, inaugure une série de cinq antipapes impériaux sous le couvert desquels, Henri soutiendra la longue lutte de l'Empire revendiquant contre le Sacerdoce l'investiture des abbayes, des évêchés, de la papauté elle-même. L'antique privilège de confirmation comme toutes les autres prétentions impériales, sombre pour toujours dans cette fameuse querelle d'où l'Église, après un demi-siècle de combats incessants, sort enfin libre et triomphante.

Le concordat de Worms, qui clôt la lutte, reconnaît la liberté de l'élection et de l'investiture spirituelle des ministres de l'Église ; mais il ne fait aucune mention du droit de confirmation des élections

papales. Jamais plus depuis cette époque, il ne fut question de l'ancien privilège impérial.

Telle fut, jusqu'au jour de sa disparition définitive, la vie tourmentée d'une institution dans laquelle on voudrait aujourd'hui retrouver l'origine juridique de notre *Veto* moderne. Mais, comment admettre que cinq cents ans plus tard, l'antique droit impérial, éteint depuis si longtemps, soit un beaujour ressuscité sous la forme de l'exclusion secrète timidement pratiquée par les souverains catholiques?

Tout porte à croire qu'un phénomène aussi extraordinaire ne s'est pas produit, et que, bien plus naturellement, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, les dispositions contenues dans la bulle *Licet devitandâ discordiâ* d'Alexandre III, constituent l'unique source des ingérences séculières de cette époque.

Le *Veto* moderne, d'ailleurs, ne ressemble en rien à l'ancienne intervention des empereurs. Au lieu d'une approbation postérieure à l'élection, et qui tenait en suspens la consécration du nouveau pape, le *Veto* s'exerce au sein même du collège électoral, avant que le scrutin ait donné son résultat.

Aucun lien ne paraît donc rattacher le droit d'exclusion moderne au droit de confirmation impériale d'autrefois.

CHAPITRE III

Théorie régaliennne.

D'autres docteurs allemands tentent plus tard de nous présenter le *Veto* comme un droit régalien. Inhérent à toute souveraineté politique et basé sur la nature même des choses, le *Veto* d'exclusion dériverait non seulement du droit, mais aussi du devoir qu'ont les princes de parer d'avance aux périls que pourrait entraîner l'élection d'un pape hostile (1).

Cette théorie du *Veto*, considéré en quelque sorte comme le droit de légitime défense des nations, fut renouvelée dans les dernières années du règne de Pie IX, quand la santé chancelante de ce pontife faisait prévoir un prochain conclave.

A ce moment, le prince de Bismarck ouvrait le

1. Ley. *Quid de Exclusivâ quam Imperator darẽ solet.*

Ap. Barthel. *Opuscula juridica.* Bamberg, 1771.

Hammer. *De jure Principis Catholici circa Sacra.*

Ap. Schmidt. *Thesaur. jur. eccles.* Heidelberg, 1774.

« Kulturkampf » et rêvait d'exercer sa pression sur la Papauté elle-même (1).

Le 12 mars 1872, il adresse à ses agents diplomatiques une circulaire dans laquelle il disait, qu'étant donnés les changements introduits dans l'Église par les décisions du Concile du Vatican, tous les gouvernements avaient acquis le droit de s'entremettre désormais dans les opérations du Conclave : « Avant
« que les gouvernements, disait-il, attribuent une
« semblable situation à un pape quelconque et l'auto-
« risent à exercer ces droits, ils doivent se demander
« si son élection et sa personne présentent les garan-
« ties qu'ils sont en droit d'exiger contre l'abus d'un
« pareil pouvoir (2). »

Et l'Allemagne s'efforce à cette même époque, par voie diplomatique, d'attribuer à toutes les puissances, le droit d'exclusion.

Or, parmi celles qui prétendent au partage de ce privilège, se trouvent l'Italie, adversaire du Saint-Siège, l'Allemagne, en lutte avec les catholiques, les États-Unis, l'Angleterre et la Russie, étrangères au catholicisme.

1. Le 14 juin 1872, Windhorst, chef du centre catholique, prononçait à la tribune parlementaire ces graves paroles : « Il s'agit d'une
« lutte de vie ou de mort : on veut organiser une Église nationale,
« séparer les catholiques du Saint-Siège, les tenir sous le bâton et
« essayer au prochain conclave de détruire ou fausser la Papauté. »

2. Ad. Giobbio, *Op. cit.*, p. 20.

Néanmoins, en février 1873, la *Post* organe de la chancellerie de Berlin, estime que le moment est venu pour les gouvernements « d'établir un accord « général ayant pour but de déterminer les conditions du Conclave et de la validité des actes du Pape « vis-à-vis des puissances ».

..

La base de ces prétentions, restées d'ailleurs dans le domaine spéculatif, reposerait donc sur cette idée de droit naturel : tout gouvernement a le devoir, par le fait même qu'il existe, de parer à l'avance aux dangers qui le menacent. Et on en déduirait, qu'il est nécessaire de lui reconnaître le droit d'empêcher l'élection d'un pape hostile.

Théologiquement, cette opinion n'est point soutenable : Jésus-Christ, en fondant l'Église catholique, n'a conféré aux laïques aucun pouvoir sur Elle, et l'Écriture Sainte exclut toute ingérence séculière directe ou indirecte : « Posuit Spiritus Sanctus Episcopus regere Ecclesiam Dei. » Or, le premier d'entre les évêques, semble-t-il, est bien l'évêque de Rome, le vicaire de Jésus-Christ. Personne ne peut donc prétendre intervenir valablement dans son élection(1).

Mais, au point de vue du droit, la théorie qui nous

1. Ad, Giobbio, *op. cit.*, p. 21.

occupe ne semble point pouvoir être justifiée d'avantage.

Sans invoquer, comme l'ont fait certains écrivains en cette matière (1), le grand principe de non-intervention des états, principe d'ailleurs absolument erroné (2), disons simplement que le *Veto* d'exclu-

1. Vidal, *op. cit.* p. 108

2. M. le professeur Pillet, dans une étude intitulée : *Recherches sur les droits fondamentaux des États : dans l'ordre des rapports internationaux et sur la solution des conflits qu'ils font naître* prouve de la façon la plus décisive, la fausseté du principe de non-intervention.

M. Pillet s'élève d'abord avec force, contre le prétendu droit d'indépendance de l'État : « Ce droit, dit-il, n'existe pas, ou, ce qui revient au même à notre point de vue, n'existe que sous la réserve « des droits de la communauté internationale, sous la réserve du droit « des gens. »

Et après en avoir montré toutes les inconséquences il ajoute : « Que « devient alors le fameux principe de non-intervention ? A mon avis, « la situation est fort simple à cet égard. Il n'y a pas de principe de « non-intervention, il n'y a pas davantage de principe d'intervention. « L'intervention est la sanction du droit, et non pas le droit lui-même. « Aussi longtemps que l'État observe soigneusement ses devoirs « internationaux, toute intervention dans ses affaires intérieures ou « extérieures est illégitime ; ce serait une atteinte injustifiée à sa « souveraineté. Dans le cas contraire, et s'il méconnaît quelqu'un de « ses devoirs, l'État lésé par cette violation du droit peut très juste- « ment intervenir dans les affaires soit intérieures, soit extérieures « de la nation qui l'a offensé. Cette intervention est alors le seul « moyen qu'il ait d'exiger la réparation qui lui est due ; elle apparaît « comme complément nécessaire de son droit. »

sion, ainsi entendu, méconnaîtrait, de la façon la plus formelle, la souveraineté du Saint-Siège.

Mais, la Papauté constitue-t-elle encore une souveraineté ?

On a élevé des doutes sur l'existence de ce caractère ; certains le nient complètement, d'autres tâchent d'en fausser la nature.

M. Bompert (1), en particulier, s'est acharné à présenter la souveraineté du Pape, comme une souveraineté purement honorifique, de faveur, de marque de bienveillance, dépourvue absolument de tout caractère juridique.

Il nous est impossible d'adhérer à une telle théorie. Nous croyons que le Pape est resté, depuis 1870, une personne internationale, soumise comme telle à toutes les obligations du droit international et pouvant aussi en invoquer tous les droits. Et nous le croyons, parce que l'Église catholique, elle-même, est vraiment une personne juridique internationale.

Sans doute, l'Église catholique n'est pas un État, pas plus d'ailleurs qu'elle ne constitue un peuple ou une nation. Elle n'est pas un État parce qu'elle n'a pas de territoire (2), pas d'armée, pas de finances publiques ; mais, de là à conclure qu'elle ne peut pas

1. *La Papauté en droit international*. Paris, 1888.

2. En 1869, les États de l'Église comptaient encore 720.000 habitants répartis sur une surface de 12.000 k.

être une personne juridique internationale, il y a un abîme.

Pour être autorisé à formuler cette conclusion, il faudrait démontrer que, seuls, les États peuvent former des personnes juridiques internationales, et sur ce point, on ne rencontre que de simples affirmations purement conjecturales (1).

C'est ainsi que M. Bluntschli, dans son ouvrage intitulé *De la responsabilité du Pape et de son irresponsabilité*, nous dit que « la souveraineté proprement dite n'est point une notion religieuse ou

1. On ne peut, en effet, soutenir :

1) Que la reconnaissance par le droit international de la personnalité de l'État n'a d'intérêt qu'en ce qui concerne la souveraineté territoriale : en fait, la *souveraineté personnelle* de l'État est au moins aussi souvent engagée dans les litiges internationaux que sa souveraineté territoriale.

2) Que pratiquement, on n'a pas d'exemple de reconnaissance d'une société qui n'aurait pas de territoire, une armée, un système d'impôts : l'empire d'Allemagne est bien une personnalité internationale, et cependant (abstraction faite de l'Alsace-Lorraine, dont la situation est tout à fait exceptionnelle), cet empire n'a pas de *territoire*, ou bien, il faudrait persuader à la Saxe, à la Bavière, au Wurtemberg et aux autres États similaires qu'ils ont cédé à l'Empire tout ou partie de leur territoire, ce qu'ils admettraient sans doute difficilement.

Ces mêmes pays n'ont plus d'*armée* qui leur soit propre ; ils ont cependant une personnalité distincte de celle de l'Empire.

La principauté de Monaco n'a pas d'*impôts* ; elle est cependant, sans aucun doute, une personne internationale.

Article de M. Pillet, *Sirey*, 1895, 2^e partie, p. 58.

« ecclésiastique ; mais une notion de droit public...
« Jadis le pape avait droit à cette souveraineté en sa
« qualité de roi des États de l'Église. Depuis leur sécu-
« larisation, il n'est plus chef d'État et ne peut donc
« plus être tenu pour personne souveraine dans le
« sens propre... La souveraineté ecclésiastique que
« réclament les papes n'est pas plus une notion de
« droit public que ne saurait l'être par exemple l'af-
« firmation d'un grand philosophe qu'il est la pre-
« mière autorité scientifique du monde ou de l'épo-
« que (1). »

La réponse à ce dernier argument nous paraît aisée : le droit international public sanctionne et consacre, non des prétentions fantaisistes, mais des faits, des réalités.

En *fait*, une seule chose est nécessaire pour qu'une personnalité juridique se fasse reconnaître par le droit international : c'est qu'elle *existe*, c'est qu'elle *soit*; et l'on doit dire que les moyens employés par elle pour assurer son indépendance et son autonomie, au regard de tout pouvoir humain, importent peu. Il faut bien reconnaître, en effet, que la possession d'un territoire est, bien moins qu'on ne croit, pour un grand nombre d'États, la cause de leur personnalité internationale : somme toute, cette possession de territoire ne continue à être assurée que par le jeu de forces

1. Cité par Imbart-Latour. *La papauté en droit international*, p. 10.

morales politiques, combinaisons d'alliance, de neutralité, ou exigences d'équilibre entre puissances tierces.

Et il suffit de regarder un instant la carte d'Europe, pour apercevoir immédiatement la justification de cette pensée. Pour les États de second ordre, il est vrai de dire que la sauvegarde de leur existence et de leur autonomie se trouve, non pas dans leur force propre et dans leur possession territoriale, mais dans les combinaisons politiques qui dominent la diplomatie de l'Europe.

De nos jours, de savants jurisconsultes, parmi lesquels il faut citer en première ligne : MM. Bureau Chrétien (1) et Pillet, ont défendu le caractère juridique de la souveraineté pontificale.

« La souveraineté du Saint-Siège, dit M. P. Bureau (2), a toujours eu une existence réelle et objective. Aux époques de la lutte, elle s'est affirmée avec énergie ; et on ne saurait prétendre que le Pape qui distribuait les couronnes, n'était pas au moins l'égal de ceux qu'il y appelait. Lorsque Grégoire VII dépose Henri IV (1076), Alexandre III,

1. V. la définition de la souveraineté par M. Chrétien : La papauté et la Conférence de la Paix », *Rev. génér. de D. I. P.*, 1899, t. IV, p. 286.

2. Paul Bureau : La papauté en droit international à propos d'un livre récent (d'Imbart-Latour). *Bulletin de l'Institut catholique de Paris*, 5^e année, février 1894, p. 81-82.

« Frédéric I^{er} (1168), Grégoire IX, Frédéric II (1234),
« Innocent III, Jean d'Angleterre (1212), peut-on dire
« que la Papauté ne doit les privilèges souverains
« dont elle jouit qu'à la faveur et à la bienveillance
« de celui qu'elle dépouille de sa couronne ; et l'his-
« toire ne nous montre-t-elle pas, au contraire, la
« perpétuelle résistance des revendications du Pape
« sur le temporel ?... Je sais bien que le droit mo-
« derne n'a pas admis la doctrine de Grégoire VII et
« de Boniface VIII sur le rôle international de la
« Papauté ; mais la puissance souveraine de la Pa-
« pauté, bien qu'elle se manifeste sous des formes
« différentes, ne s'impose pas moins aux États civili-
« sés. Qu'ils le veuillent ou non, les gouvernements
« européens sont forcés de reconnaître cette autorité
« supérieure, et le mauvais vouloir de plusieurs d'en-
« tre eux ne fait que mieux attester l'indépendance
« pontificale. Ce n'est pas par bienveillance pour la
« Papauté que l'Italie a voté et maintient la « loi des
« garanties » ; bon gré, mal gré, elle a dû respecter
« une indépendance qui existait en dehors d'elle et
« qu'elle était incapable de supprimer. »

Tout le long de l'histoire, en effet, la Papauté ap-
puie son existence internationale, non sur la bien-
veillance des gouvernements, mais sur le sentiment
profond des peuples, sur le *consensus* des intelli-
gences, sur le témoignage persévérant et toujours
maintenu de la conscience universelle.

C'est sur ce fonds de résistance, que repose la personnalité juridique internationale de l'Église catholique ; d'ailleurs, une étude analytique prouve surabondamment que, pour des raisons identiques, cette personnalité doit être accordée à l'Église catholique comme aux autres États.

Dans un remarquable article (1), M. le professeur Pillet, à qui nous cédon's volontiers la place, écrit d'une plume autorisée : « Une personnalité distincte
« n'est reconnue aux États que parce que cette re-
« connaissance est nécessaire à l'entretien du com-
« merce international avec eux, et que cette nécessité
« elle-même, a sa base dans cette circonstance qu'un
« État, par rapport à un autre État, est une commu-
« nauté *distincte, indépendante et organisée*, avec
« laquelle il est impossible de traiter autrement que
« d'égal à égal, et en lui reconnaissant une person-
« nalité analogue à celle que l'on revendique pour
« soi-même. De ces trois caractères, résultent à la fois
« et la possibilité, et la nécessité de la reconnaissance
« de l'État. Ces trois qualités se rencontrent égale-
« ment dans l'Église catholique : elle est *distincte*
« de tout État par le caractère universel de sa mis-
« sion, aussi bien que par l'objet spirituel de son ins-
« titution ; elle est *organisée*, et sa hiérarchie est
« généralement considérée comme la plus parfaite

1. *Sirey*, 1895, 2^e partie, p. 58.

« qui soit ; elle est *indépendante* à ce point que l'im-
« mixtion d'un tiers dans ses enseignements ou dans
« son ministère, serait contraire à son dogme et des-
« tructive de son action.

« Quelles que différences que l'on puisse relever
« entre l'État moderne et l'Église catholique, il est
« strictement vrai que les mêmes motifs qui légitimi-
« ment et nécessitent dans l'État la reconnaissance de
« sa personnalité juridique, militent avec autant de
« force pour cette reconnaissance au profit de l'Église
« catholique ; l'accordant à l'un, on ne peut sans
« une inconséquence grave la refuser à l'autre.

« C'est sur cette base seule que le commerce entre
« l'Église et l'État peut se poursuivre, et chaque État
« se trouve dans l'alternative de proscrire le catho-
« licisme ou de reconnaître à l'Église catholique une
« personnalité juridique internationale. »

Sans aucune hésitation, nous voulons donc admettre que l'Église catholique est une personne internationale et que le Pape est un souverain, au même titre que toute autre personne investie de cette suprême dignité, comme chef d'une communauté distincte, indépendante et organisée.

La pratique des relations internationales n'a d'ailleurs jamais partagé l'indécision de la doctrine. Elle a toujours traité le Pape en souverain.

Le Souverain Pontife envoie des ambassadeurs auprès des puissances et réciproquement, il en reçoit

d'elles. Il y a au Vatican les ambassadeurs de l'Autriche, de l'Espagne, du Portugal, de Monaco, de l'Allemagne, de la Russie, de la Belgique, de la Bolivie, du Brésil, de l'Équateur, du Chili, de la République Argentine, du Pérou et de tous les autres États du Sud américain.

La protestante Angleterre elle-même, qui jadis n'avait jamais voulu entretenir des rapports avec la cour de Rome a envoyé, à diverses reprises, des agents ou des négociateurs auprès de Léon XIII.

Un nonce apostolique représente le Saint-Siège dans la plupart de ces pays, qui, presque tous, ont leurs affaires ecclésiastiques réglées par des concordats : ces actes ont les mêmes caractères que les traités.

Les souverains continuent à traiter le Pape en égal. Ils lui accordent même des honneurs supérieurs à ceux qu'ils revendiquent eux-mêmes.

Les événements de 1870 n'ont donc amené aucune modification substantielle dans la situation internationale du Chef de l'Église.

Sans doute, la « loi des garanties » du 13 mai 1871, promulguée après la prise de Rome, ne reconnaît pas, en principe, la souveraineté du Saint-Siège (1) ; quoiqu'en fait, elle en admette l'exercice ; mais cette loi

1. L'administration italienne ne manque jamais, paraît-il, lors de chaque élection, de faire remettre au Pape sa carte d'électeur.

n'est qu'une loi italienne, elle n'a qu'une valeur toute subjective. Le Pape ne l'a d'ailleurs pas acceptée, et le Droit des gens semble en ignorer l'existence.

Ainsi, au point de vue international, la souveraineté de la Papauté existe : c'est un fait vivant, indéniabie.

Comment admettre, dès lors, qu'au mépris du Droit des gens, certaines puissances aient pu songer « à déterminer les conditions du Conclave et de la validité des actes du Pape » afin de « parer à l'élection d'un Pape hostile » ?

Si, au cours des temps, l'Église catholique a cru devoir tolérer le *Veto*, de la part de nations amies; elle seule aujourd'hui, se trouve encore avoir le droit ou d'en étendre l'exercice ou d'en prononcer à jamais la déchéance.

C'est aux seuls cardinaux, que le Droit constitutionnel de l'Église confie l'élection du Souverain Pontife. Nul autre qu'eux ne doit donc y prendre part.

Et si grave que soit la répercussion politique de la nomination du successeur de Saint-Pierre, cet acte doit s'accomplir en toute indépendance ; alors surtout, que dépourvue de toute force matérielle, l'Église n'a que la Justice et le Droit pour gardiens de son autonomie et comme défenseurs de son existence.

CHAPITRE IV

Théorie coutumière

Quelques écrivains catholiques, formant ce qu'on appelle à Rome l'*École traditionnelle*, dénieient au *Veto* d'exclusion les caractères d'un droit strict et absolu pour les gouvernements ; mais, il serait impossible, d'après eux, de ne pas considérer le *Veto*, comme une *pratique raisonnablement introduite et légitimement exercée*.

Il ne faut voir, disent-ils, dans le *Veto*, qu'un avis pacifique dont l'unique but est de maintenir la concorde et la paix entre le Saint-Siège et les puissances catholiques. Les cardinaux restent toujours libres de prendre en considération cet acte des souverains ou de passer outre, et demeurent juges du bien-fondé de ces remontrances ; mais en pratique, ce peut être pour eux une obligation de prudence et de conscience d'en tenir compte. Ils font, en effet, le serment d'élire celui qu'ils jugent le plus digne et le plus apte au gouvernement de l'Église ; or, ils savent tous très

bien, qu'un pape, s'il est l'objet des préventions d'un ou de plusieurs souverains catholiques, ne pourra gouverner « avec fruit et utilité » l'Église universelle.

Il peut donc y avoir pour la conscience des cardinaux obligation de prudence à déférer au *Veto*; mais jamais obligation de justice (1).

Sans énoncer de suite les raisons qui, selon nous, militent contre la légitimité de l'exercice du *Veto* et contre le bien-fondé de son introduction dans la pratique, nous voulons, dès à présent, signaler une inconséquence de cette doctrine traditionnelle. Une « pratique raisonnablement introduite et légitimement exercée » ressemble, en effet, singulièrement à une coutume. Or la coutume, en droit constitutionnel comme en toute autre matière, a force de loi. Contrairement à ce que prétend l'École traditionnelle, il y a donc pour les cardinaux-électeurs, non seulement obligation de prudence à déférer au *Veto*, mais aussi obligation de justice.

Plus hardi que les partisans de l'École traditionnelle, le Dr Wahrmund en publiant sur l'histoire des conclaves et sur l'exercice du *Veto* des puissances catholiques une série de documents tirés des Archives de Vienne et du Vatican, a formulé nettement l'opinion que l'usage de l'exclusion a revêtu, par la

1. Ad. Giobbio: *Op. cit.*, p. 21.

suite des temps, le caractère d'un véritable droit coutumier.

C'est sur cette thèse que le comte Goluchowski basa son exposé du 16 décembre 1903 dans lequel il essaya de justifier le *Veto* opposé par l'Autriche à l'élection du cardinal Rampolla.

Le *Veto*, dit-il en substance, bien qu'il ne résulte pas d'une loi et qu'il n'ait jamais été reconnu par le Saint-Siège, n'en est pas moins un véritable droit *consuetudinaire*, en ce sens qu'il découle d'une habitude qui s'est établie au cours des siècles. Et le ministre austro-hongrois cite les diverses époques où l'Autriche, l'Espagne et la France firent usage du *Veto*. Bien que l'Église n'ait jamais reconnu expressément le droit de *Veto*, elle en aurait, d'après le comte Goluchowski, admis la raison d'être, puisque le Sacré-Collège a pris en considération les oppositions formulées. Cette raison d'être résiderait dans les intérêts mêmes de l'Église qui doit comprendre la nécessité où elle se trouve d'entretenir les meilleurs rapports possibles avec toutes les puissances catholiques. L'Autriche n'aurait donc pas commis un acte d'ingérence illicite en feront usage du droit de *Veto*, au conclave de 1903.

Le comte Goluchowski, comme s'il eût voulu atténuer encore les prétentions de son gouvernement, reconnaît formellement que l'exercice de ce droit de *Veto* ne pourrait pas empêcher l'élection d'un pape.

Le *Veto* a plutôt le caractère d'un vœu ou d'un avertissement, mais il ne peut rien contre la validité d'une élection intervenue, car les puissances qui possèdent ce privilège n'ont pas les moyens matériels de le faire prendre en considération par le Sacré-Collège, dans le cas où il s'y refuserait (1).

Lucius Lector, dans son ouvrage sur « le Conclave » soutint en 1894 une opinion bien analogue aux deux théories que nous venons d'exposer.

Après avoir montré l'évolution historique du *Veto*, Lucius Lector conclut en ces termes :

1° Les grandes puissances catholiques ont exprimé au Sacré-Collège leurs vues, leurs préférences et surtout leur opposition à certaines candidatures pontificales.

2° A cette exclusion publiquement dénoncée, les électeurs conclavaires ont reconnu une portée pratiquement efficace.

« Le premier de ces faits peut être considéré comme
« impliquant un droit de représentation et de remon-
« trance, auquel il semble difficile, après quatre siècles de libre exercice, de contester le caractère
« d'un droit coutumier.— Le second qui emporterait
« le droit de *Veto* proprement dit, est plus récent,
« puisqu'il date du milieu du xvii^e siècle. Cette prescription deux fois séculaire est-elle suffisante, en

1. *Les Débats*, janvier 1904.

« pareille matière, pour constituer un droit coutumier, alors surtout que l'acquiescement du législateur ecclésiastique apparaît moins nettement ex-primé, et partant moins décisif ?

« Nous n'oserions nous prononcer sur ce point, avec une entière certitude, tant que d'autres documents historiques ne seront pas venus faire la pleine lumière !... *Non nostrum inter vos tantas componere lites*, dirons-nous volontiers avec le poète (1). »

Prenant pour prétexte la complexité de la question et l'état encore nuageux de l'histoire des conclaves, Lucius Lector évite ensuite de présenter des conclusions définitives. Mais il semble bien ressortir de ses observations qu'il n'est pas très éloigné de reconnaître au *Veto* d'exclusion les caractères d'un droit consuetudinaire, légitimement et juridiquement introduit par une sorte de consentement mutuel.

..

De toutes les théories émises sur la nature et l'origine du *Veto*, celles qui présentent le droit d'exclusion comme un droit coutumier, paraissent, au premier abord, les plus séduisantes.

Car un fait a certainement frappé tout lecteur at-

1. L. Lector. *Op. cit.*, p. 571-573.

tentif : pas une seule fois, au cours de ces deux derniers siècles, les électeurs conclavaires n'ont tenté de s'opposer aux volontés souveraines solennellement formulées.

Une autre constatation ne peut d'ailleurs que confirmer cette première opinion : le *Veto* fait l'objet d'une procédure spéciale dont les règles ont été officiellement tracées.

Comment dès lors, ne pas reconnaître dans le *Veto* une véritable coutume formellement acceptée par le Sacré-Collège ?

Nous ne pouvons cependant pas accepter une aussi hâtive déduction. Nous allons, au contraire, en faisant prévaloir l'opposition qui existe entre la pratique du *Veto* et l'esprit général de la législation canonique, nous efforcer de montrer que le principe supérieur de la liberté de l'Église dans les élections pontificales a empêché, *a priori*, la formation d'un droit coutumier de cette nature (1).

Une habitude de fait ne peut pas se transformer et acquérir purement et simplement la valeur d'un droit. Un droit coutumier ne résulte pas d'une sim-

1. En ce sens :

Ad. Giobbio : *op. cit.*

Sägmüller : Die Papstwahlen und die Staaten. Tübingen, 1890.
Die Papstwahlbullen und das Staatliche Recht der Exklusive. Tübingen 1892.

ple répétition de faits, il n'existe qu'à la condition d'avoir été approuvé par l'autorité compétente.

Nous inspirant des règles de droit canon, nous dirons que tout droit coutumier doit être : « raisonnable, — consacré par l'usage, — légitimement promulgué et approuvé » (1).

La première de ces conditions fait ici certainement défaut. La coutume qui s'oppose à l'immunité et à la liberté de l'Église n'est évidemment point raisonnable au sens propre du mot ; car son exercice restreint injustement le choix des électeurs conclaveires. L'Église peut également par cette pratique se voir privée d'un pontife savant, vertueux et digne, à tous les points de vue, de ceindre la tiare.

Est-il utile, parmi tant de faits analogues, de rappeler l'exclusion du cardinal Barbarigo par l'empereur Léopold (2) ?

La seconde condition à laquelle la coutume emprunte son existence juridique est sa « consécration par l'usage ».

Il s'agit ici d'un usage connu de tous et pratiqué sans interruption.

Le *Veto* d'exclusion semble réunir ces deux qua-

1. « Quallunque diritto consuetudinario legittimamente acquisito
« deve avere le necessarie condizioni, ossia, deve essere ; rationabile
« — admissum, — legitime præscriptum, — approbatum. »

Ad. Giobbio, *op. cit.*, p. 26.

2. Voyez : *supra*, chap. III, *in fine*.

lités. Il convient toutefois de signaler qu'en diverses circonstances, les puissances se sont mutuellement contesté le droit d'exercer l'exclusion. Au conclave de 1691, le cardinal français de Forbin-Janson disait à un de ses collègues du parti austro-espagnol que, si l'Empereur continuait à exercer sa pression sur le Sacré-Collège, il déclarerait lui-même que « le droit « d'exclusion dont jouissent seuls la France et l'Espagne n'appartient en aucune façon à ce souverain ; « et que la France ne tolérerait pas qu'un autre « prince prétende l'exercer (1). »

Il faut également remarquer que la continuité de l'usage requise pour la formation de la coutume est bien imparfaite en ce qui concerne le *Veto*. Et l'on pourrait citer différentes époques auxquelles l'une quelconque des trois puissances titulaires du *Veto* a négligé de l'exercer pendant plus d'un demi-siècle.

Arrivons de suite à la plus importante des trois conditions nécessaires : l'approbation d'une autorité compétente.

La coutume se définit, en effet : un droit non écrit introduit par un long usage et « raffermi par le consentement exprès ou tacite du législateur. »

Il convient tout d'abord d'observer que le Souverain Pontife a seul l'autorité nécessaire pour légiférer dans la matière qui nous occupe. Le *Veto* d'exclusion est, en effet, une dérogation au droit commun ; or,

1. Wärmund : *Ausschliessungsrecht...* p. 172.

il est un principe canonique en vertu duquel le Sacré-Collège demeure toujours soumis au droit commun établi par le pape défunt, quoique pendant la vacance du trône, il détienne la souveraineté de l'Église (1).

Existe-t-il de la part des papes une approbation quelconque du *Veto* ?

Certainement non. Si pareille concession avait été faite, ce ne pourrait être que dans une bulle ou dans tout acte écrit du même genre. Or, c'est en vain qu'on a longuement, patiemment feuilleté tous les recueils de lois pontificales et tous les bullaires ; les recherches sont toujours demeurées infructueuses. Aucun document pontifical ne renferme cette approbation tant souhaitée.

On ne peut davantage invoquer une approbation tacite. La reconnaissance d'une coutume, en droit constitutionnel comme en droit canon, exige un double élément : 1° la connaissance parfaite du législateur de l'existence de cette coutume, avec la facilité et la possibilité pour lui de réclamer et de s'y opposer ; 2° la non-opposition du législateur à l'existence de cette coutume (2).

1. Ad. Giobbio, *op. cit.*, p. 28.

2. « ... Princeps scit talem consuetudinem et dissimulat, seu non
« contradicit cum commode contradicere posset ; sic enim dum tacet
« consentire videtur. »

Sebastianelli : *Prælectiones juris canonici*, p. 51.

Dans le cas qui nous occupe, aucun doute ne peut s'élever sur le point de savoir si les papes ont connu la façon d'agir des couronnes et s'il leur était possible de manifester leur réprobation.

Avant de ceindre la tiare, les papes étaient cardinaux ; ils assistaient donc aux conclaves et n'ignoraient rien de ce qui s'y passait. Les manœuvres de l'inclusion et de l'exclusion n'avaient pas de secret pour eux, et c'est en pleine connaissance de cause que leur voix s'est élevée à diverses reprises contre les effets des interventions séculières.

En ce qui concerne une non-opposition de leur part, il faudrait, pour l'admettre, supposer qu'ils n'aient jamais publié d'acte visant de quelque manière que ce fût la coutume de l'exclusion.

Si une contradiction, si faible soit-elle, est constatée entre cette coutume et un acte écrit, cela doit suffire pour faire tomber le consentement tacite ; surtout dans une matière aussi grave que celle de l'élection d'un souverain.

Or, on ne peut raisonnablement pas soutenir que l'autorité ecclésiastique n'a jamais réclamé contre la pratique de l'exclusion. Le *Veto*, personne ne peut le nier, constitue évidemment une restriction à la pleine liberté et à l'indépendance dont devraient jouir les électeurs conclavaires. Pour si minime qu'elle soit, cette restriction n'en existe pas moins et les pontifes romains ont maintes fois protesté contre elle.

Le pape Pie IV promulgue en 1560 la bulle *In eligendis* dont voici les principales dispositions :

« Cardinales hortamur ac eis sub divini intermina-
« tione indicii præcipimus ut, attendentes magnitu-
« dinem ministerii quod per eos tractatur, in dandis
« suffragiis ac aliis omnibus electionem concernen-
« tibus, omni dolo ac fraude, factionibus et animo-
« rum passionibus remotis ac *Principum sæcula-*
« *rium intercessionibus, cæterisque mundanis respec-*
« *tibus minime attentis*, sed solum Deum pro oculis
« habentes, sese pure, libere, sincere, quiete et paci-
« fice gerere debeant; nec pro ipsius Pontificis elec-
« tione, conspirationes, condicta, pactiones et alios
« illicitos tractatus inire, signa aut contrasigna voto-
« rum suorum alteri dare, minasve aliquibus inferre,
« tumultus excitare aut alia facere per quæ electio
« retardetur vel minus libere suffragia præstentur,
« per se vel alium, directe vel indirecte quovis dolo,
« re vel ingenio audeant (1). »

1. « Nous recommandons aux cardinaux, et sous la menace du
« divin jugement, nous leur ordonnons de se conduire purement
« librement, sincèrement, tranquillement et pacifiquement attentifs à
« la grandeur du ministère qu'ils exercent; ils devront écarter dans
« l'expression de leurs suffrages, et de ce qui a trait à l'élection,
« toute ruse et toute fraude, toute faction et toute passion violente,
« ne prêter aucune attention aux prières des princes séculiers, repous-
« ser toutes autres considérations politiques et n'avoir que Dieu seu,
« devant les yeux. Nous leurs défendons pour l'élection du Pontife,
« toute conspiration, toute entente, tout pacte et tous autres traités

C'est évidemment la réprobation de toute ingérence directe et indirecte du pouvoir laïque dans l'élection pontificale.

Cette réprobation ne pouvait atteindre que l'exclusion, car les couronnes n'employaient pas d'autres moyens pour arriver à leurs fins. Pie IV ne pouvait d'ailleurs faire allusion à un autre mode d'intervention; il suffit, pour en convenir, de se rappeler les incidents qui marquèrent sa propre élection. Pendant les quatre mois que dure le conclave de 1559, les cours d'Espagne et de France tiennent divisés en deux camps les électeurs pontificaux; Philippe II adresse au Sacré-Collège une lettre dont le ton n'est rien moins que méprisant, et l'exclusion de ce souverain finit par frapper le cardinal Gonzague de Mantoue.

Il est donc naturel, qu'une fois sur le trône, le pape Pie IV ait eu à cœur de remédier à un tel état de choses, en exhortant les cardinaux à ne plus se faire les interprètes des puissances séculières dans les prochains conclaves.

Les dispositions contenues dans la bulle *Æterni*

« illicites; nous leur interdisons de donner à un autre le seing ou le
« contre-seing de leurs votes, de menacer qui que ce soit, de causer
« du tumulte, de rien faire qui puisse retarder l'élection ou diminuer
« la liberté des suffrages, le tout, par soi ou par un autre, directe
« ment ou indirectement, par ruse quelconque, par fait personnel ou
« par habile insinuation. »

Patris, publiée par Grégoire XV (1621-1623) ne sont pas moins probantes :

« Cardinales omnino abstineant ab omnibus pac-
« tionibus, conventionibus, promissionibus, intendi-
« mentis, condictis, fœderibus, aliis quibuscumque
« obligationibus, minis, signis, contrasignis suffra-
« giorum seu schedularum, aut aliis tam verbo quam
« scripto aut quomodocumque dandis aut petendis,
« tam respectu *inclusionis* quam *exclusionis*, tam
« unius personæ quam plurium, aut certi generis,
« veluti creaturam aut hujusmodi, seu de suffragio
« dando vel non dando, quæ omnia et singula, si de
« facto intervenerint etiam juramento adjecto nulla
« et irrita neque ad eorum observantiam quemquam
« teneri, aut ex transgressione notam incurrere fidei
« non servatæ, decernimus et declaramus ; et contra-
« facientes ex nunc excommunicationi pœna innoda-
« mus ; tractamus tamen pro electione habendas
« vetare non intelligimus (1) »

1. « Que les cardinaux s'abstiennent complètement de tous pactes,
« conventions, promesses, alliances ou engagements quelconques ;
« qu'ils s'abstiennent de menaces, de signatures ou de contre-signa-
« tures, de suffrages ou de cédules, de tout ce qui pourrait enfin, soit
« par paroles, soit par écrit, soit de quelque autre façon, être donné
« ou demandé, tant pour l'*inclusion* que pour l'*exclusion*, qu'il s'a-
« gisse d'une seule personne ou de plusieurs, ou d'une certaine caté-
« gorie de personnes, de créatures ou de favoris par exemple, ou
« qu'il s'agisse de donner ou de refuser son suffrage ; tous ces agis-
« sements s'ils se produisent, nous les déclarons nuls et sans effet ;

Ici Grégoire XV ne parle pas des *intercessionones principum* en général. Il s'attaque directement à l'« inclusion » et à l'« exclusion ».

Les partisans de la doctrine coutumière tournent alors la difficulté, en disant que le pape Grégoire XV ne pouvait condamner l'exclusion formelle puisqu'elle n'était pas encore exercée comme un droit. On ne condamne pas, en effet, ce qui n'existe pas.

Mais si l'exclusion formelle n'existait pas, l'exclusion matérielle existait et la condamnation qui frappe la seconde ne saurait épargner plus tard la première, laquelle apporte une restriction plus grave encore à la liberté de l'élection.

De plus, il n'est pas admissible que par les mots *exclusion* et *inclusion* le pape Grégoire XV ait uniquement entendu désigner les pactes ou les conventions par lesquels les cardinaux s'engageaient quelquefois d'avance à donner ou à refuser leurs voix à des candidats déterminés. Ces pactes ou conventions font l'objet d'une défense toute spéciale conçue en termes aussi clairs que possible : « *Cardinales omnino absteineant ab omnibus pactionibus, conven-*

« même s'ils sont accompagnés du serment, nous décrétons que nul
« ne sera tenu d'observer les promesses ainsi faites et que nul ne
« pourra être noté de mauvaise foi pour les avoir violées ; ceux qui
« feront autrement, nous les frappons dès maintenant d'excommuni-
« cation ; cependant, nous n'entendons pas défendre les discours ou
« entretiens nécessaires pour l'élection. »

« tionibus,..... fœderibus aliis quibuscumque obligationibus... » L'auteur de la bulle *Æterni Patris* en employant les expressions « inclusio » et « exclusio » est allé plus loin : il est certain qu'il condamnait ainsi les pratiques et manœuvres tendant à l'exclusion des voix faite sous l'influence des princes. On se rappelle que durant le conclave à la suite duquel Grégoire XV fut proclamé pape, l'ambassadeur de France passa toute la nuit près des cardinaux, pour recruter des partisans et leur faire signer l'engagement de ne point voter pour le cardinal Campora, peu sympathique à son souverain.

Grégoire XV ne pouvait avoir oublié ces événements ; c'est même certainement sous l'influence de ce souvenir qu'il formula sa bulle *Æterni Patris*.

En 1560 déjà, Pie IV impressionné par les circonstances de sa propre élection et craignant pour l'avenir, avait condamné les « intercessionibus principum ». Grégoire XV, frappé lui aussi de l'intransigeance des Cours et de l'audace persévérante de leurs ambassadeurs, pensa qu'une réaction énergique s'imposait, et il désigna d'une façon claire et formelle l'objet de son anathème : l'« exclusion » et l'« inclusion ».

Mais, dira-t-on, cette interprétation est trop rigoureuse : elle ne peut être acceptée sans entraîner comme conséquence que de 1623 à 1903 tous les conclaves qui admirèrent l'exercice du *Veto* violèrent la bulle *Æterni Patris*.

Sans doute, pour éviter des maux plus grands et par un sentiment de prudence traditionnelle, les cardinaux ont parfois toléré et pris en considération le *Veto* prononcé par les princes. Ils ont donc violé la législation de Grégoire XV. Mais cette violation que des circonstances spéciales justifient ou tout au moins expliquent, ne saurait donner aux interventions séculières les caractères d'un droit. La violation continuelle d'un droit préétabli ne peut créer un droit nouveau contraire au précédent, alors surtout que le consentement du législateur fait complètement défaut (1).

A son tour Clément XII (1730-1740) protesta contre les ingérences séculières dans les conclaves :

« Cardinalibus præcipimus ut, in suffragiis ferendis et aliis Electionem quomodolibet concernentibus, solum Deum præ oculis habentes, religiose, sincere et libere, humanis quibusque actibus, factionibus, partium studiis. . . . ac privatis commodis et desideriis remotis atque *Principum sæcularium intercessionibus cæterisque mundanis respectibus*. . . .

1. « Dunque si dovrà ammettere una lesione continua della Bolla « *Æterni Patris* da parte dei Cardinali ?

« Dato pure, che tal lesione si possa per speciali circostanze ammettere, non ne consegue però la legittimazione dell'intervento governativo in tale misura, che lo stesso possa assumere la figura giuridica di uno diritto consuetudinario in quanto che vi sia il consenso tacito della suprema autorità ecclesiastica. »

minime attentis, et postpositis, sese gerant ad eligendum eum, quem Universali Ecclesiæ fructuose utiliterque gubernandæ idoneum secundum Deum indicaverint (1). »

Ce document est également très clair. Néanmoins les partisans de la doctrine coutumière prétendent encore qu'on ne saurait y trouver aucune allusion à l'égard de l'exercice du *Veto*. Clément XII, disent-ils, ne reproduit même pas les formules employées par Grégoire XV, touchant les manœuvres de l'« inclusion » et de l'« exclusion ». Ce n'est certainement pas, ajoutent-ils, un oubli de la part du pape Clément XII; car, si l'on en croit le Dr Wahrmund, c'est précisément durant la rédaction de cette bulle *Apostolatus officium* qu'un des Consultants canoniques, avait émis l'avis de régulariser, de limiter et de rendre plus convenable l'exercice de l'« exclusive »: il proposait, à cet effet, de statuer que désormais le cardinal plénipotentiaire communiquerait officiellement

1. Bulle *Apostolatus officium*, 1732.

« Nous ordonnons aux cardinaux de se conduire religieusement, « sincèrement et librement; que dans la collation de leurs suffrages « et dans tout ce qui concerne l'élection, ils n'aient que Dieu seul « devant les yeux; laissant de côté toute humaine façon d'agir, toute « faction, toute rivalité de partis, oubliant leurs propres désirs et intérêts, et ne se préoccupant nullement des prières des princes séculiers ni de considérations politiques, qu'ils élisent celui que, devant « Dieu, ils jugeront le plus apte à gouverner avec fruit et utilité « l'Eglise universelle. »

son mandat d'exclusion au Doyen et que la congrégation des cardinaux en délibérerait, sans qu'il soit nécessaire d'en venir à une déclaration publique au moment du scrutin (1).

Nous ne voulons point contester l'authenticité du fait rapporté par Wahrmund ; mais nous pouvons alors nous demander quel était le but poursuivi par Clément XII, lorsqu'il écrivait dans la bulle *Apostolatus officium* : « . . . minime attentis Principum sæcularium intercessionibus ? »

Cette phrase devient absolument inexplicable si l'on admet avec les partisans de la théorie coutumière que Clément XII n'avait nullement l'intention de viser l'exclusion.

Puisque nous savons, au contraire, que ce pape refusa d'introduire cette nouvelle méthode pour l'exercice du *Veto* d'exclusion, il nous semble bien plus rationnel d'admettre, qu'en agissant ainsi, Clément XII manifestait d'une manière évidente, la ferme volonté de ne point se prêter d'une façon même indirecte, à la reconnaissance d'un prétendu droit des gouvernements.

Nous rappellerons enfin, les termes non équivoques, à l'égard du *Veto*, employés par Pie IX, dans sa bulle *In hac sublimi* du 23 août 1871 : «... exclusio

1. Wahrmund. *Beiträge*,.., p. 52.

« prorsus atque remoto quovis laicæ potestatis *cujus-*
« *libet gradûs* et conditionis interventu. »

Quelques années plus tard, sentant sa mort prochaine, il revenait sur cette question qui lui paraissait capitale et pour mieux persuader, pour mieux convaincre de l'importance de ses paroles, au lieu d'ordonner, il suppliait : « ... Cardinales obsecramus,
« ut ad electionem procedant, nulla propensione
« animi vel adversione commoti, nullius inclinati
« gratia aut obsequio, non *intercessione in sæculo*
« *potentium* moti, sed fixis in solam Dei gloriam et
« Ecclesiæ utilitatem oculis eum citius eligere con-
« tendant, quem præ cæteris dignum et sedulum uni-
« versi gregis Christi Pastorem futurum esse existi-
« maverint (1). »

Sa bulle *Consulturi* du 10 décembre 1877 ne fait que confirmer et renouveler une fois de plus la déchéance d'un usage qu'il considère comme une atteinte des plus graves aux droits imprescriptibles de l'Église catholique.

1, Bulle *Licet per Apostolicas*, 8 septembre 1874.

« Nous supplions les cardinaux de procéder à l'élection sans se laisser émuvoir ni par l'affection, ni par la haine, sans se laisser influencer par l'envie d'être agréable à qui que ce soit, sans se laisser guider par les prières des grands du siècle ; que les yeux fixés sur la seule gloire de Dieu et l'intérêt de son Église, ils se hâtent de choisir celui qu'ils croient devoir être un digne et vigilant pasteur de l'universel troupeau du Christ. »

Tel est l'esprit général de la législation canonique, vis-à-vis des interventions séculières dans les conclaves.

Peut-on la considérer comme favorable à la formation d'une coutume qui est en contradiction avec le principe supérieur de la liberté de l'Église ?

Nous ne le pensons pas, et l'opposition absolue qui existe entre la pratique du *Veto* et la législation que nous venons de parcourir, semble donner raison à ceux qui ont considéré l'exclusion comme un empiétement de la puissance civile sur les droits de l'Église et comme une violation de ses lois.

CHAPITRE V

Théorie conventionnelle. — Conclusion.

Avant de clore cette étude, il convient de signaler l'existence d'une dernière théorie émise sur la nature du *Veto*.

Des auteurs se sont, en effet, demandés si le *Veto* ne se présentait pas comme le résultat d'une convention tacite entre le Saint-Siège et les trois grandes puissances catholiques.

Lucius Lector se contente, pour sa part, de poser la question en ces termes :

« S'agit-il absolument et uniquement d'une concession purement gracieuse, et n'y a-t-il pas, dans les formes et dans l'exercice modernes du *Veto* une conventionnalité réciproque entre l'Église et les États intéressés ? — Il est difficile de se prononcer. L'on ne saurait méconnaître que la pratique

« du *Veto* est sortie du régime d'étroite union entre
« l'Église et les États (1)..... »

M. Frédéric Masson est plus affirmatif : « Les car-
« dinaux étrangers, dit-il, et en particulier les cardi-
« naux des Couronnes, ont, en effet, outre le droit
« de vote, comme les Romains, une délégation par-
« ticulière de leurs Cours, et il semble qu'on n'ait
« renoncé pour eux à l'éligibilité qu'en échange du
« droit de *Veto* concédé à leurs nations (2). »

Il se serait donc formé peu à peu, d'après ces au-
teurs, une sorte de contrat commutatif, en vertu du-
quel l'Autriche, l'Espagne et la France, auraient
reconnu au Saint-Siège un droit équivalent à celui
qu'elles recevaient. Le droit ainsi reconnu au Saint-
Siège serait celui de s'opposer à l'élection d'un car-
dinal dépendant d'une de ces trois couronnes ; le
droit équivalent concédé aux nations catholiques se-
rait le *Veto* d'exclusion.

Cette théorie, quelque peu fantaisiste, doit être,
selon nous, également écartée.

La renonciation, même tacite, à l'éligibilité de cer-
tains cardinaux constituerait, en effet, une trop grave
atteinte à la constitution fondamentale *Licet de vi-*
tandâ discordiâ qui reconnaît le droit de ceindre la
tiare à tout cardinal quel qu'il soit, sans aucune dis-

1. L. Lector. *Op. cit.*, p. 573.

2. *Le Pape et le Conclave*. Paris, 1891, p. 72.

inction de nationalité. L'Église catholique perdrait, de ce fait, son caractère œcuménique.

D'ailleurs, les puissances catholiques n'ont pu renoncer à l'éligibilité de leurs cardinaux. L'éligibilité pontificale est un droit personnel qui n'appartient pas aux puissances, mais aux seuls cardinaux. Or, on ne renonce pas à un droit dont on n'est point titulaire.

En admettant même que les puissances aient eu qualité pour renoncer à cette éligibilité, n'est-ce pas tout simplement par expérience qu'elles auraient agi de la sorte? La majorité italienne dans les conclaves n'est-elle point trop forte pour qu'un État puisse positivement compter sur le succès de la candidature de l'un de ses cardinaux? La renonciation dont parle M. Masson serait donc trop platonique pour compenser un droit qui touche aux intérêts primordiaux de la Papauté. Et même si l'on suppose que cette convention existe réellement, ses conséquences la rendent inacceptable. Le contrat qui nous occupe créerait, en effet, des obligations réciproques et par conséquent, la seule volonté de l'une des parties ne suffirait pas pour l'annuler: une entente s'imposerait pour résilier le contrat. Si le *Veto* était vraiment un privilège conventionnel, il y aurait alors pour le Sacré-Collège *obligation de justice* à en tenir compte jusqu'à ce que la convention d'où dérive le privilège soit dénoncée, et l'on arriverait à cette conclusion

exorbitante qu'une élection pontificale faite contre un *Veto* serait nulle, puisqu'elle serait en contradiction avec le droit.

Les souverains catholiques n'ont jamais poussé leurs prétentions aussi loin. On peut lire, en effet, dans l'un des plus anciens traités sur le *Veto*, ce passage que cite Wahrmund: « Les princes catholiques ne poussent point la témérité jusqu'au point de vouloir donner force de loi à leurs exclusions ou de vouloir annuler l'élection d'un cardinal frappé d'exclusion. . . . Le Sacré-Collège reste libre d'élire le candidat exclu; parce que la non-observation de l'exclusive n'entraîne pas la nullité de l'élection; mais seulement des conséquences pernicieuses. . . . (1). »

Il convient également de citer sur ce sujet, l'avis d'Hinschius : « Une non-observance de l'Exclusive formulée, écrit le savant canoniste, ne saurait du reste exercer aucune influence sur une élection valide par ailleurs, parce que tout l'institut ne repose que sur un principe de convenance et que

1. « Non è la pretensione dei principi tanto temeraria che alle loro Esclusive vogliano dar peso di legge, o sian capaci di annullare l'elezione precisa di qualche soggetto..... Resta libera la scelta di eleggere gli stessi esclusi, giacchè l'esclusiva non ha forza d'indurre veruna nullità, ma bensì la colpa delle conseguenze perniciose. »

Wahrmund : *Beiträge*....

« la prise en considération d'une semblable protes-
« tation n'est indiquée nulle part dans les constitu-
« tions pontificales ; à plus forte raison, n'y saurait-
« on trouver une condition de validité. »

Le comte Goluchowski a, lui aussi, formellement reconnu que le *Veto* ne peut rien contre la validité d'une élection consommée, car les puissances qui possèdent ce droit, dit-il, n'ont pas le moyen matériel de le faire prendre en considération.

Il ne peut donc, en définitive, y avoir, pour les cardinaux, obligation de justice à respecter le *Veto* des puissances ; et la convention que suppose M. Frédéric Masson, entre le Saint-Siège et les nations catholiques, ne peut être admise.

Est-il enfin nécessaire de faire remarquer que la portée d'un pareil contrat se trouve en contradiction absolue avec l'esprit général de la législation canonique ?

Nous avons, dans un chapitre précédent, passé en revue de nombreuses constitutions pontificales qui, directement ou indirectement, condamnent les ingérences séculières dans les conclaves.

A ceux qu'un semblable exposé a pu laisser sceptiques à l'égard d'une condamnation directe du *Veto*, nous voulons opposer une dernière preuve, décisive à notre avis. Si l'on considère, en effet, la manière dont se sont comportés les papes vis-à-vis des cardinaux victimes du *Veto*, une conclusion évi-

dente s'impose : tous les papes, même ceux qui ont pu devoir leur élection à l'exclusion de certains de leurs concurrents, ont tenu, une fois sur le trône, à manifester publiquement leur réprobation contre une institution qu'ils jugeaient contraire à la liberté et à la dignité de leurs propres électeurs. Ils usent, à cet effet, en faveur des cardinaux exclus, de quantité de distinctions, conférant aux uns des bénéfices ecclésiastiques, mettant les autres à la tête de charges brillantes ou leur témoignant toute leur confiance en les consultant au sujet des plus graves affaires.

Innocent VIII nomme vicaire de Rome le cardinal Paolucci exclu par l'Empereur et Benoît XIII l'élève à la dignité de Secrétaire d'État.

Benoît XIV, à peine sur le trône, confère la charge illustre de Pro-Dataire au cardinal Aldobrandini frappé d'exclusion.

Clément XIII agit de la même façon vis-à-vis du cardinal Cavalehini exclu par la France, en lui conférant le Pro-Datariat.

Grégoire XVI élève au Palatinat le cardinal Gius-tiniani exclu par l'Espagne, en le nommant sur-le-champ Secrétaire des Mémoires. Il lui confère, dans la suite, bien d'autres honneurs.

Aussitôt après son élection, Léon XIII investit de la charge de Pro-Dataire le cardinal Severoli exclu par l'empereur d'Autriche.

On ne peut évidemment reconnaître dans ces faits qu'une nouvelle désapprobation des Souverains Pontifes à l'égard du *Veto*.

Mais alors, comment peut-on supposer que ces papes se soient prêtés à la formation, même tacite, d'une convention dont l'enjeu serait précisément la concession de ce privilège ? Tout cela devient inexplicable, si l'on tient à reconnaître, avec M. Masson, l'existence d'un contrat entre le Saint-Siège et les puissances catholiques.

Il paraît, au contraire, bien plus naturel d'admettre que le consentement des deux parties fait défaut de part et d'autre et que, même à la longue, une convention de ce genre n'a pu être formée.

∴

Lucius Lector invoque de son côté, comme étant l'équivalent recherché du privilège du *Veto*, les avantages que retire l'Église de son étroite union avec les États.

Certes, l'Église a eu autrefois sa part d'honneurs, de pouvoir et de richesses dans l'État, elle était alors un de ses membres, un de ses ordres, une de ses castes, et l'État faisait servir l'Église à sa conservation et « au maintien des vieilles formules sociales ».

Qui donc gagnait le plus à cette union ?

L'Eglise, en tous cas, en retirait des avantages. Une tradition de quinze siècles la liait à l'Etat, dont, par ses origines, ses tendances, elle était en somme l'alliée. Ayant des intérêts à ménager, elle souffrait les empiétements des souverains dans son domaine juridique, elle tolérait les privilèges qu'ils s'arrogeaient vis-à-vis d'elle, et tout en réservant ses droits, elle déferait aux exclusions du Roi Très Chrétien, du Roi Catholique ou de l'Empereur Apostolique.

Les papes protestaient contre ce morcellement de la souveraineté du Saint Siège, contre cette violation de la loi, mais en pareilles circonstances, la prudence, verra que l'on pratique à Rome, conseillait au Sacré-College de prendre en considération les desirs des souverains catholiques et d'éviter ainsi un conflit toujours redoutable pour les intérêts spirituels. Le bien de l'Eglise, en un mot, commandait la résignation.

Aujourd'hui, les temps sont changés et une semblable tolérance ne se justifie plus.

Peu importe la personnalité des gouvernants d'aujourd'hui qui ne sont, ni moins, ni plus chrétiens que les Tannouet ou les Pomбал, que les courtisans de M^{re} de Pompadour ou les ministres de Léopold ou de Joseph II.

Peu importe également qu'aux procédés des monarchies absolues, se soient substitués les rouages d'un

gouvernement constitutionnel ou d'une république : ces démocraties modernes pourraient avoir des rapports avec le Saint-Siège comme les monarchies d'autrefois ; elles pourraient être aussi exigeantes ou aussi secourables, aussi défiantes et aussi fidèles.

Il ne s'agit, ni du changement introduit dans les régimes politiques, ni de la diminution des sentiments religieux chez les personnes qui se trouvent à la tête des pouvoirs publics. Il n'est ici question que de l'orientation nouvelle de l'esprit public, de l'esprit officiel des gouvernants actuels vis-à-vis de l'Église catholique et de son Chef suprême.

S'inspirant du principe de parfaite séparation de l'Église et de l'État, la législation moderne est devenue exclusivement laïque, sinon athée. Le « régime d'étroite union entre l'Église et les États » ne sera plus bientôt qu'un souvenir du passé.

Sans parler de l'Espagne, qui de nos jours influe bien peu sur les destinées de l'Europe, ni de l'Autriche, dont l'alliance avec l'Allemagne ne peut que rendre suspecte toute intervention, envisageons les rapports actuels de la France avec le Saint-Siège.

La célèbre devise *Gesta Dei per Francos* ne se réalise plus depuis bien des siècles et peut être mise, semble-t-il, au rang des légendes historiques. N'a-t-on pas vu, tout dernièrement encore, le gouvernement français disperser implacablement les ordres religieux, violer la demeure de l'agent diplomatique

du Saint-Siège, et l'expulser de son territoire, au mépris des règles du Droit des gens comme de celles des plus élémentaires convenances ?

Peut-on raisonnablement soutenir, dans ces conditions, que par mesure de prudence et dans le but d'éviter une rupture de relations diplomatiques, le Sacro-Collège doive, si l'occasion s'en présente, s'abstenir d'élire un cardinal exclu par la France ?

Evidemment, non.

Longtemps supportée par le Saint-Siège comme un accommodement de politique avec ceux qui l'aidaient et le soutenaient dans un cadre bien différent de celui dans lequel elle pourrait s'exercer aujourd'hui, l'exclusion n'a donc plus sa raison d'être et son but ne se vérifie plus.

Contraire au principe supérieur de la liberté de l'Eglise et de la souveraineté pontificale, en opposition formelle avec la législation canonique et l'attitude de nombreux papes, le *Veto* apparaît dépourvu de tout fondement juridique.

Tout l'édifice de l'exclusion ne reposait que sur un principe de convenance que des arguments critiquables ont tenté de transformer en principe de droit : ce principe de convenance disparaissant, il faut que cet édifice s'écroule.

Alors, n'ayant plus à implorer un humiliant *placet* auprès des puissances catholiques, dégagés pour toujours des compromissions et des alliances séculières,

libres enfin de toutes attaches terrestres, les électeurs du Conclave pourront élire, sans aucune restriction de liberté, « celui que, devant Dieu, ils auront jugé le plus apte à gouverner avec fruit et utilité, l'Église universelle ».

Vu ; le Président de la thèse,

A. PILLET

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
L. Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	I
INTRODUCTION	3

PREMIÈRE PARTIE

L'Histoire.

CHAPITRE I. — Formation et évolution du <i>Veto</i> d'exclusion.	13
CHAPITRE II. — Règles auxquelles fut définitivement soumise la pratique du <i>Veto</i>	23
CHAPITRE III. — xvi ^e et xvii ^e siècles : exclusion matérielle indirecte.	33
CHAPITRE IV. — xviii ^e et xix ^e siècles : exclusion formelle directe ou <i>Veto</i> proprement dit . . .	65
CHAPITRE V. — Le dernier Conclave.	85

DEUXIÈME PARTIE

Le Droit.

CHAPITRE I. — Doctrines antérieures au xviii ^e siècle. .	99
CHAPITRE II. — Théorie historiste.	109
CHAPITRE III. — Théorie régaliennne.	121
CHAPITRE IV. — Théorie coutumière.	135
CHAPITRE V. — Théorie conventionnelle. Conclusion .	155

